

# possibles

VOLUME 8 NUMÉRO 1 ANNÉE 1983

PER  
P-285

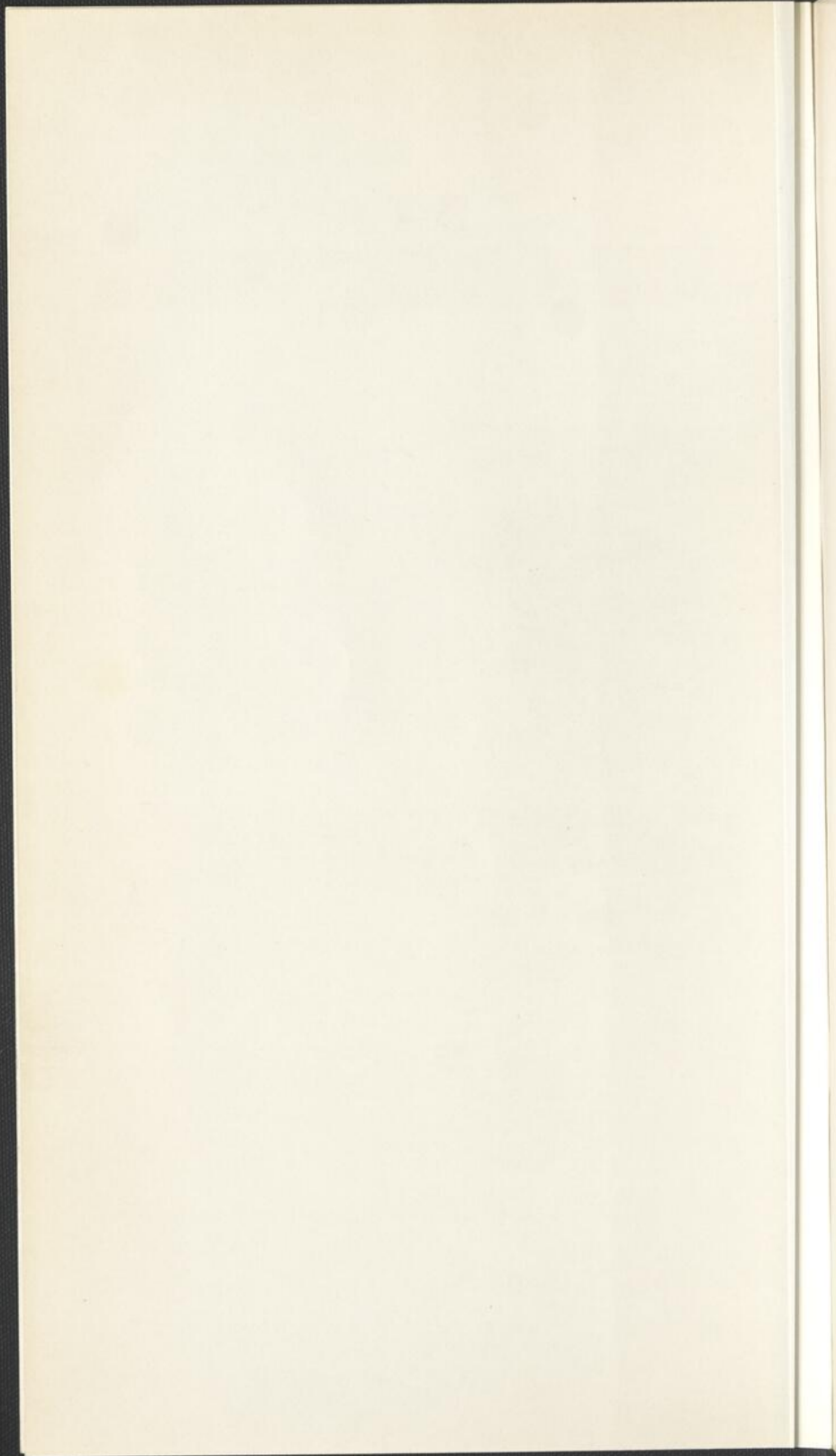
S



## Repenser l'indépendance

Le virage technologique

Vadeboncoeur et le féminisme





*J'ai patiné à Hong-Kong*

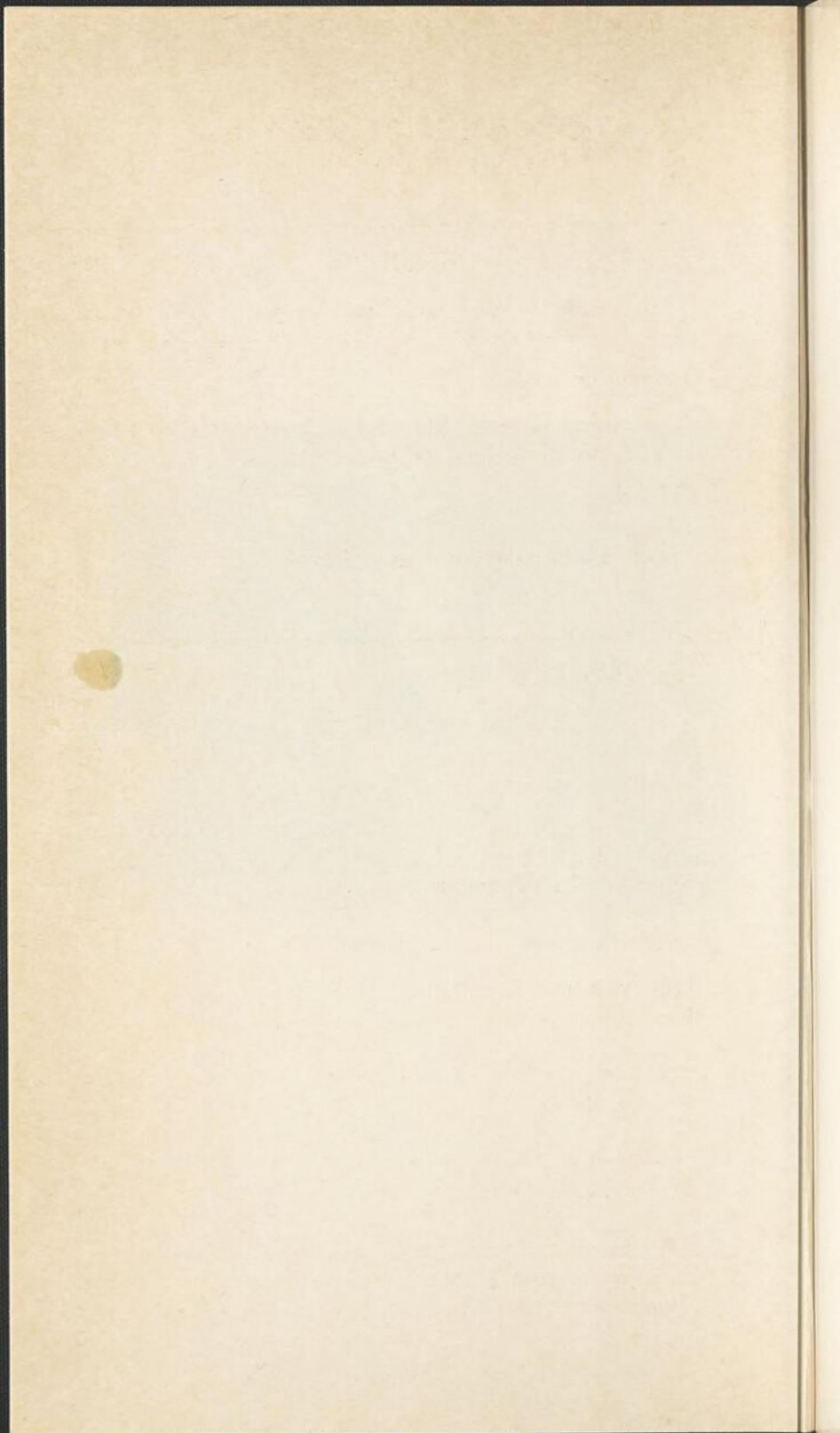
gravure

1981

vol. 8

40.  
208

1983-84



# possibles

---

VOLUME 8

NUMÉRO 1

ANNÉE 1983

Boîte postale 114, Succursale Côte-des-Neiges, Montréal, Québec

---

Comité de rédaction :

Rose Marie Arbour, Marcel Fournier, Gabriel Gagnon,  
Lise Gauvin, Roland Giguère, Gaston Miron, Marcel  
Rioux.

Adjointe à la rédaction : Élise Lavoie

---

## SOMMAIRE

Page

Éditorial

Repenser l'indépendance ..... 7

Journal intime (fragment)

*Yves Beauchemin* ..... 15

Une porte de plus en plus étroite

*Marcel Rioux* ..... 19

Pour s'en sortir

*Jean-Jacques Simard* ..... 23

Nationalisme et féminisme :

impasses et coïncidences

*Diane Lamoureux* ..... 43

C'était pour vous  
*Gérald Godin* ..... 63

Littérature et nationalisme :  
une question piégée, pourtant inévitable  
*Lise Gauvin* ..... 71

Autour de la spécificité  
*Marcel Fournier* ..... 85

La geste du oui  
*Suzanne Martin* ..... 115

Constituons le peuple québécois  
*Édouard Cloutier* ..... 125

Les nouveaux habits  
de la souveraineté  
*Gabriel Gagnon* ..... 133

Histoire-fiction  
*Madeleine Gagnon* ..... 149

#### SUR LES CHEMINS DE L'AUTOGESTION

Les nouvelles technologies :  
plus qu'un virage  
*Henri Beauchemin* ..... 163

#### COURTEPOINTES ET POINTES SÈCHES

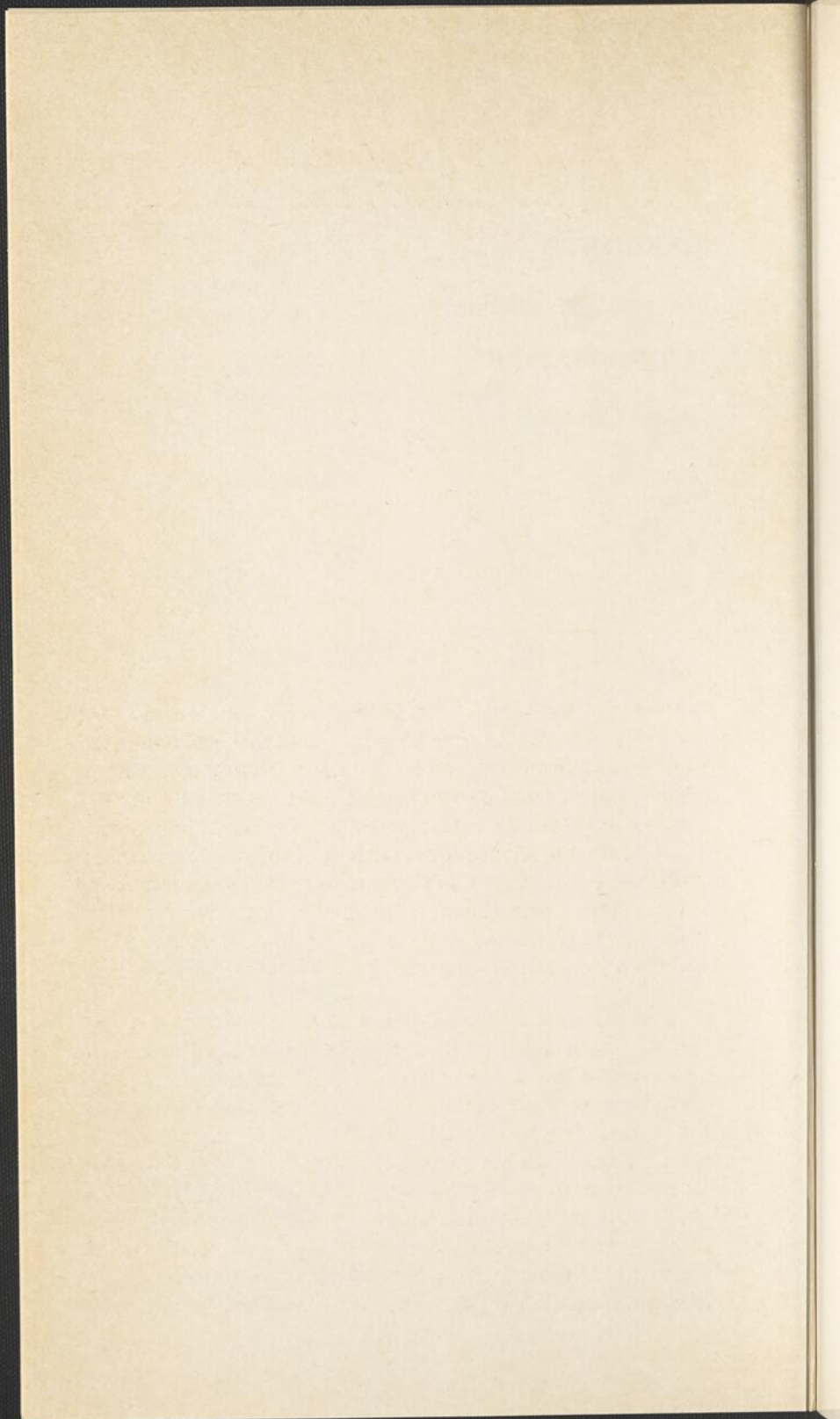
Vadeboncoeur et le féminisme  
*Rose Marie Arbour* ..... 181

DOCUMENT

Le refus de continuer ..... 193

ICONOGRAPHIE :

Serge Lemoyne



## *Repenser l'indépendance*

---

Possibles ne pouvait éviter les crises qui tôt ou tard affectent les revues même les plus autogestionnaires. Quatre collaborateurs, deux de la première heure et deux plus récents, nous quittent donc à partir de ce numéro. Ils font plus loin part au lecteur des raisons de leur geste. Leur texte en surprendra plusieurs puisqu'une lecture attentive des récents numéros de la revue ne révèle entre nous aucune différence idéologique profonde, tout au plus des préférences accentuées ou une diversité d'expression des sensibilités.

Il faut quand même admettre que nos débats internes ont pu opposer les tenants d'un certain globalisme, à la recherche d'une sorte de manifeste où les voies de l'indépendance et de l'autogestion seraient dès maintenant clairement tracées, à une majorité plus prudente, convaincue que l'autogestion nécessite au contraire une pluralité des expressions comme des expérimentations. La revue *Liberté* relevait cette ambiguïté à propos de notre numéro sur la Crise (Vo 6, No. 3-4) où un éditorial emporté, à caractère un peu ruraliste, venait coiffer un ensemble beaucoup plus éclectique et plus ancré dans la

contemporanéité. Nous n'y avons vu quant à nous aucun problème véritable, le lecteur restant libre de choisir son orientation au sein des possibles suggérés.

Il est certain par ailleurs que, loin de « refuser systématiquement de nous pencher sur notre fonctionnement », nous y avons sans doute consacré trop de débats théoriques, peu ancrés dans la réalité quotidienne de la production d'une revue. Le dernier texte de Lise Gauvin, « l'autogestion et les timbre-poste » décrit bien l'atmosphère un peu surréaliste où se déroulaient parfois ces débats. Pour la majorité d'entre nous, autogestion n'était pas incompatible avec spécialisation des fonctions, artisanat ne signifiait pas nécessairement absence de rigueur dans la production et la distribution, et bénévolat n'impliquait pas toujours absence de rémunération pour les tâches les plus ingrates et les plus fastidieuses. Voilà la véritable nature de nos affrontements de l'an dernier : il va sans dire que nos échanges en sont devenus plus difficiles et nos débats plus acrimonieux.

Dans ce contexte, la décision du groupe minoritaire fut sans doute la plus sage, au delà des éclats de voix et des exagérations qui l'entourent. L'apport des quatre démissionnaires à Possibles fut considérable. Sans le dévouement et l'enthousiasme initial de Robert Laplante, la revue n'aurait pu voir le jour. À la trésorerie, Roger Lenoir nous fit lentement passer du rouge à un budget plus équilibré. Durant leur séjour plus bref parmi nous, Andrée Fortin et Jean-Pierre Dupuis furent toujours disponibles tant pour les travaux d'écriture que pour les tâches les plus ingrates. Nous les remercions donc sans réticence aucune en espérant que, sans participer à la gestion de Possibles, ils pourront continuer d'y collaborer souvent de façon individuelle ou collective. Il nous sera cependant impossible, à cause de notre statut d'entreprise subventionnée à caractère coopératif, de séparer

avec les minoritaires les avoir collectifs d'une revue que nous avons décidé de continuer et dont les assises économiques demeurent précaires.

\* \* \*

Une fois passée la déception et l'aigreur qui suivent toutes les séparations pénibles, nous nous sommes remis à la tâche avec beaucoup d'enthousiasme et plus d'efficacité. Nous restons, comme nos amis démissionnaires, « persuadés de la nécessité d'une revue indépendantiste et autogestionnaire » mais nous espérons mieux ancrer dans la réalité de 1983 les « grandes orientations qui ont donné naissance à Possibles ». Le présent numéro sur l'indépendance, issu d'une période de transition précédant l'élargissement de notre comité de rédaction, constitue une première étape en ce sens.

Si, pour nous, l'indépendance du Québec constitue un horizon inéluctable et désiré, condition nécessaire à la réalisation de l'autogestion et au foisonnement de l'imaginaire, il nous faut quand même admettre comme tout le monde que notre avenir immédiat est soumis à de lourdes menaces venues de l'intérieur comme de l'extérieur.

L'offensive fédérale se précise tous les jours depuis le rapatriement de la constitution. Les travaux de la commission MacDonald n'augurent rien de bon pour notre avenir économique. L'arrivée au pouvoir d'un Brian Mulroney ne changerait rien à ces tendances profondes sinon un petit air rétro en politique extérieure et une plus grande sensibilité aux vents d'Ouest. Pour nous, la porte devient de plus en plus étroite, comme l'écrit Marcel Rioux.

Point n'est besoin d'insister davantage sur le désenchantement créé par le début du second mandat du P.Q.

Les politiques imposées par la rigueur de la crise ont soumis les groupes les plus dynamiques de la société québécoise, jeunes, femmes, syndicats et intellectuels, soit à la déprime soit à une revision profonde de leur projet indépendantiste et social-démocrate. Le présent numéro illustre de multiples façons cette décanation de l'utopie.

Mais personne parmi nos collaborateurs ne veut s'arrêter là. La recherche d'un nouveau langage, de stratégies plus adéquates, d'une plus grande égalité et même d'une nouvelle culture, où autogestion pourrait enfin se conjuguer avec indépendance, perce ainsi au fil de ces pages. Les opinions s'opposent sur le P.Q., sur l'opportunité d'un parti nationaliste à Ottawa, sur le dernier ouvrage de Vadeboncoeur, sur l'urgence d'un nouveau référendum, sur la nécessité de lier l'autogestion et l'indépendance ; loin de nous inquiéter, cette diversité nous réjoint... Ce qui nous menace aujourd'hui, c'est plus la répétition de slogans et d'attitudes dépassés que le foisonnement des possibles.

Quant au virage technologique et à la concertation, nouveaux espoirs de nos dirigeants d'entreprises et de nos gouvernants, ne risquent-ils pas, si l'on n'y prend garde, de nous enraciner davantage dans la dépendance culturelle et l'inégalité ?

\* \* \*

Une revue comme la nôtre doit continuer à renforcer ici tout ce qui va dans le sens de l'émancipation, dans la vie politique et économique comme dans le quotidien et l'imaginaire.

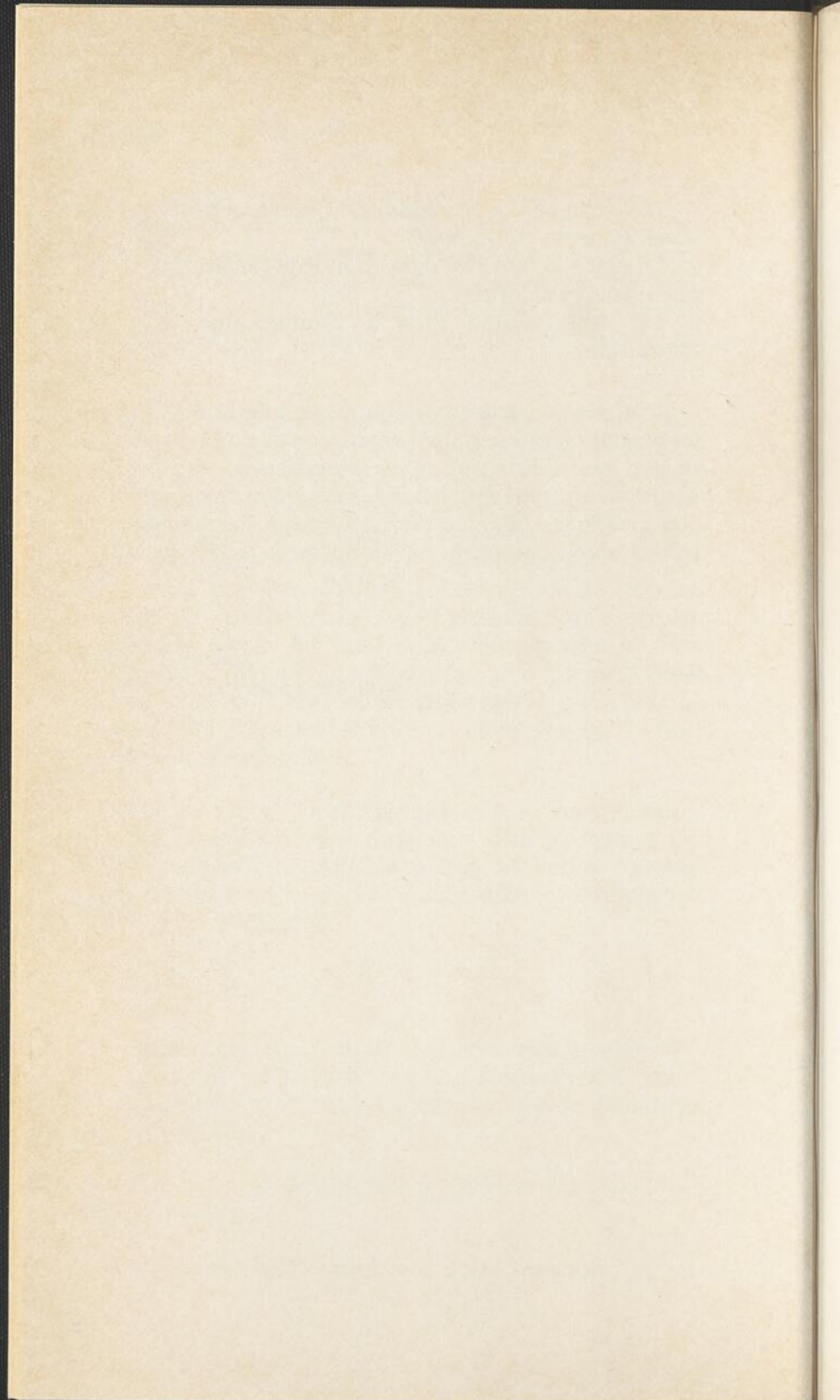
Pour ce faire, nous tenterons d'explorer dans nos prochains numéros :

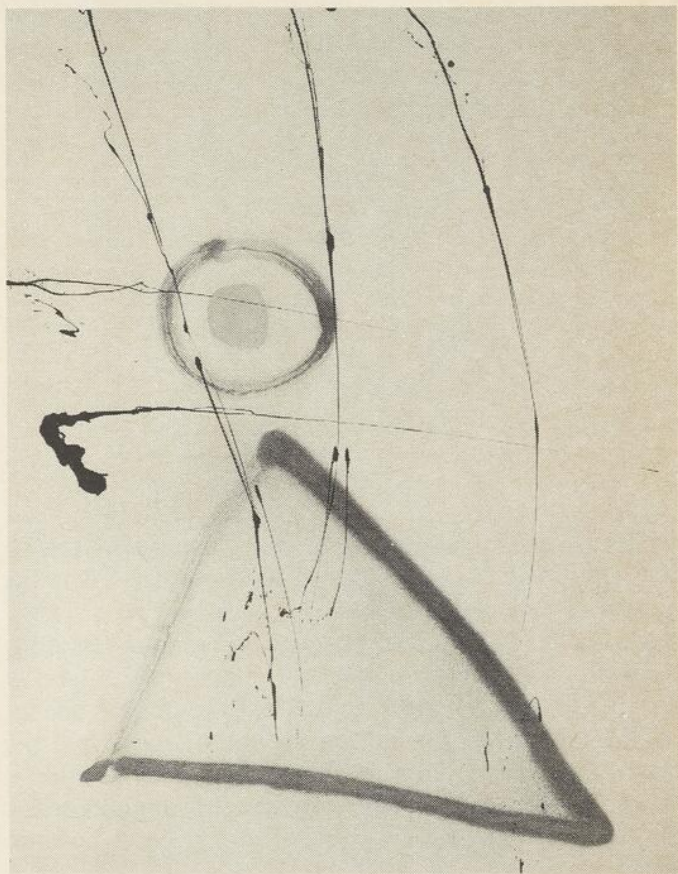
— L'éducation et les problèmes de la jeunesse

- Les impasses de la création au Québec et les nouvelles voies pour les surmonter.
- La place du Québec dans le monde (américanisation, pacifisme, solidarité)
- Le syndicalisme face à l'autogestion et à la concertation

Nous avons encore plus qu'avant besoin de nos lecteurs pour contribuer aux numéros en chantier, pour participer aux débats que nous organiserons lors de leur parution, ou, tout simplement, face à une distribution un peu erratique, pour assurer davantage par un abonnement l'autonomie et le développement de Possibles.

Gabriel Gagnon  
*pour le comité de rédaction*

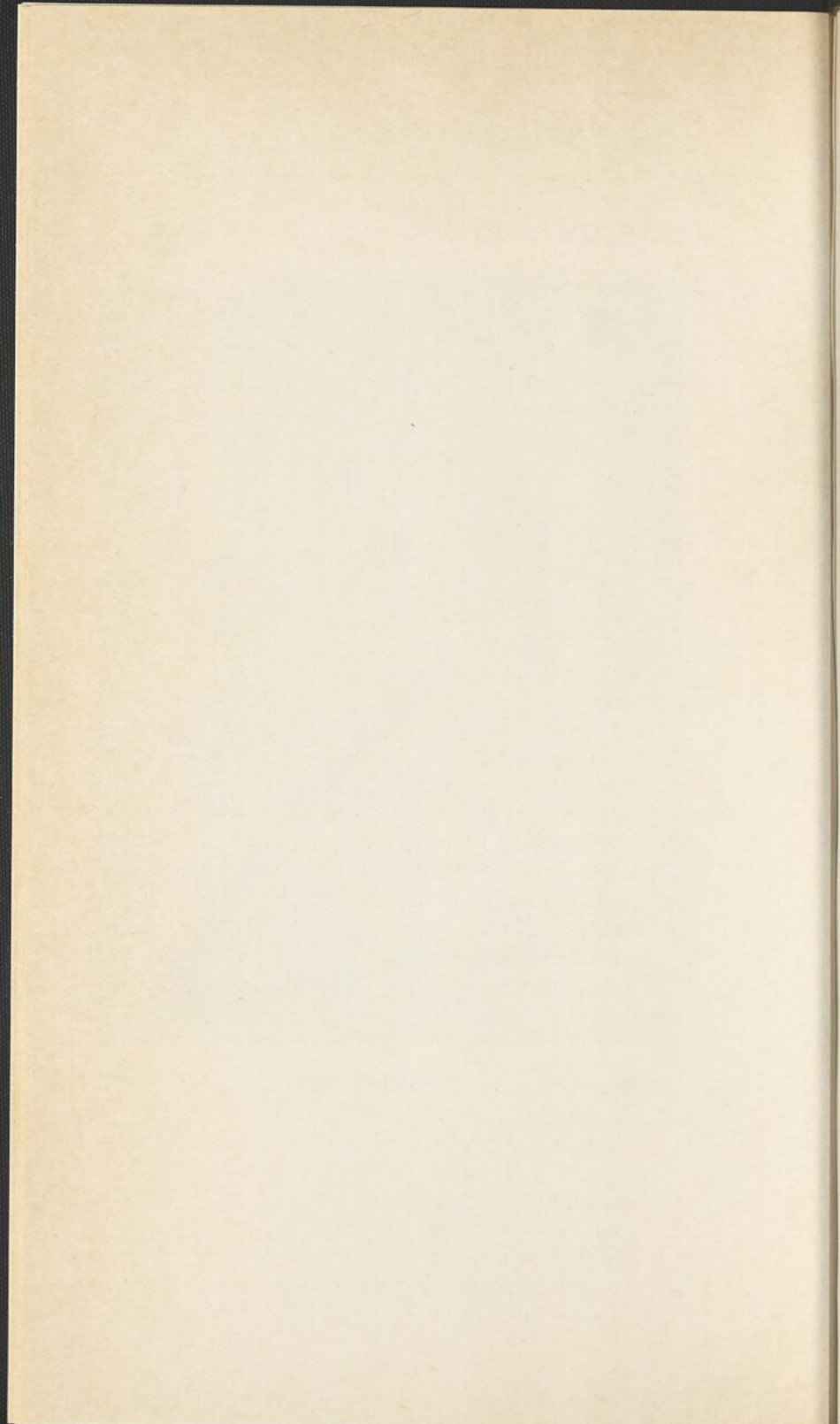




*Triangle d'or*

acrylique sur papier

1964



**Journal intime  
(fragment)**

*10 avril :*

C'était inéluctable. Surtout après la défaite du référendum et les désastreuses négociations de novembre 1981 à Ottawa. À vrai dire, on sentait approcher le moment depuis des années. Le moment est venu : l'indépendance est passée de mode. On n'a qu'à lire les journaux ! Lysiane Gagnon, Lise Bissonnette, Jean Paré, et combien d'autres : lorsqu'ils parlent du Parti Québécois et de son objectif, c'est d'un ton maintenant quasi-condescendant, avec comme une trace de dégoût dans la voix.

Tout a commencé bien avant le référendum. En fait, tout a commencé, me semble-t-il, le 15 novembre 1976. En passant de l'opposition au pouvoir, les indépendantistes voyaient s'éteindre l'auréole romantique qui avait toujours nimbé leurs têtes. Eh oui ! on ne pouvait plus désormais se consacrer tout entier à promouvoir l'idée de la liberté : il fallait en plus administrer un pays. Robin des Bois venait de gagner et prenait la place, non

du Prince — le Prince est toujours là —, mais celle du shérif de Nottingham. Or, comment aimer d'amour passionné un shérif? Comment s'éprendre d'un examinateur de parcomètres, d'un distributeur de contraventions, d'un ramasseur de robineux? Finies les chevauchées au clair de lune, les attaques-surprises de calèches cossues pour réveiller de gros bourgeois au milieu de leurs sacs d'écus et leur donner une petite leçon de justice distributive. Le cheval de Robin des Bois somnole maintenant à l'écurie, tandis que Robin lui-même, assis derrière un bureau, étudie des dossiers, le front barré d'un pli. Le pauvre, il doit maintenant prendre des décisions. Et quand il en prend, il lui arrive ce qui est arrivé à tous ses prédécesseurs : parfois il se trompe.

Mais Robin des Bois n'a pas le droit de se tromper. Légende oblige.

Tout le monde s'accorde, je pense, pour dire que le premier terme du gouvernement Lévesque aura été le meilleur des deux (du moins jusqu'ici) : on n'a qu'à se rappeler la loi 101, la loi de l'assurance-automobile, celle du zonage agricole, de la réforme électorale, etc. Une orgie de bonnes lois, de lois indispensables, que personne jusqu'ici n'avait eu le courage de promulguer, et qui se sont mises à transformer le visage du Québec. Résultat? La frustration des Québécois commença à diminuer. La douleur d'être Québécois devint plus floue, moins perceptible, pas pour tous, mais pour beaucoup de gens. Montréal prenait un visage français. Le saccage des terres agricoles s'arrêtait. Le Québec avait presque l'air d'un pays libre! Allez donc convaincre des citoyens de libérer un pays qui a l'air presque libre!

Et puis il y eut les gaffes, les gaffes inévitables. Les coups de tête, les crises de nerfs, la fatigue du pouvoir. Les stratégies de fond de bureau, les spécialisteries, l'étapisme, la renardose. D'autant plus qu'on s'aperce-

vait qu'il était difficile à diriger, ce demi-pays mal équipé d'instruments économiques et politiques, surveillé de toutes part, infiltré par ses ennemis et à moitié dominé par les descendants du conquérant.

La fameuse nuit du 15 novembre disparaissait peu à peu derrière des montagnes de dossiers. On y pensait un peu le soir en se couchant, mais toute la journée avait été occupée à écouter les quémandeurs, donner des ordres, trancher des questions, tout en essayant de parer aux fourberies du Prince et de sa valetaille, têtes de faux évêques, trognes de charretiers, geules de travers, faces bouffies et insolentes, visages tout en sourires où brûlent deux yeux hostiles, tous animés d'un enthousiasme féroce pour le saccage, tous fébriles et insomniaques tant que le Québec n'aura pas été abattu, dépecé, dévoré et roté.

En politique, les grandes causes, pour durer, doivent quitter leurs beaux vêtements, s'habiller de gros coton, courber la tête, passer par les petites portes, laver la vaisselle, jouer dans la graisse et finir par ressembler aux gens du pays, qui rêvent tous à Robin des Bois, mais ne sont pas faciles à convaincre lorsqu'il s'agit de monter son cheval.

Mais quand la grande cause est devenue gestion, tantôt bonne, tantôt moins bonne, les gens écarquillent les yeux et se demandent où diable elle est allée se cacher. Et les journalistes, dont la profession, dont la passion, est de sans cesse écarquiller les yeux à la recherche de choses neuves et piquantes, les journalistes qui ont tant de mal à lutter contre le blasement, sont les premiers à trouver la pièce languette et qu'il faudrait peut-être un changement d'acteurs ou à tout le moins un écroulement de décors.

Comment expliquer autrement la lassitude qui semble s'être emparée d'une journaliste de la trempe de Lysiane

Gagnon? J'admire cette femme depuis des années, la vivacité de son intelligence, son esprit mordant, l'aisance de sa langue, sa profonde sensibilité (je pense à l'émouvant article qu'elle a écrit il y a quelques mois sur les adieux politiques de Claude Charron, aux commentaires pathétiques et si justes qu'elle vient de tenir sur le péril nucléaire). Mais la fatigue... politique qui se met à suinter de ses textes lorsqu'elle parle du Québec de 1983 est presque désespérante. Exprime-t-elle le sentiment de tous les Québécois? Est-ce que notre instinct de mort est à ce point puissant que le seul chemin qui s'offre à nous est celui de la lente digestion dans un Canada qui nous a toujours senti comme un corps étranger?

Quand je me sens trop morose, je pense à la théorie des vagues. Nous sommes au creux de la vague, bien au creux. De tous côtés, une eau glauque, menaçante, invincible. Mais c'est une eau qui nous porte et, pourvu que nous évitions de verser, elle continuera de nous faire avancer, centimètre par centimètre.

## **Une porte de plus en plus étroite**

Je ne sais pas ce que ressentent ni ce que pensent les pionniers de la cause indépendantiste — les Rinistes, en particulier — mais je sais fort bien que ceux qui comme moi sont à la tâche depuis deux décennies et plus ne sont plus très farauds. L'indépendance de leur pays apparaît de plus en plus comme une espèce de rocher de Sisyphe qu'il faut continuellement pousser, sans trop d'espoir d'atteindre la Terre Promise. L'idée de toujours recommencer le travail accompli les rebute de plus en plus. L'élan des premières années et même celui du Référendum de 1980 semblent s'estomper. Certains commencent à douter de voir leur pays libre. Non qu'ils aient abandonné l'idée d'indépendance — les raisons qui militent en sa faveur sont plus nombreuses et plus solides que jamais — mais il semble que leur ardeur se soit amenuisée. Peut-être désespèrent-ils de voir une majorité de Québécois endosser leur option politique.

Quant à moi, je ne regrette pas de m'être déclaré indépendantiste au début des années 1960, d'avoir toujours espéré voir triompher cette idée et d'avoir fait de mon mieux pour la propager. Je serai le dernier à blâmer qui

que ce soit, ni encore moins le peuple du Québec. Si nous n'avons pas encore réussi, il faut s'en prendre à nous-mêmes qui n'avons pas assez ou mal combattu, reconnaître la force et la fourberie des fédéraux et la crise internationale dont on nous dit que nous sommes en train de sortir. Enfin, j'ai toujours pensé que le temps ne jouait pas pour nous ; il m'a toujours semblé que s'exerce sur le Canada et même le Québec une force niveleuse et perverse qui non seulement nous entraîne à exploiter, à dominer et à détruire la nature mais nous mène vers l'abolition de notre spécificité culturelle ; l'impérialisme culturel américain est la forme ultime de la domination ; c'est un cancer terminal. Ce n'est pas en vain que l'on consomme les produits des industries américaines de l'âme : tôt ou tard, l'américanisme s'installe dans nos têtes et dans nos coeurs. Nous en venons inéluctablement à désirer et à aimer ce que l'Empire désire et aime. Nous en venons à pratiquer un hédonisme individuel qui nous pousse sans cesse vers l'atomisation et l'aliénation généralisées. Le bien commun et le désir de mettre sur pied un projet collectif singulier sont relégués au musée des accessoires et deviennent des thèmes éculés que les années ont érodés de part en part. Et l'on en vient à se demander si le salut du Québec est possible et souhaitable en dehors de l'Empire ; et même en dehors de son satellite principal, le Canada ; nous sommes en train de vouloir demeurer un appendice charnu, taillable et corvéable à merci. Et tout cela, au nom d'un réalisme économique qui se veut pur et dur. Nous n'adorons que le mesurable sans nous douter que ces chiffres ne sont que le résultat de phénomènes beaucoup plus profonds et qui sont beaucoup moins détectables par les ordinateurs.

S'il était un reproche que l'on puisse adresser au gouvernement péquiste, c'est celui de ne pas avoir exprimé plus clairement que l'indépendance est le moyen pour assurer l'institution d'une société autre ; l'indépendance pour l'indépendance, l'indépendance pour continuer la

société nord-américaine n'a rien de mobilisateur pour les couches les plus dynamiques de la société québécoise et finalement débouche dans la logique des autres partis politiques. Ce qui importe souverainement c'est l'avènement d'une société auto-gestionnaire, enfin sortie de l'hétéronomie, enfin réconciliée avec la nature. On rétorquera avec raison, certes, qu'il n'est pas facile de s'engager dans des réformes radicales quand on est, comme le Québec, empêtré dans des liens coloniaux ; trop de maillons le relient à de multiples dépendances.

Il y a plus ! Jürgen Habermas, le philosophe allemand, a montré dans un livre récent que les sociétés occidentales passent par une crise de légitimité ; les vieux garants métaphysiques, politiques et moraux se sont érodés et les gouvernements peuvent difficilement arriver au consensus nécessaire pour gouverner efficacement. C'est vrai du Québec comme des autres sociétés. Ici, toutefois, les choses sont aggravées du fait que deux gouvernements se partagent le champ de la légitimité : ceux du Québec et du Canada ; de sorte que les citoyens du Québec peuvent changer d'allégeance au gré de leur humeur. Dans les autres pays, on peut lutter contre le gouvernement sans pour autant changer d'allégeance et, pour ainsi dire, changer de pays. Où a-t-on vu des grévistes troquer le drapeau de leur pays contre celui d'un autre, utilisant cette substitution comme moyen de pression ; si l'on ne nous rend pas justice, nous déménageons ailleurs. Il est d'ailleurs ici des formations pour encourager ces va-et-vient.

De surcroît, certains Québécois, pris de panique devant l'impasse de la cause indépendantiste, songent sérieusement, à la prochaine élection canadienne (1984) à favoriser la candidature d'indépendantistes, péquistes ou autres. On disait, naguère, qu'il fallait aider à défaire Trudeau...et son gouvernement. Vraisemblablement Trudeau ne sera plus là à la prochaine élection et les libéraux ont tout fait pour provoquer leur propre défaite ; les

Canadiens me semblent assez avisés pour se débarrasser d'une monture qui a accompli sa mission historique : mettre le Québec à sa place. D'autant que Trudeau parti, c'est un autre Québécois, le sieur Mulroney qui, de par son seul lien de naissance, tiendra le Québec en laisse pendant un bon quart de siècle. Si d'aventure certains de ces zouaves étaient élus, on voit mal ce que ces Don Quichotte gagneront pour le Québec. Ils n'auront qu'à continuer à accréditer l'idée que l'indépendance pourrait bien passer par Ottawa, « French Power », « balance de pouvoir », toutes choses aussi évanescentes que la rosée du matin. Inutile de dire à ces marchands de chimères que l'indépendance, c'est le peuple du Québec et son gouvernement qui la réaliseront. Tout le reste n'est que...politique. Politique qui est une merveilleuse diversion en temps de morosité.

Tout cela dit, faut-il jeter le manche après la cognée et se résigner au retour de l'ancien Louis XVI Bourassa, symbole de l'ancien régime ? Non, car ce serait rétrograder de quelques décennies et livrer le Québec, pieds et poings liés, aux transnationales, à toutes les entreprises privées et à une famille très nombreuse qui, comme lui, a la dent très longue. Sans trop croire aux miracles, il se pourrait bien que la conjoncture changeât assez pour que plus d'yeux s'ouvrent et se rendent compte de la nécessité vitale de l'indépendance du Québec pour construire une société nouvelle.

## Pour s'en sortir

Combien de fois faudra-t-il montrer du doigt les intérêts manifestes qu'enveloppe depuis vingt ans l'indépendantisme québécois avant de commencer à en rapatrier sur le terrain des possibles tangibles les espérances moins étroites qu'il sait aussi porter ? Enfin de compte, c'est un peu ce à quoi se sont adonnés certains marxistes et on a presque envie de les féliciter d'avoir compris avant tout le monde, depuis quelque temps que s'étalent les amertumes à pleines pages du Devoir et que les ténors du nationalisme eux-mêmes se sont mis à se mordre la queue. Malheureusement, à force d'émettre sa pâte feuilletée à-la-petite-bourgeoisie-nouvelle — une étudiante me jure en avoir compté sept épaisseurs dans le seul livre de Bourque et Légaré, *Le Québec. La question nationale*<sup>1</sup>, — on finit par transmuter en mystère byzantin les plus beuglantes évidences.

---

<sup>1</sup> Bourque et Légaré, *Le Québec. La question nationale*, Paris, Maspéro, 1979.

Car enfin, depuis le pamphlet du fonctionnaire fédéral Marcel Chapat jusqu'à la présente coïncidence de l'es-soufflement nationaliste et des chevrotelements édentés du secteur public syndiqué, en passant par le profil-type du militant péquiste, l'avant-garde (au sens léniniste de qui veut, définit, prend et garde le pouvoir) a toujours coïncidé avec l'intelligentsia *professionnelle* ascendante, une confrérie-cosororité qui se compte aujourd'hui par dizaines de milliers. Cette *langue-d'oeuvre* (pour distinguer évidemment de *main-d'oeuvre*) s'adonnait à être francophone ; pour sa fraction supérieure, dont le capital-savoir ne pouvait se réaliser que par l'entremise de grands appareils bureaucratiques, l'Administration fédérale et les oligopoles privés étaient de véritables casse-gueules. Restait l'État provincial. Seulement, à force de manger de la galette, on finit par avoir envie de pain — par attraper *le goût du Québec*. Faute de tenir le peuple par la bourse, il fallait bien se réclamer d'autre chose : la planification, la participation, la rationalité du savoir, le syndicalisme, bref la social-démocratie — toutes choses qui minaient la légitimité bourgeoise du pouvoir (propriété, mercantilisme électoral, liberté d'entreprise, réussite individuelle, etc.). Durant la Révolution tranquille, les ambitions et la *noo-bureaucratie* (l'infixe « techno » exagère) ont pu se conjuguer avec celles des proto-capitalistes québécois-français : le même État offrait aux premiers les moyens d'ériger leurs appareils sur la société, et aux seconds l'accès au capital public dont ils avaient besoin pour compenser leur exclusion de la stratosphère financière nord-américaine. Dès que les faiseurs d'argent ont cru pouvoir se faire respecter sur le marché, ils ont découvert les verrues de l'État interventionniste et de l'ingénierie sociale. C'est alors que la noo-bureaucratie est restée seule à tenir fermement la hampe du fleurdelysé planté au sommet des organigrammes publics. Sous la menace du regain libéraliste (amorcé dès la fin du régime Lesage pour aboutir sous Bourassa) elle a durci ses étayages idéologiques pour devenir carrément souverainiste et un peu plus socialiste,

histoire de monopoliser le marché du nationalisme et de la rationalité étatique <sup>2</sup>.

Dépouillé de son armature techno-démocratique (démocratie-bureaucratique ferait pareil), le projet indépendantiste risque de s'affaler. Il me semble pour cette raison que ce n'est pas tant l'échec du référendum de 1980 que le rétrécissement dramatique des possibilités d'expansion des appareils d'État qui explique les bafouillages du parti Québécois ; le plancher de l'ascenseur tombe et le gouvernement s'accroche par le bout des doigts aux rituels de la gestion, d'un bord, aux fétiches creux du symbolisme national, de l'autre <sup>3</sup>. Mais ces pauvres diables ont surtout le défaut de la visibilité : ils sont juchés dans la mâture d'un navire à demi-coulé et les petits rats qui fuient les cales à la nage leur lancent des invectives par derrière l'épaule. La compassion devrait nous inciter plutôt à la loyauté, au moins aussi longtemps que leur situation ne sera pas rétablie.

D'autant plus que, malgré les impolitesses qu'il mérite, le nationalisme d'État a quand même porté le progrès du Québec au moment où — pensons à la situation d'avant soixante — il n'y avait pas beaucoup d'alternatives ouvertes. Si on entend par progrès, à la suite de Merleau-Ponty, qu'une époque puisse résoudre les questions restées sans réponse à l'époque précédente (ce qui fait évidemment apparaître de nouvelles questions), on peut même dire que l'intelligentsia professionnelle (d'appareil, si on préfère) a été le principal agent de ce

<sup>2</sup> La poignée de gens qui ont déjà eu l'occasion de me lire ou de m'entendre sur ce sujet auront constaté que je radote à peu près les mêmes choses depuis 1973 — trois ans avant l'élection du P.Q.

<sup>3</sup> Quand M. Landry offre aux Américains de bâtir un marché commun de la rivière La Grande jusqu'au Rio Grande, et que M. Morin, tout aussi magnanime, fait d'avance cadeau aux Français de la double nationalité, j'envie quasiment les vieux de M. Lévesque qui ne verront pas ça.

progrès. Son rôle socio-historique se compare à celui de la bourgeoisie à l'ère féodale-aristocratique : ni *Have*, ni *Have not*, pour parler comme Alinsky, ce sont les *Have little, want more*, plus ou moins tiraillés entre les pôles principaux d'une structure de classe, qui enfoncent leur coin entre les deux, font craquer l'ordre établi, prennent l'initiative du changement, définissent le progrès, et tentent aussi de passer du statut de « couche » à celui de « classe ». La bourgeoisie révolutionnaire ne doutait guère agir et parler pour « le peuple » (serfs, journaliers, compagnons et apprentis, domestiques, conscrits, etc.) au nom des idéaux transcendants de liberté, d'égalité et de fraternité. Elle ne mentait certainement pas sur toute la ligne. Pas plus que l'intelligentsia lorsqu'elle se réclame des « travailleurs-et-travailleuses », de la « population » ou de « la nation opprimée » au nom des droits collectifs et de la justice sociale. D'un autre côté, les bourgeois ont avant tout libéré le marché tandis que l'intelligentsia cherche avant tout à élargir l'emprise des appareils cybernétistes (auto-réglés rationnellement par négociations, sondages, études, consultations, conventions) sur la vie sociale<sup>4</sup>.

Si je ne délire pas trop, en somme, le contenu pratique du projet souverainiste québécois n'aurait rien de très

---

<sup>4</sup> D'avoir, faute d'espace, à rabouliner aussi grossièrement une démonstration qui reste à faire m'embête un peu. D'autant que j'emprunte beaucoup à deux remarquables ouvrages. Celui des marxistes (ah oui ?) hongrois (ah bon !) Konrød et Szelényi, *La marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'Est*. Et celui de Michel Freitag, de l'U.Q.U.A.M. (encore !), « Transformation de la société et mutation de la culture. La problématique de la normativité, de la légitimité et de l'identité dans la société contemporaine », que j'ai lu en manuscrit mais qui devrait être sorti dans la revue *Conjonctures*. Un mot encore : c'est en rangeant la sphère du marché, d'une part, et les anciennes solidarités communautaires, d'autre part, que les appareils se font une place. Dans les C.L.S.C. ou le « projet scolaire » du ministre Laurin, par exemple on vise à ce qu'une branche bureaucratique devienne le lieu de la communauté.

original, sauf peut-être l'angélisme avec lequel il a confondu l'État et la nation, les organismes publics et le parti-pris pour les travailleurs, la rationalité technocratique et la libération culturelle. Mais on s'en guérit : le ministre des finances se traitait quasiment lui-même de vieille garde, il y a quelques semaines, en vantant la « nouvelle garde d'entrepreneurs (privés ?) québécois », où il est permis de reconnaître, entre autres, quelques anciens haut-fonctionnaires recyclés dans la banque ou de sympathiques P.M.E. ayant enfin pris le virage subventionnaire. Remarquez : M. Parizeau a probablement raison. Mais cela vous transforme une sacrée portion du programme péquiste en moulée à vaches — paraît qu'on y mêle du papier aux graminées — et force à se demander si cette nouvelle garde aura vraiment besoin de rappailler en un seul et souverain lieu tous les crédits ou services publics qu'elle attend de la nation. Il est aussi certain qu'en renvoyant comme ça la jeunesse au marché — car qu'est-elle sinon nouvelle garde — on ne soigne pas beaucoup son désintéressement envers « la question nationale », même adressée à un Sommet ou les jeunes « des classes ouvrières et populaires » se sont surtout exprimés, comme il va de soi à notre époque, par la voix de l'intelligentsia d'appareil en herbe (au-dehors comme au-dedans des salles de réunion <sup>5</sup>).

<sup>5</sup> Ce qui ne rend pas pour autant ce genre de palabre « non-représentatif ». À mon sens, le Sommet de la jeunesse a bien représenté les aspirations et les angoisses de cette génération — dans le langage actuellement légitime de la représentativité. Disons plus : on se demande s'il n'a pas également représenté les adultes. Prenons par exemple l'idée d'assujettir *étroitement* la formation supérieure aux demandes du marché du travail. Elle sourit aussi bien aux Chambres de commerce et aux gérants de Caisses populaires, voire même au directeur du Devoir, qui l'a relevée solennellement dans un éditorial. (Pourtant cette suggestion est pratiquement absurde, à cause de l'inertie des programmes d'enseignement, de la fugacité, de la mobilité des horizons d'emploi, et d'un effet pervers du type « poule-aux-oeufs-d'or », inévitables à moins d'un contingentement corporatif des programmes

En simplifiant — que faisons-nous d'autre ici ! — deux ordres de facteurs paraissent expliquer l'engouement relativement démesuré avec lequel les ex-Canadiens-français catholiques se sont laissés emporter (passivement ou activement) par le courant universel de rationalisation techno-bureaucratique de la société.

Les premiers sont d'ordre positif, « objectif » : la coïncidence partielle de la division sociale du travail et des clivages linguistiques (aux « Anglais » la *business* et le fédéral ; aux « Québécois » leur État provincial) ; l'impuissance manifeste des institutions traditionnelles d'encadrement communautaire devant les forces inhérentes à la croissance économique accélérée de l'après-guerre. Pour n'en mentionner qu'une : la mobilité géographique de la main-d'oeuvre a créé un vide en matière de services sociaux et imposé de nouvelles exigences en matière de scolarisation. Qui, sauf l'État, peut prendre les misères en charge quand, en règle générale, on ne peut plus compter sur la proximité des parents, ni sur les solidarités de voisinage ou de paroisse (largement fondées sur les continuités de résidence) ? Quelle agence, sauf l'État, homogénéisera l'éducation à la grandeur du Québec, pour assurer partout, malgré les démé-

---

d'étude. Quand mille étudiants, disons, en relations industrielles, répondent soudainement aux ouvertures de carrière apparentes en 1982, ils se trouvent malgré eux à engorger d'avance le marché qui leur sera ouvert en 1985, au moment de leur « graduation » ; qu'arrivera-t-il des lemmings qui se précipitent actuellement sur les départements et facultés d'administration ?) Ce qui étonne dans les propos de cette jeunesse, c'est qu'ils ne soient en rien contestataires, mais plutôt pétants de « vieillesse ». Les parents et les éducateurs n'ont pas voulu « imposer leurs principes » aux jeunes afin de les encourager à l'autonomie. Succès : ils font comme tout le monde pour les piger immédiatement dans les modes et l'obligatoire ambiants. Cela s'appelle « s'adapter » et c'est souvent le seul vrai « principe » qui nous reste. Personne ne désirait cet effet : on voulait au contraire mieux armer les enfants contre la résignation et les prescriptions morales qui accablaient les générations précédentes.

nagements, l'équivalence des programmes, une qualité et des coûts à peu près uniformes<sup>6</sup>?

Les seconds relèvent de la « subjectivité » partagée — du symbolisme culturel. Quand, sous les coups d'une modernité désormais irrépessible, l'ancienne idéologie identitaire a cédé, beaucoup de Canadiens-français sont sortis de leur passé comme un moinillon réprimé quitte la bure pour se jeter goulûment dans tous les péchés capitaux à la fois. Au cours de cette espèce d'exil radieux, tout ce qui pouvait porter le stigmate de « traditionnel » a servi de repoussoir à la fuite en avant : contre les particularismes, l'accès à l'universel ; contre les valeurs héritées, les « prises-de-conscience » ; contre le culte des fins dernières, la fascination des mécaniques instrumentales et de l'efficiencé ; puisque l'Église — la Foi à l'oeuvre — avait prétendu *contenir* la « race » toute entière, désormais ce serait l'État — la Raison faite chair — qui ferait éclore la nation<sup>7</sup>. Et quand à y être, autant laver l'opprobre du titre de Canadien-français : on s'appellerait dorénavant Québécois, et l'ancienne « province

---

<sup>6</sup> L'aura-t-on noté ? Aux conditions du fédéralisme canadien, l'éducation, les affaires sociales et les institutions locales reviennent aux provinces. Les nécessités nouvelles se sont ainsi conjuguées au sentiment « national » qui portait déjà les Canadiens-français à déporter leurs loyautés primordiales sur le gouvernement du Québec. Pendant qu'on y est : il va de soi qu'on n'épuise pas, avec ces petites illustrations, l'ensemble de la dynamique socio-économique qui a enclenché la Révolution tranquille !

<sup>7</sup> J'essaie ici de reconstituer une dialectique symbolique. L'image d'Épinal d'une société traditionnelle monolithique appartient à l'idéologie de la Révolution tranquille bien plus qu'aux réalités québécoises de l'après-guerre. Elle prend son sens dans le complexe d'une rupture qui se donne comme « prise-de-conscience » dans la bouche d'une coalition ascendante tirant sa légitimité du savoir plutôt que de sa richesse. Ce savoir se veut « savoir-faire » et « esprit scientifico-critique » en opposition au « savoir-croire » et à la méthode du clergé et de l'Église dont il s'agit de briser le piédestal.

de Québec », l'État du Québec. L'aspiration à la souveraineté s'inscrit naturellement dans cette foulée : elle montrerait au Monde que les « demi-civilisés » d'un Jean-Charles Harvey ou la « tribu » d'un Pierre E. Trudeau avaient rattrapé la civilisation moderne, atteint l'âge d'Homme, formaient maintenant un « peuple normal » plutôt qu'une curiosité anthropologique.

À se purger ainsi de ses héritages et de sa mémoire vivante on se prive de barèmes pour porter sur les possibles les jugements du coeur et tailler de la sorte l'avenir à sa mesure. La modernité se présente devant soi comme un château déjà bâti à investir. Il fallait donc emprunter ailleurs les modes d'emploi, explorer des « modèles » : statistiques ontariennes, études américaines, social-démocratie scandinave, etc. Et pour la cuisine de la Grandeur, il y avait, à portée de langue, la France d'un certain général qui ne doutait pas un instant incarner la nation, héritière de la tradition centralisatrice de Colbert, des Jacobins et de Napoléon, comme du rationalisme des Lumières, des Grandes écoles et du Plan.

Sans doute, aurait dit Santayana, l'histoire québécoise s'est-elle déployée comme elle le devait. Loin de nous, donc, ici, de dénoncer les « erreurs », démasquer la « récupération » ou accabler les définisseurs du nationalisme des deux dernières décennies. Et encore moins de laisser entendre, comme une certaine critique, que la nation — le groupe d'identité — qui a servi de marchepied aux couches montantes est un fantasme idéologique : outre l'expression tangible qu'elle a pu trouver en politique, elle a chanté par les Borduas, Vigneault, Hébert, Gélinas, Leclerc, Perreault, Tremblay, Blais, Chamberland, et combien d'autres plus ou moins réputés. À force de chercher les Méchants, on finit par attendre la relève des Bons — ce qui est toujours dangereux et naïf ; et à pourfendre les « fausses consciences », on

risque de laisser entendre qu'il en existe une *vraie*, une *claire*, une *sûre* — ce qui est sociologiquement absurde. Si la Révolution tranquille nous enseigne quelque chose, c'est bien que les intentions pures engendrent des effets pervers (ne prenez pas seulement la parole de Vallières ou Bourgault, passez par la C.S.N., accrochez au passage un haut-fonctionnaire repentí, et demandez à François Simard).

Il faut se pencher sur la *sorte* de pureté qui blanchissait les intentions nationalo-libératoires des deux dernières décennies pour comprendre quelque chose des perversités assombrissant l'horizon actuel. En gros : pour avoir tenté systématiquement d'enrôler et d'enfermer la vie sociale dans les architectures artificielles de la Rationalité — Sainte-Vierge de référence — on se retrouve de plus en plus devant une société de sommets sans base et de rouages autonomisés ; la dépendance et l'aliénation qui échouent en partage aux citoyens savent à ce point les solidarités actives, responsables, qu'elles tournent en vaste blague les appels à l'autonomie *collective* lancés, du haut des appareils d'État, par les guides de la nation. Voilà votre effet de pervers.

La capitalisme, comme l'avaient perçu Durkheim, Weber et... le chanoine Groulx, s'est répandu en démantibulant les formes existantes d'intégration sociale, fondées sur l'appartenance du coeur, les croyances et coutumes traditionnelles. Fin dix-huitième, début dix-neuvième, déjà deux grandes utopies ont germé dans l'humus de désintégration communautaire, d'anomie et de misère laissé par les labours du marché et de l'exploitation du travail : le *socialisme* et le *nationalisme*. Inspirées toutes deux par la nostalgie (créatrice) des solidarités perdues, ces doctrines ont voulu recréer la cohésion de la société sur la base des appartenances spontanées, immédiates — celles qui font que les pulsions individuel-

les convergent naturellement vers l'être collectif<sup>8</sup> — en opposition aux mécanismes impersonnels du marché, de la concurrence, de l'accumulation. Il s'agissait, en somme, de remplacer la fameuse « Main Invisible » d'Adam Smith, par des institutions volontaires où se réaliserait à nouveau la fusion des consciences. Le nationalisme portait l'emphase sur les *attitudes* subjectives partagées en vertu d'une commune mémoire et projetées dans un vouloir-vivre collectif. Le socialisme privilégiait plutôt la réconciliation rationnelle et fonctionnelle des *intérêts* objectifs de tous et chacun des producteurs dans la communauté de travail — St-Simon parlait de « nation travaillante ». À partir de la dernière partie du dix-neuvième siècle, le nationalisme et le socialisme sont graduellement sortis de leur phase romantique (expressive, sentimentale, réactive, naïve, mariant l'intimité des engagements à l'infinité des espérances) pour absorber l'idéologie de l'efficacité technique et stratégique, de la scientificité et de l'État comme instrument privilégié de la Raison commune. Dans la pratique historique, à cause de leur égale propension à fondre le droit des individus dans celui des collectivités, nationalisme et socialisme se sont souvent conjugués : on pense à l'exaltation de la commune rurale (*mir*) par les populistes russes, ou au facisme italien (je n'ose mentionner le national-socialisme). Et plus près de nous, au nationalisme corporatiste de l'entre-deux guerres (romantique) que le nationalisme social-démocratique du Parti québécois est venu relayer<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> C'est cette harmonie spontanée que Rousseau enviait au Bon Sauvage, tout en reconnaissant qu'une société civilisée ne tenait ensemble que par l'institution d'un contrat de chacun avec tous répondant à la volonté générale.

<sup>9</sup> À qui me reprochera l'hospitalité et l'élasticité de mes concepts au nom des distinctions à faire entre vrais et faux socialismes, nationalismes conservateurs et nationalismes progressistes, je répondrai que je m'intéresse pour le moment à la seule histoire qu'on ait et non à celle qu'on voudrait avoir eue.

D'utopies qu'ils étaient — au sens qu'ont donné à ce terme Karl Mannheim ou (plus racoleusement et plus récemment), Ivan Illich, d'un projet collectif en radicale rupture avec l'*Ogre* établi — le nationalisme et le socialisme, à divers degrés d'édulcoration, se sont pratiquement transformés en idéologies de l'ingénierie sociale, de la technobureaucratie, de l'Étatisme et de l'impérialisme. Du « projet de vie commun » ils sont passés au « projet de société » — aux plans et devis d'architecte.

En Occident capitaliste, ce mouvement des représentations a rencontré les tendances structurelles nées de la croissance économique, que l'on pourrait, pour les fins qui nous occupent et à la suite de Michel Freitag, caractériser ainsi : rétrécissement relatif de la sphère d'intégration sociale abandonnée au marché et au droit libéral, par rapport à l'expansion des domaines régis par des conventions rationnellement arrêtées, des règlements négociés plus ou moins explicitement entre les partenaires de divers champs de force (d'où la lancinante popularité des expressions « rapports de force », « au niveau de » ceci ou cela), et, en conséquence, par un droit effrité en autant de droits particuliers que l'esprit fonctionnaliste peut découper de catégories et de tranches statistiquement exclusives dans l'épaisseur du social. Pour Freitag, l'élargissement de ce que j'ai, pour ma part, appelé la régulation *cybernétiste* de la société (par le biais de sondages, d'enquêtes sur les besoins ou d'études « de suivi » ; de négociations, de consultations, de participations ; bref — de circuits de *feedback* automatiques et permanents) s'accompagne à la fois d'un *accroissement* du rôle de l'État et d'un *rétrécissement* de son pouvoir réel, de sa marge de manoeuvre, si on veut. Toute brillante qu'elle fût, cette idée est moins surprenante qu'elle en a l'air : en effet l'État est de plus en plus réduit à l'arbitrage des rapports de force tels qu'ils s'expriment devant lui dans les diverses branches du système d'appareils et à la rédaction — sous dictée, pour ainsi

dire — des décrets et règlements taillés sur mesure pour tel ou tel champ de force. L'État a pour fonction de créer les conditions juridiques qui permettent l'érection d'appareils sectoriels de gestion des rapports sociaux, lesquels se retournent ensuite contre leur docteur Frankenstein pour lui imposer leur propre logique. Je ne m'objecterai pas à ce qu'on trouve là un autre renversement pervers des buts et des résultats.

Cette logique peut grossièrement se résumer en un mot : *rationalité instrumentale*, c'est-à-dire stratégies calculées, adaptation efficace des intérêts immédiats à la situation immédiate, compartimentation et standardisation des problèmes, mesure et traitement statistique des réalités humaines, fétichisme des méthodes, des techniques et de la vérité « scientifique », réification des organigrammes et des programmes bureaucratiques comme si ces moyens constituaient des finalités indépassables. (On aura compris que cela transcende les distinctions passablement factices entre « secteurs » privé et public).

Des formes inédites d'aliénation politique naissent de cette matrice. Réalise-t-on qu'il est à peu près devenu impossible aux citoyens québécois de se mêler des affaires communes les plus immédiates, comme s'ils en étaient responsables ? De ce qui se passe au seuil même des havres domestiques, sur la rue, aux alentours ; des problèmes de *leurs* jeunes à eux (et non de la jeunesse abstraite), de ce qui arrive à *leurs* vieux (à cette vieillesse vécue qui sera leur demain<sup>10</sup>). Prenons les retraités : une fois rompus en pièces détachées, leur vie et leur sort dépendent de la municipalité (loisirs, parcs,

---

<sup>10</sup> Un humain vit toujours *quelque part* et de *quelqu'activité productive*. Il ne peut le faire qu'avec d'autres et par l'entremise de rapports sociaux déterminés. Les questions soulevées ici s'adressent à la condition sociale d'*habitant* plutôt qu'à celle de *travaillant*. Elles sont évidemment liées mais n'insistons pas là-dessus pour le moment.

H.L.M.) ; d'une communauté urbaine à laquelle aucun citoyen n'a accès directement (transports en commun) ; de la Commission scolaire (éducation permanente) ou du syndicat d'enseignants (s'il y a grève de zèle) ; du C.S.S. (s'ils manquent d'argent) ; de la Régie des Loyers, du D.S.C., de la Société centrale d'hypothèque et de logement, et de combien de recoins insoupçonnés dans le ventre des Ministères, des Conseils consultatifs ou des Universités où se formulent les normes et se justifient les subventions fédérales et provinciales permettant de « répondre aux besoins » des vieux. Ce n'est pas la complexité de la division technique du travail qui est absurde, ici. C'est que la plupart de ces juridictions soient étanches les unes aux autres, roulent obstinément le nez collé sur leurs propres pistes, et soient soumises à tant d'instances politiques de niveaux et de compétences variables qu'il est absolument exclu, sauf au Parlement, de considérer globalement et dans leurs interrelations les problèmes du vieil âge, d'abord, et à plus forte raison, leur imbrication à l'ensemble des autres aspects de la vie en commun à l'échelle locale, régionale, ou nationale.

Quand le débat démocratique étouffe par éclatement et sombre dans l'insignifiance à défaut de prise directe sur le quotidien, l'action politique suit. À la place, restent les revendications corporatistes, étroites et dépendantes, et les racolages paternalistes de la technobureaucratie qui leur font écho.

Les mouvements sociaux eux-mêmes échappent difficilement à des dérivations similaires. Ils tendent eux aussi à devenir des superstructures décharnées fuyant leur impotence dans le narcissisme idéologique et les manières d'un militantisme d'autant plus pur qu'il jouit de la « permanence ». Le Mouvement Socialiste n'entraîne guère de mouvances « populaires et ouvrières » ; la « base » suit mal les Centrales syndicales ; et

le poumon (rose) d'acier du Conseil étatique du statut de la femme abstraite vous oxygène un sacré bout des agitations féministes. Avec un bon ministre de l'environnement, le mouvement écologiste pourrait bien demain loger ses avant-gardes au Complexe G.

Pour tout dire, il y a des organismes publics qui se prennent pour de véritables mouvements sociaux. Dans bien des C.L.S.C. on fait tout pour effacer toute distinction entre l'État et la société civile. On voudrait que les structures bureaucratique prennent tout naturellement la place des structures communautaires ; que les corps d'emploi, les classes, les échelles de salaires mêmes prévues à la convention ne deviennent rien d'autre qu'un reflet authentique des hiérarchies de rôles et de statuts reconnues par la culture populaire. Si on s'acharne tant contre la « médecine traditionnelle », par exemple, c'est en partie parce que les médecins continuent de tenir leur légitimité et leur prestige de la communauté plutôt que de l'organigramme. Pour « conscientiser la population à sa propre autonomie », les nouveaux thérapeutes « militant » pour leurs « programmes » comme s'il s'agissait d'utopies libératoires (de 9 à 5) et ne sont pas loin de considérer leurs colloques aux Auberges des Gouverneurs comme des conspirations révolutionnaires d'anarchistes de cave. J'ai sous les yeux un document intitulé « Proposition d'une nomenclature des principaux enjeux socio-sanitaires de la région (X) » (c'est plus compliqué que *Que Faire ?*, mais on ne saurait non plus, de nos jours, se contenter de « lutter » simplement pour l'addition des soviets et de l'électricité). Au rang des « enjeux », se retrouvent, entre autres, « lutter contre la pauvreté », auquel correspond « l'élément de définition » suivant : « seuil de pauvreté, revenu per capita, etc. » ; et, parmi les « stratégies d'action » censées en découler, celle-ci :

« Alliances (des C.L.S.C., de succursales du Ministères des affaires sociales, n'est-ce-pas ?) avec les instances

socio-économiques, (C.R.D., Conseil de développement économique, M.R.C., Commission de développement municipal, syndicat, comité de citoyens, action travail, association sectorielle de travailleurs,...). »

Il est aussi question de « développer une solidarité inter-établissement par territoire de M.R.C. » et, pour y arriver, une des « stratégies » consiste à « transmettre au C.R.S.S. toutes les informations nécessaires et exiger que celui-ci procède à la réallocation à partir des analyses des conditions objectives ». Avec un pareil *Solidar-nosc*, qu'avons-nous besoin d'un Lech Walesa ! Il y en a plein les « instances » : administrateur 2, classe 3, échelon 7, plus dépenses de voyage. Ainsi s'opère le détournement technobureaucratique de la praxis.

Peu à peu, se vident toutes les places publiques intermédiaires entre les refuges privés et le domaine du système cybernétiste. Les affaires de tout le monde sont découpées verticalement en secteurs d'intervention déconnectés les uns des autres et régis par des normes abstraites qui gagnent une vitalité autonome dès le moment où elles sont formulées, au gré d'un maquignonnage permanent entre les catégories d'acteurs officiels — les « intervenants », les « instances », les « interlocuteurs valables » — définies par un champ de force particulier.

Forcément, on se dit qu'il n'y a qu'au sommet des pyramides bureaucratiques où l'on puisse recomposer en esprit la cohérence de la pratique sociale sérialisée. Il se pourrait bien, pourtant, que l'oeil trompe ici la raison et que les apparences dissimulent la réalité. La même logique instrumentaliste, le même langage technocratique traverse le système d'appareils de bord en bord et de haut en bas ; les engrenages administratifs et les circuits de *feedback* possèdent leur propre inertie ; si les dirigeants de l'État (ou des grandes compagnies) gouvernent, c'est au sens où le gouvernail d'une machine à

vapeur surveille la pression du système pour éviter que la chaudière saute ou que les bielles s'emballent. Le régime cybernétiste n'a rien de fatal ou d'innexorable, certes, mais le pouvoir s'y exerce en choisissant de ne pas exercer le pouvoir d'en changer. On surveille angoissé les cîmes de l'État comme nos ancêtres se tournaient vers la Montagne Sacrée, et le meilleur slogan électoral reste toujours de promettre de « mettre de l'ordre » et de « prendre le contrôle » — qu'importe pour quoi faire. En attendant, les appareils bouffent l'espace public et le peuple perd la mémoire de sa propre souveraineté. Et c'est à ce peuple qu'on vient parler de souveraineté *nationale* ?

Il y a un message caché derrière les symboles dont se sont affublées ces dernières années certaines des expressions les plus originales de l'identité québécoise : je pense à *Beau Dompage* et à la *Ligue nationale d'improvisation*. Je me rappelle en même temps ce que me disait Roger Guy en 1972 dans un hôtel d'Abitibi : depuis vingt ans, au Québec, nous nous sommes occupés des grosses structures, de la planification d'ensemble, de ce que pouvait faire le gouvernement ; on a oublié ce que les gens pouvaient faire à la base, par eux-mêmes, en s'arrangeant avec les moyens qu'ils trouveraient. Et voici ce que ces connexions suggèrent : l'aménagement rationaliste et instrumentaliste de la maison nationale nous a laissés sur la galerie ? Beau dommage ! Le temps serait peut-être venu d'expérimenter plutôt que de planifier abstraitement, d'improviser sur le tas au lieu de réformer en esprit les cadres collectifs, de compter sur les ligues de citoyens à la place des commissions d'experts. Il n'y a plus de solutions globales à chercher, de « projets de société » systématiques à relancer, de pans complets de la vie à restructurer, de panacées de la libération finale : vaut mieux gruger, ronger, simplifier, éroder, miner à doses homéopathiques les monstres froids nés de la démesure de la Raison instrumentale et

de ce que Gérard Bergeron appelle la *politification* de la société.

La question de l'indépendance reste ouverte, encore que bien affadie par le dégrisement brusque des espoirs soudés aux ressources et méthodes de l'État. Le mot même d'indépendance est démenti à tous les jours par les oukases de la concurrence mondialisée, les métastases de l'innovation technique, l'insensibilité et la sourde inertie des grands organes qui prennent la vie en charge dès le pas de la porte. Vu par le petit bout de la lunette, tout cela *est* le « collectif » ; aussi, les appels au « collectif » ne réveillent-ils pas, plutôt que les latences de la solidarité, le cynisme et la débandade vers les derniers retranchements de l'autonomie privée, de l'expression et de l'adaptation personnelles.

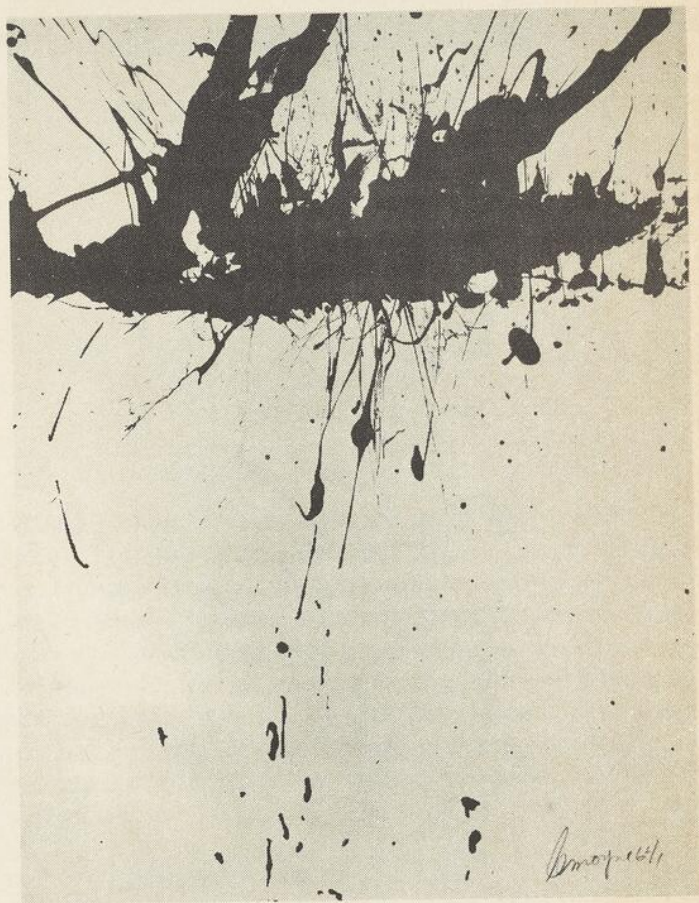
Reste à voir si l'épuisement manifeste des grands vecteurs qui ont porté, ces derniers vingt ans, le mouvement natinaliste québécois, menace aussi le reste des aspirations qui se sont accrochées à sa traîne : le socialisme, la démocratie, l'autogestion, le communautarisme, et, embrassant tout ça, le désir qui consume les membres de toute société dont les solidarités sont continuellement mises-en-brèches par le changement : celui de se retrouver avec les autres en train d'essayer des choses ensemble pour maîtriser un peu mieux les conditions ambiantes et y apposer sa signature, une marque quelconque de son identité. L'autonomie provinciale que défendait Duplessis avait en son temps l'avantage de protéger les vieilles structures communautaires (paroissiales ou ecclésiales, surtout) qui accommodaient couci-couça ce désir dans la pratique de tous les jours. Le nationalisme contemporain a permis à beaucoup de Québécois d'avoir accès aux grands instruments institutionnels nécessaires de nos jours pour garder prise sur le monde. L'heure presse, pour demain, de redonner une charge immédiate et prochaine aux projets identitaires et aux volontés d'auto-

détermination ; que ces mots à nouveau, veuillent dire quelque chose de banal, à portée de main.

J'ai en ce sens offert, pour attiser d'un peu de viande un débat public qui tarde à s'amorcer, une modeste proposition<sup>11</sup>. Il s'agirait, succinctement, d'essayer de recréer des places publiques, des forums ou des parlements responsables à l'échelle locale, régionale et (en attendant autre chose) provinciale, où il soit seulement *possible* de se mêler de *toutes* les affaires de tout le monde, en refondant synthétiquement à chaque niveau l'ensemble des juridictions actuellement éjarrées dans les « instances » et les « secteurs » de l'État cybernétiste. La rumeur court que les boudages péquistes vont bientôt se sublimer dans la rédaction d'une constitution québécoise. Faudrait tout de même pas laisser tout le boulot à J.-Benjamin Franklin-Morin et à Thomas-J. Parizeau-Jefferson !

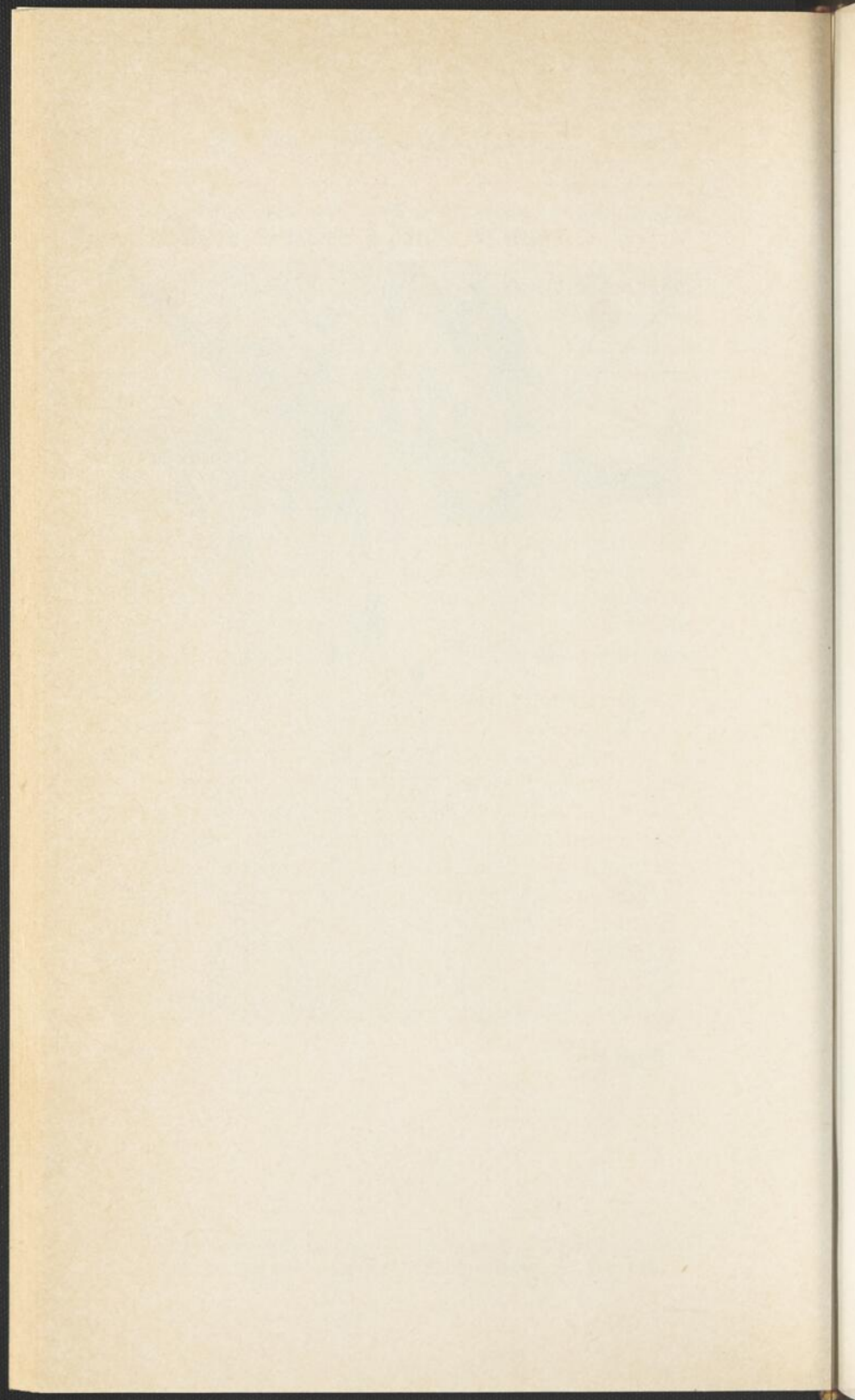
---

<sup>11</sup> « La culture ébréchée au poste de commande », *Recherches amérindiennes au Québec*, Vol XIII, No 2, 1983, pp. 131-138.



*Dessin libre*

1964



## **Nationalisme et féminisme : Impasse et coïncidences**

Quels parallèles peut-on établir entre oppression nationale et oppression des femmes ? Quelle place les femmes, comme force sociale et politique, ont-elles occupée dans le débat « national » au cours des dernières décennies ; et surtout, pourquoi les Yvettes sont-elles devenues soudainement un enjeu de référendum ? Voilà quelques questions auxquelles je voudrais apporter certaines réponses en analysant les rapports souvent contradictoires entre nationalisme et féminisme dans le Québec contemporain.

### **1. Le langage nationaliste et la définition théorique de l'oppression**

Pour comprendre le langage utilisé par le mouvement féministe, il faut examiner la tradition politique à laquelle il se rattache et la manière dont cette tradition politique influence son champ de perception et contribue à lui fournir les outils conceptuels nécessaires au développement de sa problématique.

À cet égard, deux courants ont profondément influencé le mouvement féministe à l'échelle internationale. D'une part, le marxisme qui, sur bien des aspects, représente le creuset commun à la plupart des mouvements sociaux anti-capitalistes. D'autres part, le mouvement de décolonisation, orienté à gauche, et plus particulièrement les mouvements algérien et cubain, de même que, d'une autre manière, celui des noirs américains.

En ce qui concerne le marxisme, son apport au plan conceptuel s'est fait sentir à deux niveaux. D'une part, au niveau de la tentative d'articulation de ce qui pourrait constituer un mode de production patriarcal et qui s'est manifesté surtout à l'occasion des débats autour du travail domestique. D'autre part, au niveau de l'articulation oppression/exploitation, alors qu'on a tenté d'utiliser de façon analogique les textes de Lénine sur la question nationale, ceci principalement en ce qui concerne le courant dit féministe-marxiste. Toutefois, en ce qui a trait au Québec, cette influence se fait sentir qu'après coup puisque la « marxisation » de la gauche québécoise est postérieure à l'apparition des groupes féministes contemporains. Cependant, cette tentative de « détournement » des concepts marxistes est importante dans les pays où il représente dans l'intelligentsia de gauche « l'horizon intellectuel indépassable de notre époque » selon la formule de Sartre.

L'apport du mouvement de libération nationale ou de décolonisation est perceptible, encore actuellement, principalement dans le courant qu'on définit comme féministe radical mais aussi chez certaines marxistes. Ainsi, Juliet Mitchell situe le mouvement féministe américain dans un courant politique nourri idéologiquement par les mouvements de libération du tiers-monde, le mouvement noir, le mouvement étudiant contre la guerre du Vietnam, et le mouvement hippie. À l'exception de ce dernier, les autres mouvements tirent leur inspiration

majeure des mouvements de décolonisation et ont tendance à penser la politique dans les termes de ces mouvements, ce qui explique entre autres toute l'importance de la notion de « désaliénation » dans leur problématique. Par ailleurs, ces mouvements ont en commun de renouer avec une conception à la fois éthique et politique de la libération et de se fixer pour enjeu la qualité de la vie et non un aspect parcellaire de celle-ci, l'organisation de la production matérielle.

Les emprunts conceptuels aux mouvements de décolonisation se font cependant plus sentir dans les textes féministes radicaux, ce qui n'est guère étonnant, puisque la thématique de l'oppression se trouve au coeur de leur réflexion politique. Ainsi, dans sa justification de l'autonomie nécessaire du mouvement féministe, Christine Delphy<sup>1</sup> fonctionne-t-elle entièrement sur l'analogie avec l'oppression nationale et plus particulièrement avec le mouvement noir américain, et elle situe les mécanismes de prise de conscience des opprimées.

Ce type de raisonnement politique n'est pas sans rappeler Memmi ou Fanon qui restent les plus importants définisseurs conceptuels des mouvements de décolonisation. Dans un texte plus récent<sup>2</sup>, Suzanne Blaise leur reconnaissait même une certaine paternité théorique, en définissant les femmes comme « tiers-monde du patriarcat » et calque assez mécaniquement un schéma de prise de conscience féministe sur celui de la prise de conscience anti-colonialiste, où elle concrétise les citations de Fanon et de Memmi par des exemples tirés de l'histoire récente du féminisme français.

---

<sup>1</sup> Christine Delphy, « Nos amis et nous », *Questions féministes*, nov. 1977, no 1, p. 24-49.

<sup>2</sup> Suzanne Blaise, *Des femmes de nulle part*, Paris Tierce, 1980.

Au Québec, cette identification des luttes des femmes aux luttes anti-coloniales a connu d'autant plus de succès, et ce dès la fin des années 60, que le mouvement de décolonisation était le langage politique du mouvement nationaliste radical d'où est issu en partie le premier groupe féministe contemporain, le Front de libération des femmes. À cet égard, parler le langage de la décolonisation était même la meilleure garantie de contenu « authentiquement révolutionnaire » que pourrait se donner le mouvement féministe. Ainsi, le Manifeste des femmes québécoises se voulait-il essentiellement une réponse, féministe, à celui du Front de libération du Québec.

« On doit savoir que nous lutterons pour la libération des femmes à l'intérieur du mouvement révolutionnaire et que nous ne tolérerons plus d'être discriminées à l'intérieur même de ce mouvement. Donc, huit mois après le manifeste du Front de libération du Québec, voici le manifeste des femmes<sup>3</sup> »

Un mot d'ordre essentiel du mouvement féministe qui s'est formé au Québec à la fin des années 60 a été « Pas de libération des femmes sans Québec libre, pas de Québec libre sans libération des femmes ». Un tel mot d'ordre, en même temps qu'il montre l'importance de la question nationale dans la radicalisation politique et sociale, laisse entendre également que le mouvement féministe québécois s'est d'abord situé dans une perspective de libération nationale. Plus récemment, le Regroupement des femmes québécoises se définissait à l'avenant, i.e. comme groupe de pression sur le Parti québécois. Mais au-delà de la continuité apparente, résident des différences qualitatives que nous tenterons de mettre en lumière.

---

<sup>3</sup> *Manifeste des femmes québécoises*, Montréal, l'Étincelle, 1971, p. 13 — ouvrage collectif.

Le FLF est issu du mouvement nationaliste radical dont les thèses de base ont été le plus clairement définies par la revue *Parti pris* au milieu des années 60. Il est important d'y revenir rapidement puisque ces catégories et modèles d'analyse serviront de fondement à la problématique du FLF. Le point de départ de cette analyse est l'assimilation de l'oppression de la nation québécoise à une situation coloniale. À partir de cela, les objectifs stratégiques du mouvement révolutionnaire sont définis comme suit :

« ...c'est le remplacement du pouvoir colonialiste et impérialiste, et du pouvoir de néo-bourgeoisie par le pouvoir des classes travailleuses. Nous croyons que le chemin qui nous conduira là, c'est celui de la révolution nationale démocratique accomplie sous l'impulsion des classes travailleuses. D'abord elle passe par la décolonisation, l'un des aspects essentiel, elle est une lutte de libération nationale<sup>4</sup> »

Le *Manifeste des femmes québécoises* dont l'analyse reprend des thématiques du FLF sans qu'il ait été écrit par celui-ci témoigne quand même de l'importance de ce schéma analytique chez les féministes<sup>5</sup>. D'une part, il y a référence constante au colonialisme pour tenter d'expliquer les rapports hommes/femmes et surtout pour tenter de comprendre pourquoi les femmes se révoltent si peu contre leur oppression. Et de reprendre à leur compte la typologie de Memmi sur le colonisé auto-destructeur, transformant sa révolte impossible contre le colonisateur en haine de soi. Cette référence sera tellement automatique, imprégnante, que la cellule garderie

<sup>4</sup> *Les Québécois*, Montréal, Parti pris, 1977, p. 249 — ouvrage collectif.

<sup>5</sup> Véronique O'Leary et Louise Toupin, *Québécoises deboutte !*, Montréal, Remue-ménage, t. 1, 1982, t. 2, 1983.

ira jusqu'à parler d'une « lutte de libération nationale des femmes <sup>6</sup> »

Ce qui est intéressant à noter à cet égard c'est que cette problématique du parallèle entre la situation des femmes et la situation coloniale commencera à avoir une nouvelle crédibilité dans un tout autre contexte avec l'émergence du courant féministe radical. Ainsi, Michèle Jean fera-t-elle un article très intéressant où elle met en parallèle les notions de « québécoïté » et de « féminité » mettant en lumière les traits communs de l'oppression qu'elle soit nationale ou sexuelle.

« La vérité qui est pour le Québec que les Québécois ont vécu dans la Confédération une oppression essentielle et que les femmes ont vécu et vivent dans un monde fait et pensé par les hommes, une oppression essentielle <sup>7</sup> »

La prise de conscience nationaliste transcendera très souvent celle d'une solidarité nécessaire entre les militantes féministes peu nombreuses à l'époque du FLF et partageant les mêmes origines politiques qu'elles soient anglophones ou francophones.

« Parfois, certaines positions ont une teinte nationaliste et déplacent les problèmes en insistant sur les aspects ethniques et culturels de la domination des Québécois : on refuse de travailler avec des femmes anglophones même si elles parlent français et s'orientent dans la même perspective, parce qu'elles sont dans une position dominante par rapport à nous <sup>8</sup> »

---

<sup>6</sup> Danielle Houle, *Bilan du FLF*, photocopie, non-daté, UQAM, Centre de documentation en sciences humaines, p. 12.

<sup>7</sup> *Les têtes de pioche*, Remue-ménage, 1980, p. 81.

<sup>8</sup> Danielle Houle, op. cit. p. 11.

Mais ce nationalisme étroit est loin d'être une constante dans la pensée du FLF. On peut même, au contraire, affirmer que le nationalisme est la forme que prend le sentiment anti-capitaliste pour le courant nationaliste radical et qu'il joue un rôle partiellement accessoire. C'est dans cette perspective qu'il faut concevoir la triple orientation du FLF : libération des femmes, libération nationale et libération sociale. Si leur objectif demeure « d'organiser radicalement la prise de conscience féministe<sup>9</sup> », les sympathisantes du FLF s'empresent de souligner :

« Il devient clair pour nous les femmes qu'il faut faire la révolution si nous voulons que ça change. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement notre libération mais aussi la libération de notre peuple et de tous les peuples de la terre<sup>10</sup> »

Toutefois, le FLF, en pratique, s'est avéré incapable d'articuler les thèmes du nationalisme et du féminisme malgré les interrogations de ses participantes à savoir si elles étaient d'abord femmes ou Québécoises<sup>11</sup>. De fait, la conception prévalente à l'intérieur du FLF est que la lutte féministe est un aspect parcellaire de la lutte de libération nationale et que la politique ou l'action politique passe par la consolidation d'un courant nationaliste radical où les femmes ne seront pas discriminées.

Le courant nationaliste radical auquel se rattachait le FLF évoluant dans un sens socialiste plus marxiste et abandonnant progressivement la réflexion sur la question nationale, il faudra attendre la période référendaire pour voir ressurgir le débat sur l'articulation féminisme et nationalisme. Mais avant d'aborder cet aspect de notre

<sup>9</sup> *Manifeste des femmes québécoises*, p. 9.

<sup>10</sup> *Ibid.* p. 51

<sup>11</sup> Véronique O'Leary et Louise Toupin, *op. cit.* p. 328.

analyse, il conviendrait d'examiner l'évolution de la pensée nationaliste québécoise en ce qui concerne les femmes, pour être en mesure d'expliquer le désintéressement des féministes vis-à-vis de la question nationale qui allait pourtant, au cours des années 70, devenir l'enjeu majeur des polarisations politiques, mais non sociales, au Québec.

## 2. Nationalisme, misogynie et modernité

Le nationalisme du Parti québécois puise à deux sources : le nationalisme canadien-français traditionnel caractérisé par l'idéologie de la survivance et la modernisation politique dans sa version révolution tranquille. L'élément unificateur de ces deux composantes, c'est le projet de construction d'un État national québécois. Il faut maintenant essayer de voir ce que cela peut signifier pour les femmes.

L'élément capital du discours de la survivance, sa pierre angulaire, c'est le mythe de l'origine qui a constitué le point nodal de la pensée nationaliste telle qu'elle s'élabore au début du siècle. À défaut d'un présent resplendissant, le nationalisme traditionnel proposait l'usage d'un passé glorieux, garant d'un avenir radieux. Le rapport allait directement du passé à l'avenir en occultant politiquement le présent, ce qui explique que la question nationale se présentait alors sous un angle essentiellement culturaliste.

Toutefois cette garantie d'avenir nécessitait la présence de deux éléments : le maintien de la spécificité et corrolairement la perdurance d'un groupe suffisamment large pour que puisse se maintenir cette spécificité. Il était donc nécessaire de se donner des moyens de survie physique et un lieu de transmission des acquis. La famille apparaîtra dans la pensée nationaliste traditionnelle comme ce lieu et cette structure.

Cette importance de la famille conditionne le discours de la revanche des berceaux. Mais plus encore, la famille constitue le dernier maillon d'une chaîne d'encadrement des individus en société qui permet d'assurer la transmission de valeurs qui ne peuvent que s'épanouir de façon dominée à l'extérieur de la famille du fait de la minorisation.

Pour les nationalistes, la famille n'est pas seulement l'unité de base de la société, c'est le microcosme de la nation. Alors que dans les autres domaines la nation est opprimée, c'est uniquement à l'intérieur des structures familiales que celle-ci peut s'épanouir pleinement. Le maintien de la famille devient donc une condition sine qua non de la survie nationale. C'est ce qui expliquera le tollé de protestations en provenance des milieux nationalistes du Québec lorsque le gouvernement fédéral adoptera une loi permettant le divorce en 1925. Cette interpénétration famille/nation expliquera en grande partie le caractère rétrograde des prises de position des milieux nationalistes en ce qui concerne les femmes, qu'il s'agisse de l'obtention du droit de vote ou de l'accès au travail salarié.

Ce rôle de la famille dans la survivance de la nation est compréhensible quand on considère que la famille doit suppléer à la faiblesse des mécanismes d'encadrement collectif que constitue le système d'éducation. Comme le souligne Yolande Pinard : « L'idéologie cléricalonationaliste assigne une fonction supplémentaire aux femmes : celle de gardienne de la foi chrétienne, de la langue et des traditions <sup>12</sup> ». C'est dans le cadre de la famille que se fait l'apprentissage de la langue, des cou-

---

<sup>12</sup> Marie Lavigne et Yolande Pinard (sous la direction de) *Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1977, pp. 61-62.

tumes et de la religion comme matrices idéologiques nationales.

Dans le cadre d'une conception de la famille comme microcosme de la nation, le rôle de la mère est central. C'est à elle qu'il appartient d'engendrer les enfants et de les éduquer. « Partir pour la famille », tous les ans de préférence, voilà donc la contribution que les femmes peuvent apporter à la « Patrie ». Quant au rôle des femmes dans la transmission des valeurs nationales, il s'agit là d'un rôle profondément dominé. Le discours éducatif et patriotique des femmes devient important lorsqu'il se fait l'écho des discours du système d'éducation ou de l'Église, ce qui revient un peu au même. Ce n'est donc pas le discours des femmes, mais les femmes qui agissaient comme haut-parleurs, à l'intérieur du foyer, du discours des élites cléricalo-nationalistes. Elles « gardent », comme le soulignait fort justement Yolande Pinard<sup>13</sup>, un discours qui n'est pas le leur.

Il nous semble important maintenant de voir comment le Parti québécois comme force hégémonique du mouvement national contemporain et comme parti de gouvernement participe d'une double tradition : le nationalisme traditionnel et une conception politique de modernisation. Car, si le Parti québécois, en posant une alternative politique à la question nationale, a pu aller au-delà du folklore et de la revendication culturaliste, il s'agit là d'un développement pour le moins inégal et on peut noter sans peine une cohabitation d'éléments disparates dans l'idéologie péquiste. Le poids du traditionalisme s'y laisse sentir, en ce qui concerne les femmes et le système scolaire principalement.

Le programme du Parti québécois véhicule une conception des femmes et de leur rôle social qui est loin de

---

<sup>13</sup> Marie Lavigne et Yolande Pinard, *op. cit.*

s'apparenter au féminisme. Dans sa version 1970, il est particulièrement laconique en ce qui concerne les femmes et on n'en parle que dans le chapitre « La famille et l'enfance » qui reprend les thèmes chers au mouvement nationaliste traditionnel. Les femmes n'auront donc de reconnaissance sociale que comme mères et épouses, dans la structure de la famille nucléaire classique, pas comme individus. Aussi, tout ce que le Parti québécois prévoit en 1970 comme mesure pour mettre fin à la discrimination des femmes dans la société, c'est la consitution d'un droit familial, la généralisation et l'octroi de subventions gouvernementales aux organismes de planning, la constitution d'un réseau de garderies et d'auxiliaires familiales et, enfin, une allocation aux mères seules.

Le programme se complètera ultérieurement, mais reste à voir dans quelle optique. En ce qui concerne les volontés exprimées, il s'agit d'un tournant modernisateur puisque « un gouvernement du Parti québécois s'engage à (...) réaliser l'égalité complète de l'homme et de la femme dans tous les domaines de la vie <sup>14</sup> ». Pourtant, les principales revendications touchant les femmes se retrouvent toujours sous la rubrique « famille » dont le préambule est fortement nataliste ; constatant avec amertume le phénomène de dénatalité qui affecte les sociétés occidentales, le Parti québécois s'oriente vers des primes à la fécondité.

Mais ce n'est pas tant au niveau programmatique qu'à celui des institutions que le gouvernement péquiste allait jouer un rôle modernisateur en ce qui concerne la condition féminine en mettant en branle des mécanismes institutionnels qui lui permettront d'imposer sa propre vision de la libération des femmes. La mise en place de tels

---

<sup>14</sup> *Programme du parti Québécois*, 1978, p. 24

mécanismes a sûrement quelque chose à voir avec les conceptions de l'ancienne ministre responsable de la condition féminine qui pensait qu'on pouvait régler les problèmes des femmes à coup de législations appropriées <sup>15</sup>.

### 3. Une fascination troublante

À première vue, il peut paraître étrange que le mouvement féministe québécois ait tenté de se définir par rapport à la question nationale, surtout en fonction du discours que le nationalisme peut tenir sur les femmes. Et ceci d'autant plus que le nationalisme québécois des dernières années a souvent eu tendance à revêtir des formes totalisantes, i.e. à taire les différences au sein de la nation, les aspirations différentes en vertu des positions de classe et de sexe.

Mais il faut tenir compte d'un aspect particulier du nationalisme de la période contemporaine à savoir qu'il se situe au confluent du nationalisme traditionnel et d'un courant modernisateur issu de la révolution tranquille. Dans ce sens, sa pensée en ce qui concerne les femmes, si elle privilégie nettement les mères et valorise la fécondité, inclut également des éléments plus modernes tels le droit au travail rémunéré ou encore le droit à l'avortement. C'est là une des ambiguïtés idéologiques du Parti québécois qui ressortira dans toute sa splendeur lors de la campagne référendaire.

Or à plusieurs égards, le mouvement féministe contemporain partage cette ambivalence idéologique. De ce mouvement, au cours des dernières années, on pourrait

---

<sup>15</sup> Lise Payette, *Le pouvoir ? Connais pas !*, Montréal, Québec-Amérique, 1982, pp. 60 et ss.

dire qu'il s'est constamment situé sur une ligne de tension entre modernisation et autonomie. Certaines de ses actions visaient une égalité de statut par rapport aux hommes et dans ce sens à moderniser la société québécoise alors que d'autres témoignaient d'une volonté d'articuler une spécificité des femmes dans l'univers personnel, social et politique et de faire éclater les paramètres de cet univers.

Il me semble que ce soit dans le champ de la modernité qu'il faille situer les convergences sporadiques entre féminisme et nationalisme. Modernité de type socialisant telle que véhiculée par le mouvement nationaliste radical de la fin des années '60 ou modernité représentée par le projet d'État national du Parti québécois de la période pré-référendaire. Et cette modernité, en ce qui concerne les femmes, s'est doublement cassé la gueule sur l'écran référendaire.

D'abord, petit intermède, la volonté du Regroupement des femmes québécoises, à partir d'une articulation des thématiques féministes et indépendantistes (mais non pas nationalistes) de doubler le Parti québécois sur le terrain de la modernité.

Il s'agissait pour elles de profiter du référendum sur la souveraineté-association pour monnayer l'appui des femmes en échange des réalisations gouvernementales concrètes. Essayant de capitaliser sur le mécontentement des femmes à l'intérieur du Parti québécois suite aux prises de position de la direction dans le débat sur l'avortement, elles postulent qu'il « vaut mieux que les femmes arrêtent, avant l'indépendance, de coller des timbres pour le PQ si elles ne veulent pas, après l'indépendance, se retrouver renvoyées à leurs casseroles ».

Mais l'objectif fixé de la grève du oui à l'occasion du référendum posait une série de problèmes qui ont condi-

tionné son échec. D'une part, pour qu'il y ait une chance de faire adopter une telle position, il aurait fallu entreprendre une critique de la misogynie et du familialisme de l'idéologie nationaliste qui ne demande rien de mieux que la reproduction des comportements sexistes ; d'autre part, il aurait fallu développer une problématique indépendantiste propre aux femmes, quitte à développer sur le thème égalité et indépendance. Faute d'une telle problématique, la principale porteuse de ce projet, Andrée Yanacopoulo, essuya un échec retentissant lors du congrès spécial du RFQ en mars 1980, sur le référendum. Mais il ne s'agit là en quelque sorte que d'une diversion. Les coups les plus durs allaient venir de deux points, l'échec péquiste au référendum et le mouvement des Yvettes.

Il me semble important de revenir sur le mouvement des Yvettes et ce, à plusieurs égards. D'une part, cela permet de mettre en lumière l'ambiguïté du discours péquiste en ce qui concerne les femmes. D'autre part, il me semble qu'il faille soumettre ce mouvement à une nouvelle évaluation puisqu'on s'est souvent mépris sur sa signification. Enfin parce qu'il révèle les limites étroites des rapports entre féminisme et nationalisme.

En ce qui concerne les ambiguïtés du discours péquiste, il ne me semble pas utile d'insister outre-mesure. Au niveau de son image publique, en choisissant de faire de Lise Payette sa porte-parole sur la question, le gouvernement péquiste semble valoriser la femme qui a un emploi, est scolarisée et s'affirme comme individu et non pas uniquement comme membre d'une famille. Au niveau du programme, comme on l'a vu, la famille demeure cependant l'unité de référence. Cette ambiguïté ressort à travers le discours des Yvettes.

« Je me suis longtemps demandé pourquoi ce n'est pas le PQ qui a mis à son compte Travail-Famille-Patrie. Du

moins en toute logique c'aurait été plus *normal*, plus cohérent puisqu'il est censé représenter le nationalisme le plus fort. Mais je sais maintenant que la réponse est simple : les femmes du Parti québécois ne les ont pas lâchés d'un pouce <sup>16</sup>. »

C'est à la lumière de ces ambiguïtés qu'il faut interpréter le mouvement des Yvettes. L'interprétation courante qui en est donnée est celle d'une de ses principales instigatrices, Lise Bissonnette, à savoir un back-lash anti-féministe. Il me paraît plus adéquat d'en faire un refus de la seule image de la *femme émancipée*, i.e. celle qui doit en faire deux fois plus : gagner sa vie comme un homme sans rien sacrifier des attributs de la féminité. Même la femme bionique aurait le goût de prendre des vacances de temps à autres ! Mais plus encore, il s'agit d'un refus du mépris, mépris des ménagères au nom de la modernité.

Ce qui est étonnant dans le mouvement des Yvettes, ce n'est pas tant qu'il ait pu se former mais que le Parti libéral ait pu l'exploiter à son seul profit sans que le Parti québécois ne soit en mesure de riposter. Que le Parti libéral profite électoralement du rejet de la modernité et fasse feu de tout bois, voilà qui est de bonne guerre et n'étonnera personne. Que le Parti québécois ne réplique pas sur le même terrain alors que c'est son habitude, ça vaut la peine de vérifier s'il n'y a pas anguille sous roche. À cet égard c'est l'attitude post-référendaire du PQ qui peut nous éclairer.

D'une part on s'est débarrassé — en y mettant les formes — de Lise Payette trop identifiée à cette image de modernité en ce qui concerne les femmes et d'autres part, le PQ s'est lancé tête baissée sur le chemin de la

<sup>16</sup> Nicole Lacelle, « Les Yvettes nous conduiront au oui », *Le Devoir*, 25 avril 1980.

valorisation de la famille et des incitations à la maternité<sup>17</sup>. Bref on peut dire que si le Parti québécois a été si faible dans la riposte, c'est qu'il préparait en douce le dernier virage électoral. Dans un tel contexte, la gaffe de Lise Payette a simplement permis de renforcer plus rapidement les positions traditionalistes au sein du PQ.

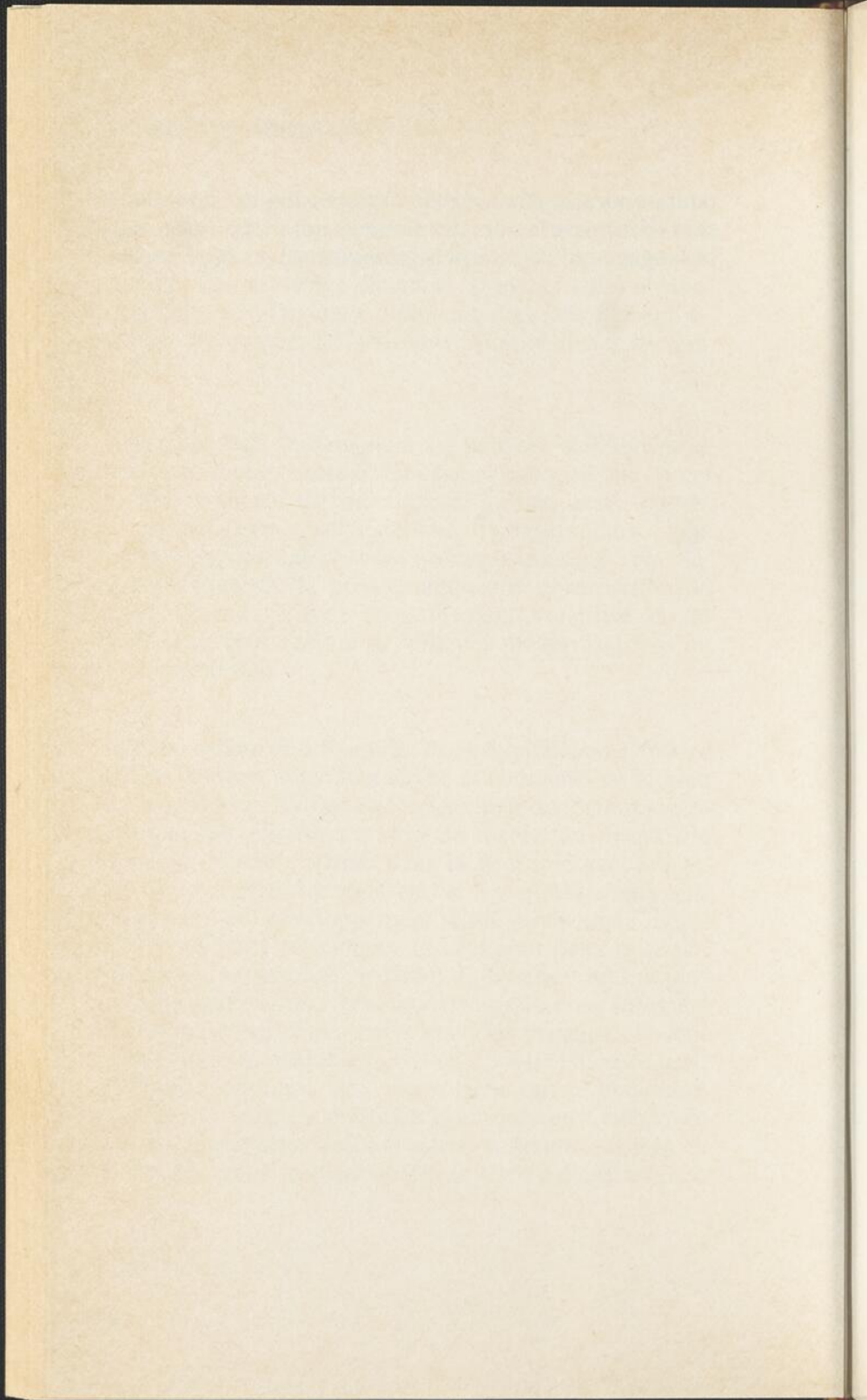
On peut donc se demander où peuvent maintenant se situer les rapports entre féminisme et nationalisme. À cet égard il importe de mentionner qu'une autre conséquence de l'échec péquiste lors du référendum a été l'éclatement du camp socio-politique puisque son élément unificateur, la problématique de construction de l'État national, s'était soudainement volatilisé et du même coup bon nombre de velléités modernisatrices du Parti québécois.

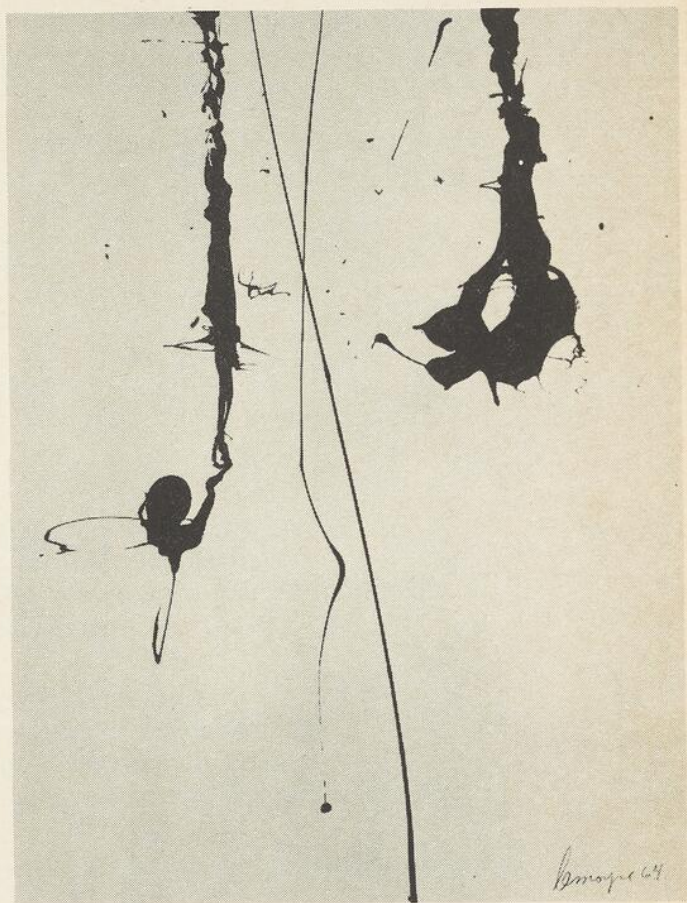
Ce qui m'amène à formuler deux hypothèses. D'abord que les rapports entre féminisme et nationalisme ne sont plus nécessaires du fait de l'éclatement du champ socio-politique qui élimine ce rôle de médiation essentielle qu'a joué le nationalisme dans la décennie précédente. Ensuite, et malgré les apparences, il y a beaucoup moins d'obstacles au développement d'un mouvement féministe fondé sur l'autonomie. Et ceci pour deux raisons : d'une part, un nombre croissant de femmes ont fait personnellement les frais de la modernisation et en subissent présentement les fruits amers étant les principales victimes des mises à pied dans le secteur public ; d'autre part, le langage politique de l'oppression qui a longtemps constitué le langage politique dominant au Québec du fait de l'importance de la question nationale a perdu ce rôle et peut plus facilement être utilisée par les femmes

---

<sup>17</sup> Lise Payette, *op. cit.*

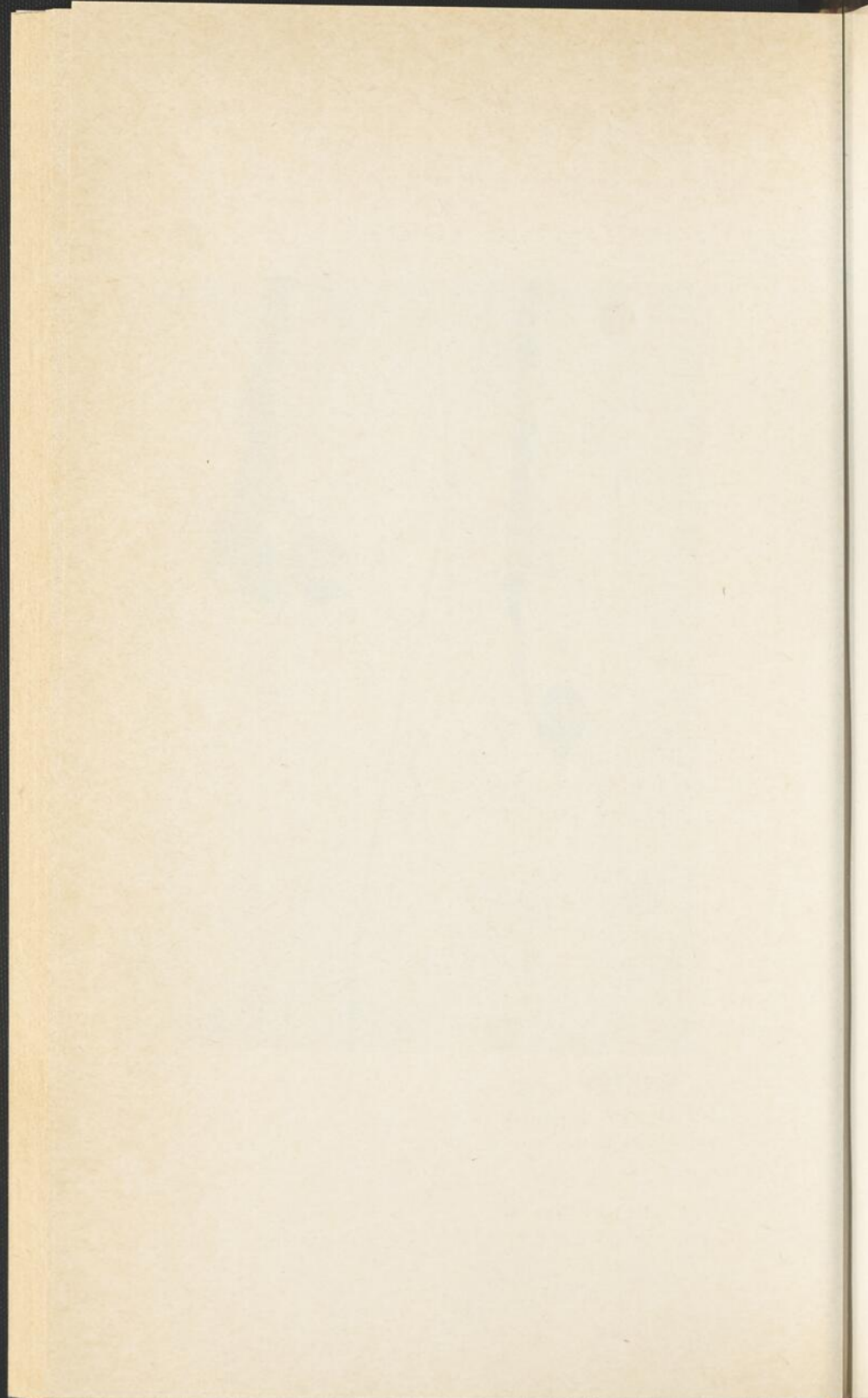
pour sonder le territoire de l'oppression de sexe car ce sera désormais la voix des femmes qui s'exprimera dans ce langage qui ne sera plus partagé avec les oppresseurs.





*Dessin libre*

1964



*Gérald Godin*

---

## C'était pour vous

Quand de ma fenêtre  
je regarde dans la rue  
c'est toujours un peu de moi-même  
que je crois voir passer

vos mots vos vies  
vos espoirs en bandoulière  
vos rêves sur vos épaules  
comme un cheval secoue sa crinière

c'est pour la raison que j'aime ce pays

ses hommes habillés de vieux  
les coudes râpés de tant de tables de taverne  
en fin de journée

ses femmes enceintes  
avec un globe terrestre dans le ventre

Possibles — Repenser l'indépendance

ses donneurs de leçon  
ses ceux qui ont toujours raison  
ses foules silencieuses  
qui attendent l'autobus

les ceux d'avant les soins gratuits  
les ceux d'avant les fonds de pension  
les ceux d'avant les jobs à vie  
les ceux du temps des couples à vie

ses minorités de quatre heures du matin  
vidangeurs et facteurs  
arroseurs nettoyeurs  
ses paquets de journaux  
livreurs et camelots

les cafés brûlants de ses chauffeurs de taxi  
ses presses qui finissent de tourner  
ses veilleuses que le jour fait ternir  
ses amants ses chiffres de nuit  
qui rentrent chez eux  
bras dessus bras dessous avec la lune  
par la main  
jardiniers des petites heures

ses enfants des parapets  
ses guenillous d'autoroutes  
ses ramasseurs de caps de roues  
ses revendeurs de bouteilles vides

ils n'ont pas de penchant pour les mots rares  
eux c'est plutôt les mots croisés  
ils vous font une année complète  
avec cent deux cents mots

ses oubliés qui se sont tordus le rinqué  
pour épierrier le trécaré  
ceux qui ont laissé  
une terre à labourer

ses Tremblay ses Jean-Pierre  
ses Noël ses Giselle  
ses Cloutier ses Gauthier  
ses Thibeault ses Desrochers  
noms de champs et noms de fleurs  
noms de bois noms de travaux  
noms de pierre noms de fleuves  
noms d'amour et de bagarres

c'était pour vous c'était pour vous

pour vous foetus de huit mois  
qui avez hâte d'être là

ces vingt ans de cuisine  
dans les chemins dans les ravins  
les coulées les après-soupers  
les calvettes et les gros frettes  
le macadam glacé le char dans le fossé  
les jours de pluie où il fait beau

c'était pour toi c'était pour toi  
toi le défunt le parti  
toi l'arraché le déchiré  
toi le peu toi le rien  
l'émigré l'enfui

même toi qui s'est défilé  
même toi qui s'est retiré  
toi qui tenais un discours  
de plus en plus tout en détours

Possibles — Repenser l'indépendance

même toi le lâche le mou l'absent  
même toi qui n'as pas trouvé  
la force en toi de se tenir debout  
même toi qui as trahi  
pas pour mal faire pas pour mal faire  
même toi qui ne s'est pas battu  
même toi sois le bienvenu

c'était pour vous c'était pour vous

toi qui prends ta tête entre tes mains  
le soir après souper  
et qui n'en peux plus  
de continuer

toi sur ta chaise roulante  
toi qui ne parle pas  
toi le dérangé  
toi qui a craqué dans les prisons d'octobre  
toi dont le cerveau tourne  
comme un oiseau sans boussole  
dans un ciel qui se plaint  
le plus oublié des inconnus  
sache sache que c'est pour toi  
je ne sais si tu te reconnaîtras  
toi le dérinché de la vie  
toi qu'on a détruit  
toi qui ne trouves plus tes mots  
toi qui ne parles plus que par grimaces  
et dont on a perdu toute trace

c'était pour vous c'était pour vous

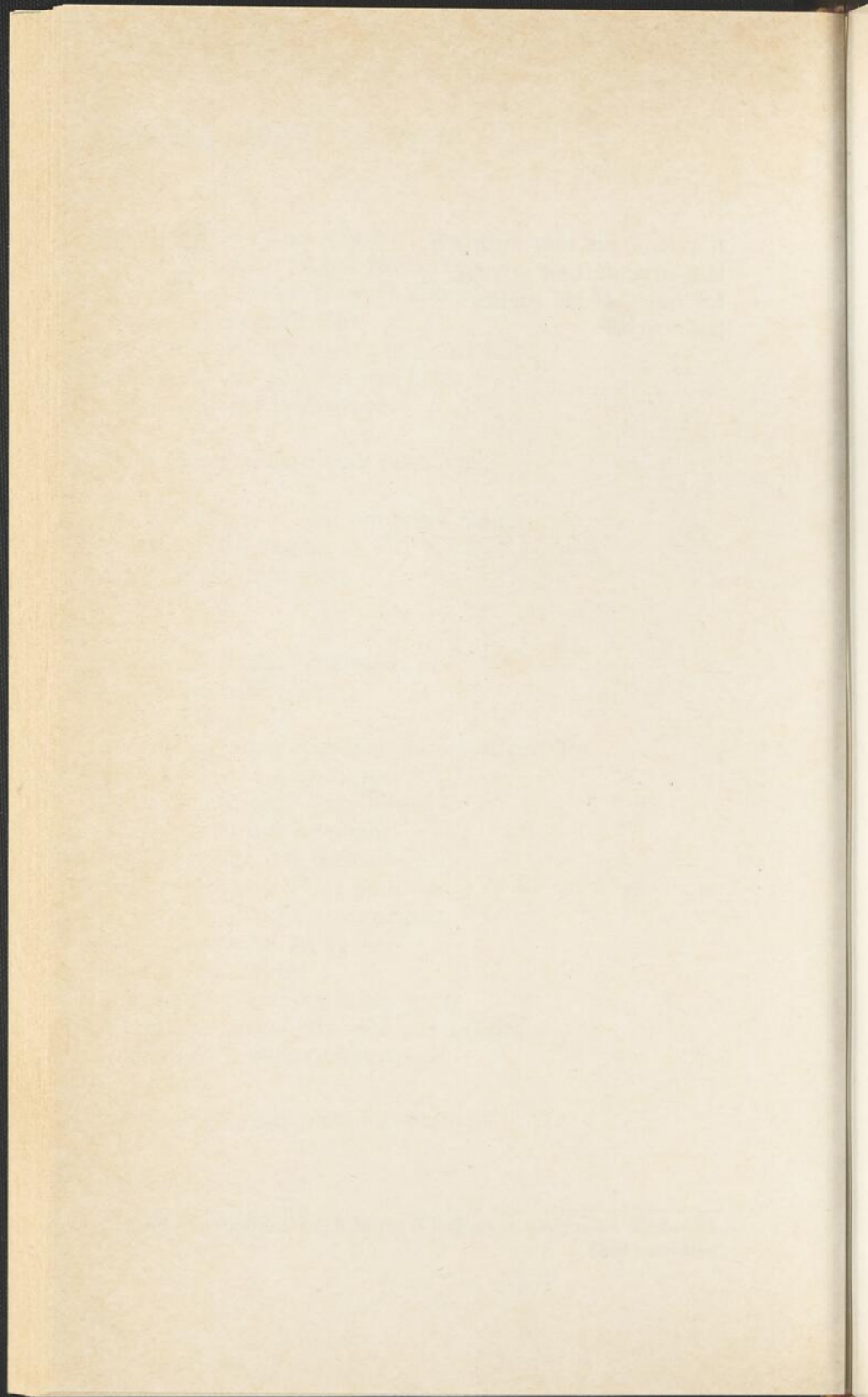
amanchures de vie  
échancrures de vie  
roulures de vie

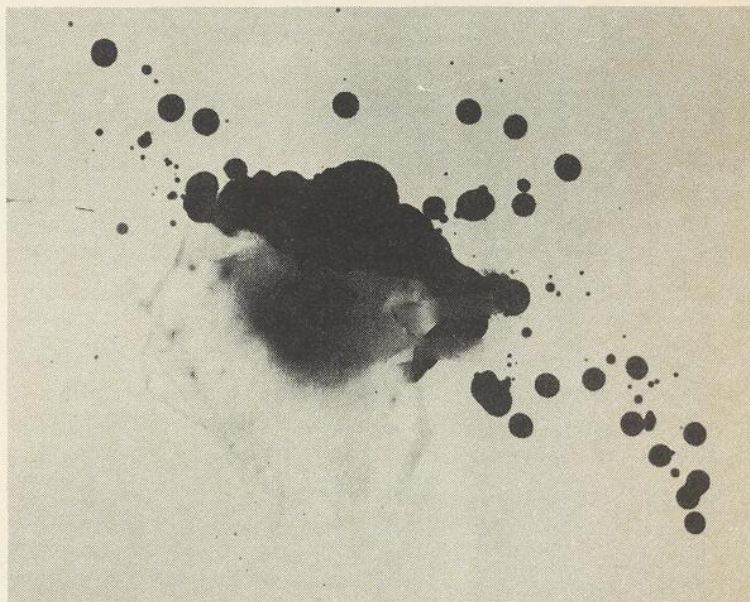
C'était pour vous

n'aviez-vous tant lutté  
tant arpenté tant voyagé  
les rangs et les ruelles  
pour rien ?

---

Extrait de « Sarzènes », recueil à paraître aux Éditions des Forges,  
automne 1983.

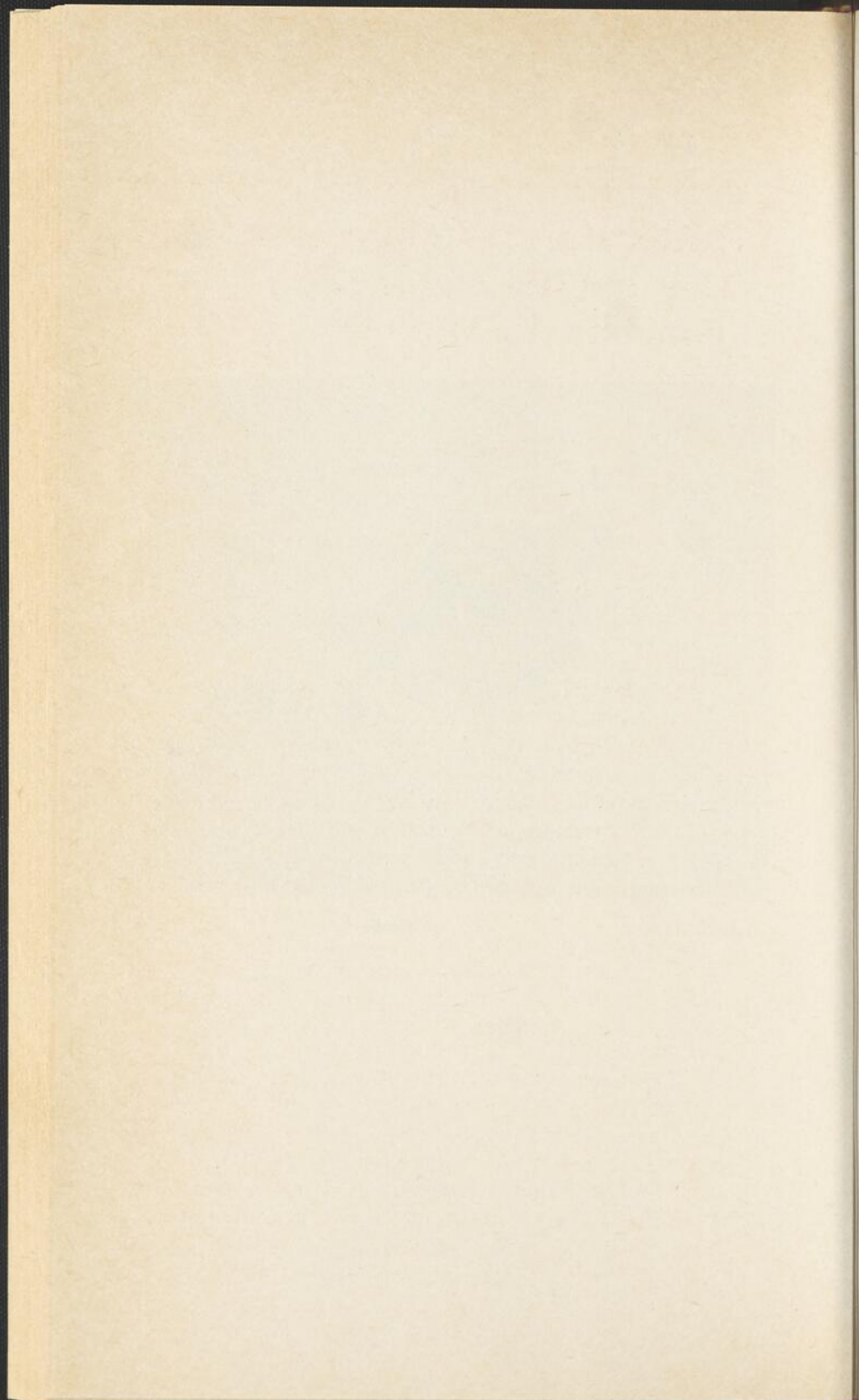




*Bobo dessin no 1*

multimedia

1974



*Lise Gauvin*

---

## **Littérature et nationalisme : une question piégée, pourtant inévitable**

À Robert Kroetsch,  
écrivain canadien

Entre les deux termes de la proposition — littérature et nationalisme — on ne peut voir au départ qu'une relation d'exclusion, d'incompatibilité. N'y a-t-il pas en effet dans cette association sémantique l'indice d'une contradiction profonde, intrinsèque, qui tend à gommer la vectorialisation de l'une ou l'autre des forces en présence au profit d'une image globalisante, forcément simpliste? Image qui ne pourrait que rassurer un public étranger et curieux en lui laissant croire qu'il aurait finalement « compris » une situation, et qu'on pourrait établir une sorte d'équivalence facile entre un certain destin politique et l'espace littéraire d'une collectivité, en l'occurrence celle du Québec.

Examinons d'abord chacun des termes en présence. Si l'on se place du point de vue du créateur, qu'y a-t-il de plus anti-nationaliste, voire même anti-social que le geste même d'écrire? Car non seulement il s'agit de créer des conditions matérielles d'isolement et de retranchement provisoire du monde (la « chambre à soi » de Virginia Wolf), mais l'activité même de l'écrivain suppose qu'il accepte de sortir de sa condition spécifique,

de devenir autre, ou plutôt de coïncider avec ce qu'il a choisi de regarder en lui-même comme autre. Écrire, n'est-ce pas toujours, jusqu'à un certain point, se marginaliser? Se distancier? S'échapper? Fuir dans les derniers retranchements de la langue, faire dévier les censures et les non-dits? Jouer avec les dés du singulier jusqu'au risque du dérisoire et de l'inutile? Et ce dans l'amplitude même du discours de protestation ou d'indignation? Toute littérature ne procède-t-elle par d'un je(u) et, à la limite, d'une contre-diction? « Le livre est le grand lieu de la contestation, et d'ailleurs le restera », déclare Ferron, *du Fond de (son) arrière-cuisine*.

Même des formes plus populaires comme la chanson, le conte ou le théâtre ne supposent-ils pas, du moins à l'origine du pacte qu'ils instaurent, la présence et présence de l'émetteur? A ce sujet, le monologue théâtral, tel qu'il s'est développé au Québec, me semble une piste intéressante à étudier comme phénomène exemplaire de l'activité littéraire : dédoublement critique du personnage, rappel de l'interlocuteur absent par la création d'un être de parole auquel le monologuiste s'adresse constamment, apparence enfin d'un discours fermé qui n'en provoque que mieux l'adhésion du public. Il n'y aurait donc d'écriture collective que dans l'imaginaire des auteurs de science-fiction, dans les schématisations rapides de certains sociologues, ou dans les mots d'ordre simplificateurs des discours totalitaires.

Quant au second terme de la juxtaposition, le nationalisme, le moins que l'on puisse dire est qu'il est fortement marqué, et piégé. On a coutume d'englober sous cette étiquette commode aussi bien l'attitude triomphaliste et intransigeante des nations dominantes, qui a servi de justification au fascisme et au racisme, que la revendication parfois excessive, parfois timorée, mais souvent honteuse et toujours menacée d'abdication de ceux qui ont cherché dans une certaine cohésion d'un groupe la

nécessité de leur survie comme collectivité et comme individu. Revendication difficile, attaquée au niveau de sa légitimité même, au nom d'une rationalisation qui, comme par hasard, se trouve à faire le jeu des empires ou simplement des puissances plus fortes. Ainsi, à titre d'exemple, le nationalisme québécois est-il considéré par certains comme un concept démodé — étroit, mesquin, provincial et surtout gênant — dans la mesure où, précisément, le fait de le discréditer comme concept permet l'implantation d'un autre discours, jugé cette fois comme opératoire et efficace, à savoir celui du nationalisme canadien, plus exactement *canadian*. Comme dans le pari pascalien, on est donc embarqué. Ne pas choisir est encore un choix. Refuser d'envisager la question du nationalisme suppose que l'on accepte, sans trop s'en rendre compte ou parce que cela nous arrange, le nationalisme de l'autre ou des autres. Mais nous sommes pris avec ce beau problème depuis quelques décennies. Je dirais même que nous nous y sommes un peu habitués. Il fait partie de nos moeurs, de nos conversations, de notre identité même. Il me serait difficile — et fort prétentieux — de le régler ici en quelques coups de crayons. Je renvoie donc, une fois de plus, à Ferron.

Un constat d'abord :

« Le Québec, qu'on le prenne de tous bords, tous côtés, c'est une difficulté intellectuelle, une entité qu'on ne retrouve pas dans les livres de définitions. Si l'on cherche à l'en revêtir de force chez les grands tailleurs reconnus, tel Maurras, tels Memmi et Fanon, il est mal fagoté. »

Un attitude ensuite :

« Situer au Québec le centre du monde, l'opération la plus simple de la géométrie dans l'espace ; il suffit d'un dilemme : vous privilégiez l'endroit du monde qui vous

porte ou bien vous êtes un insignifiant. Cela fait, vous pouvez vous donner des ouvertures sur le monde <sup>1</sup>... »

Et la littérature? Lorsque nous l'avons laissée il y a quelques paragraphes, celle-ci avait peu à voir avec le nationalisme. Avec des questions de frontières, de passeport, d'état civil. S'il est un fait que nationalisme et littérature ont rarement fait bon ménage (du moins au sens où Gide disait qu'on ne fait pas de la littérature avec de bons sentiments), il est aussi indéniable que le problème s'est posé, historiquement, à quelques moments stratégiques de cette littérature qu'on nomme aujourd'hui québécoise. Un bref regard sur le passé et le présent de celle-ci m'amène à penser qu'une littérature ne peut s'affirmer comme nationaliste qu'en période de crise.

Crise de légitimation d'abord, qui a parcouru tout le 19<sup>e</sup> siècle et suscite des réponses plus ou moins volontaristes à diverses formes d'agression. À Lord Durham qui provoque les francophones du Canada (qui se désignent alors comme Canadiens) en leur disant qu'ils sont un peuple sans histoire et sans littérature, répond — chronologiquement du moins — le *Répertoire national* (1848-1850) de Huston, anthologie de textes parus dans divers périodiques et journaux. À l'inquiétude de Crémazie, à l'effet que la littérature française d'Amérique sera toujours une littérature mineure de langue française et ne bénéficiera pas d'une dose d'exotisme suffisante pour attirer l'attention du « vieux monde », répondent le mouvement littéraire — et patriotique — de 1860, les mots d'ordre de l'abbé Casgrain sur la canadianisation

<sup>1</sup> Jacques Ferron, *Du fond de mon arrière-cuisine*, Montréal, Ed. du Jour 1973, p.85 et p. 187. Cf. à ce sujet l'article de Pierre l'Hérault, « Jacques Ferron et la question nationale », *Dérives*, 14-15, 1978, p.3-23. Également Jean-Claude Richez, « Notes sur les fondements littéraires du mouvement national québécois », *Conjoncture*, no 2, automne 1982, p. 133-147.

des thèmes et les projets de Mgr Camille Roy sur la « nationalisation de la littérature ». L'idée même de littérature nationale était alors liée à un nationalisme conservateur et clérical, appliqué à sauver du même coup la langue, la foi et le spiritualisme en Amérique du Nord<sup>2</sup>. Dans le Québec du 19<sup>e</sup> siècle, à l'heure où le romantisme européen met le folklore à l'honneur, et au moment où le roman français est frappé d'ostracisme et jugé pernicieux pour les mœurs, plusieurs écrivains se font conteur pour se mettre en règle — apparemment — avec l'idéologie religieuse et ultramontaine dominante. Je dis bien apparemment, car il ne faut pas trop se fier à l'évidence conformiste de ces textes qui, comme la *Chasse-galerie* de Beaugrand, se plaisent à raconter longuement l'histoire de diverses transgressions. L'on pourrait ainsi s'amuser à calculer, presque mathématiquement, le degré de littéarité du texte en fonction de son degré de polysémie.

Le vingtième siècle voit ensuite apparaître un groupe dit régionaliste qui, de son côté, s'applique à décrire le pays et le paysage, et refait sans cesse les cent pas qui séparent la cuisine du clocher, dans un contexte dont la nostalgie n'est pas absente. Qu'on relise *les Rapailages* de Groulx et l'on aura l'exemple parfait de ce courant du terroir, attaché à la diffusion des valeurs traditionnelles et traditionalistes. La littérature se voit dès lors attri-

<sup>2</sup> « S'il dérange l'idéal anglo-saxon (un État, une langue et une religion), le nationalisme de Camille Roy offre néanmoins à la Confédération la garantie de l'intégrité canadienne par son objectif spécifique de « combattre des multiples influences américaines ou européennes », de résister à l'assimilation par des moyens constitutionnels et de promouvoir la dimension continentale du fait français en Amérique. » (...) Camille Roy fait de la mission de la race française en Amérique celle de « sauver du matérialisme le Canada tout entier ». Cité par Lucie Robert, *Le Manuel d'Histoire de la littérature canadienne de Mgr Camille Roy*, IQRC, 1982, p. 17.

buer une fonction d'enracinement qui, à défaut de sa légitimation externe, lui tient lieu d'affirmation. « Faisons ici une littérature qui soit à nous et pour nous », proclame Mgr Roy<sup>3</sup>. De telles paroles ne sont pas sans susciter polémiques et rejets. De nombreuses querelles opposent, tout au long de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les régionalistes aux universalistes, le *Nigog* au *Terroir* et à *l'Action française*.

Dans une première phase de l'émergence de la littérature québécoise, nationalisme et littérature ont donc partie liée, soit comme motivation interne des écrivains (créer une littérature), soit comme effet de lecture (reconnaître les marques de la spécificité canadienne ou canadienne-française). Sous-jacente à cette fonction d'enracinement, il y a comme une réduction de l'oeuvre au mimétisme d'une réalité dont il faut, à défaut de pouvoir la modifier, du moins empêcher l'effritement en la créant. En réponse à une crise de légitimation et de reconnaissance, causée par les déclarations du conquérant anglophone et par l'indifférence de la mère-patrie, cette littérature cherche à attirer l'attention en accentuant sa différence et en déployant les consensus. C'est pourquoi nos commencements se font souvent exemples, programmes ou propagande, quand ils ne sont pas franchement voués à la glorification d'un passé légendaire. Cette littérature cléricalement nationaliste ennuie aujourd'hui. Notre lecture est nécessairement sélective : nous retenons plus volontiers les textes d'écrivains-conteurs qui ont su dialectiser l'idéologie, les chroniques plus vigoureuses d'opposants-polémistes comme Arthur Buies, ou même certains monuments plus contemporains, tel *Menaud, maître-draveur*, de Savard, qui dépassent l'univocité du sens par l'épique et le poétique.

---

<sup>3</sup> Camille Roy, « La nationalisation de la littérature canadienne », Conférence, 1904, dans *Essais sur la littérature canadienne*, Beauchemin 1925, p. 196.

Une autre crise, cette fois historique et politique, voit réapparaître de façon manifeste la conjonction du nationalisme et de la littérature. Dans les années 1960, en période de libéralisme et d'industrialisation galopante, certains mouvements révolutionnaires ou de gauche, comme le FLQ et le RIN, ameutent l'opinion en prétendant que le Québec n'a aucun profit à tirer du système confédératif tel qu'il est alors pratiqué. Une affirmation littéraire coïncide avec cette revendication politique.

Héritiers de « Refus global » et du groupe d'artistes qui, en 1948, avaient manifesté bruyamment leur rupture avec le traditionalisme et le conservatisme des années précédentes, les écrivains fondateurs de la revue *Parti pris* (indépendantiste, socialiste, laïciste, 1963-1968) analysent la signification et la portée de la pratique littéraire dans un contexte de dépendance et de demi ou d'étrange colonialisme. La littérature servirait de caution aux autres systèmes existants. Ne permet-elle pas de faire la révolution en art, faute de la faire en politique ? Au cours d'un article retentissant, « Profession-écrivain », Hubert Aquin dit refuser de faire le jeu du dominé qui a du talent. « Dans mon pays désagrégé, déclare-t-il, je refuse l'apaisement que j'ai toujours cherché dans la cérémonie bégayante de l'écriture<sup>4</sup>. » Et Miron choisit à son tour le silence plutôt que d'être utilisé comme témoin par ceux qui prétendant que les Québécois ont tous les moyens de s'exprimer comme collectivité. D'autres, tels Gérard Godin, Jacques Renaud ou André Major, préféreront provoquer, dire l'aliénation, faire vivre l'informe, et écrire « joul », c'est-à-dire recourir à un certain niveau de la langue parlée montréalaise, une langue trouée d'anglicismes et d'expressions argotiques. Ces écrivains décident d'afficher « l'ina-vouable » (Chamberland), de dénoncer l'aphasie du bilinguisme quotidien considéré comme « pauvreté fon-

<sup>4</sup> Aquin, « Profession : écrivain », *Parti pris*, vol.I, No.4, p.27.

damentale », le sentiment d'étrangeté dans la ville, la fatigue culturelle du Canada français. Bref, l'inutilité des guerres d'escarmouches. Montrer l'état de désintégration d'une langue était, pour eux, un acte politique et un engagement temporaire visant à promouvoir la nécessité d'un changement. Car ils craignaient qu'on puisse un jour leur attribuer ce commentaire de Brecht : « J'ai toujours entendu dire que les gens d'ici étaient très taciturnes. Ce trait passe pour un caractère national. Comme c'est une population mêlée et bilingue, on pourrait dire : ce peuple se tait dans les deux langues. » (Dialogues d'exilés).

Le nationalisme de *Parti pris* refusait l'idéologie passiviste de la simple survivance. Il s'agissait d'un nationalisme militant et revendicateur, qui considérait l'indépendance comme une étape à franchir, étape d'ailleurs nécessairement associée à d'importants changements sociaux. Ce nationalisme prévoyait également sa propre éradication.

S'il est incontestable que les écrivains prennent, pendant un certain temps, la relève du discours politique et assument ce que l'on pourrait appeler une fonction de suppléance par rapport aux autres corps institués, on ne saurait parler, dans les oeuvres des auteurs déjà cités, d'embrigadement ou de conscription du littéraire à quelque thèse habilement programmée. On ne saurait non plus réduire à des thèmes ou schémas simplificateurs ces textes de l'indignation et du quotidien, qui instaurent un dialogue jamais terminé entre le je et le nous, le singulier et le collectif. Leur principal apport aura été de mettre en place une écriture critique (voire carnavalesque), de problématiser le statut de l'écrivain, son rapport à la forme, au lecteur, et somme toute, à une société particulière, celle du Québec des années 60.

Dans les essais de Vadeboncoeur, de Bouthillette, les romans de Ferron, Godbout, le théâtre de Tremblay, les

poèmes des éditions de l'Hexagone et, en somme, dans une grande partie de cette littérature en ébullition — celle de la décennie 1960-1970 — qui se désigne désormais comme québécoise, le référent commun minimal est celui d'une interrogation inquiète sur l'identité. Les censures ont été levées. Il ne s'agit plus de projeter, comme à l'époque du conservatisme, une image idéale de soi et une survalorisation compensatoire de sa fragilité. Chaque écrivain s'approprie, avec le langage qui lui est propre, le territoire symbolique de ses appartenances et de ses doutes.

Puis peu à peu le concept de littérature nationaliste (celle du 19<sup>e</sup> siècle) et même celui de littérature/nationalisme (*Parti pris*) le cède à celui de littérature nationale.

Une littérature devient nationale lorsque précisément elle cesse de se poser le problème de son existence, c'est-à-dire lorsqu'elle a acquis une pluralité et une polyvalence telles qu'elle se développe en dehors des consensus et peut se passer d'un rapport frileux, emphatique ou malheureux avec le nationalisme<sup>5</sup>. Littérature nationale, c'est-à-dire ouverte au multiple et au ludique. Qui affiche une langue décomplexée et les langages des transgressions les plus diverses. Qui ose maintenant dire je et l'écrire. Qui n'a pas peur de décliner le quotidien, sachant qu'il n'y a de banal que l'informe. Qui permet la coexistence de *la Barre du Jour*, des *Herbes rouges* et de *Liberté, Dérives* ou *Possibles*. Alors que chez les

<sup>5</sup> Rappelons, pour mémoire, que le Parti québécois a pris en charge certaines revendications politiques des écrivains. Ces derniers ont pu soit opter pour l'action directe — c'est le cas de Gérard Godin, poète et éditeur de *Parti pris*, qui a défait le premier ministre sortant Robert Bourassa, dans son propre comté, en 1976 — soit retourner au langage comme à leur seule passion. Par contre, l'Union des écrivains québécois était créée en 1977. Les rôles étaient ainsi spécialisés, définis, cloisonnés.

uns, le délit d'écrire n'est plus d'ordre moral mais langagier et les révolutions d'abord textuelles, on retrouve chez les autres une conscience plus aigüe du référent idéologique inhérent à toute oeuvre, toute création. Ce qui n'empêche pas un poète des *Herbes rouges*, François Charron, de traiter en un brillant essai le rapport entre littérature et nationalisme, et de redéfinir le politique : « L'engagement du créateur se fait ainsi politique dans tous les sens, par toutes les directions que prennent les rapports humains et l'humain à l'intérieur de ces rapports <sup>6</sup> ». Mais les femmes ne nous avaient-elles pas appris déjà que « le privé est politique » ?

La littérature québécoise est, désormais, une littérature polyvalente, débarrassée des attitudes crispées ou monolithiques de certaines générations antérieures. Littérature qui accueille et célèbre aussi bien Louis Caron que Nicole Brossard, Yves Beauchemin que Yolande Villemaire ou Madeleine Gagnon. Littérature qui se dit et se cite dans une intertextualité davantage signifiante, en termes de vitalité, que tout discours sentencieux ou programmatique. Et il n'est pas rare de lire des allusions à Ferron, Aquin ou Ducharme dans l'oeuvre des plus jeunes écrivains. Sans compter la référence obligée au manifeste de Borduas, *Refus global*, point de ralliement de tous les créateurs québécois contemporains. Il ne s'agit pas d'un fonctionnement en circuit fermé mais d'une *information* réciproque et d'une circulation libre de l'écrit. Un certain espace littéraire est ainsi créé, qu'on peut appeler distinct.

---

<sup>6</sup> François Charron, « La passion d'autonomie », *Littérature et nationalisme*, Les Herbes Rouges, nos 99-100, janvier 1982. Lire aussi sur le même sujet : Pierre Monette, « Le lisible et l'illisible/sur le nationalisme », *Dérives* no. 23, 1980, p.3-15. Pour ce dernier, « il ne s'agit pas de renouveler le nationalisme de la littérature québécoise, il s'agit de changer de sujet ». (p.141).

Littérature nationale encore parce que fortement institutionnalisée. Elle a ses maisons d'édition qui produisent environ 800 titres par année, ses écrivains boursiers, ses subventions, ses revues, ses poètes-professeurs et ses romanciers-cinéastes, son Union, ses prix, ses critiques et ses pages littéraires dans les quotidiens, ses colloques nationaux et internationaux. Elle est enseignée dans les classes et même parfois à l'étranger. Des centres d'études québécoises existent à quelques endroits d'Europe et d'Amérique, grâce au bénévolat, à l'amitié de certains collègues et à l'aide du Gouvernement du Québec. Bref, à la fois comme corpus abondant, comme espace littéraire symbolique et comme institution, la littérature québécoise a acquis, croyons-nous, droit de cité. Elle ne peut que revendiquer la liberté de fonctionner comme telle et d'établir, sinon d'autogérer, les conditions de sa visibilité.

Mais alors que l'on s'entend pour dire que cette littérature a atteint un statut enviable de relative autonomie, elle se trouve de nouveau gommée, occultée, voire menacée par les appareils gouvernementaux des institutions fédérales qui, dans un rapport récent, le Rapport Applebaum-Hébert, ont tout simplement oublié d'en mentionner l'existence. Lisez attentivement ce rapport. Vous verrez que l'éphithète québécois n'existe pas. Quant à la littérature québécoise, elle est, comme par hasard, noyée dans un grand tout canadien et on cite, savamment couplés, les plus contestataires de nos écrivains. Ce qui donne :

« Margaret Lawrence, Anne Hébert, Robertson Davies, Yves Thériault, Irving Layton, Antonine Maillet, Margaret Atwood, Marie-Claire Blais, Farly Mowat, André Langevin, W.O. Mitchell, Gaston Miron, Mordecai Richler, Jacques Godbout, Mavis Gal-

lant, Réjean Ducharme et Léonard Cohen<sup>7</sup>. » Tout ce rapport tend à établir, dans une perspective centralisatrice et uniformisante, la fiction d'une littérature et d'une culture canadienne. Serait-ce un autre rapport Durham, sous le couvert cette fois de la générosité et du libéralisme? A moins que le pragmatisme anglo-saxon ne vienne tout doucement contredire ce qui s'énonce ainsi sur le plan théorique?

Face à cette entreprise, il est difficile de ne pas prendre parti. Mais la crise que nous vivons aujourd'hui, au Québec comme ailleurs, n'est-elle pas d'abord une crise du politique? Du moins au sens habituel du terme. Dans le climat actuel de démobilisation et de marasme économique généralisé, des puissances plus fortes profitent du malaise pour instaurer leurs propres réseaux idéologiques. Cette nouvelle situation ne pourra que, tôt ou tard, resurgir en littérature. Elle est déjà présente, en creux, dans *l'Hiver de force* de Ducharme, et, en clair, dans *les Têtes à Papineau* de Godbout, ainsi que dans certains textes de Victor-Lévy Beaulieu. Même si chacun sait que l'acte d'écrire n'a rien à voir avec tout esprit de système et au nom de cette liberté du créateur, qui a le droit et le désir de réfléchir sur les institutions dont il dépend, il m'apparaît nécessaire de dire que se cantonner au silence, dans ce cas-ci tout particulièrement, innocente dangereusement le nationalisme des autres.

---

<sup>7</sup> Rapport du comité d'étude de la politique culturelle fédérale, Ottawa, 1982, p. 186. Pour une analyse plus détaillée de l'aspect idéologique de ce rapport, cf. Paul Painchaud, « La face externe de nos intimités culturelles ». *Le Devoir*, 8 décembre 1982, p. 9; L. Gauvin, « Une politique culturelle pour un Canada à dix », *Le Devoir*, 4 janvier 1983, p. 11; François Ricard, « Le rapport Applebaum-Hébert : une leçon d'apolitisme... » *Liberté*, no. 146, avril 1983, p. 10-19.

Car au moment où nous avons cru avoir fait le tout des problèmes de notre existence littéraire et considéré la chose réglée, nous voilà ramenés, vingt ans en arrière, à recommencer un vieux débat. Alors que l'entreprise de déstabilisation et de centralisation extrême d'Ottawa cherche à appauvrir le Québec des quelques pouvoirs institutionnels qui étaient les siens (ce que Jean Paré, rédacteur-en-chef d'*Actualité*, magazine indépendant mais non indépendantiste, appelle la « stratégie de la terre brûlée »), il est difficile de croire à la bonne foi. Nous prétendions en avoir fini avec les éternelles variations sur les rapports entre littérature et nationalisme. Nous savions que c'était, d'une certaine façon, comme les questions de langue, en débat qui ne pouvait, pour la littérature elle-même, que devenir stérilisant. En d'autres mots, nous nous croyions assez vieux et autonomes pour passer à autre chose. La fonction ludique de la littérature avait peu à peu remplacé les fonctions de suppléance et d'enracinement, jadis assumées par les écrivains. La réalité politique oblige à tout recommencer. Faut-il réécrire les textes d'Aquin ? Dans l'apathie générale, le défaitisme post-référendaire, la désaffection péquiste, l'engouement pour le virage technologique, notre nouveau graal, et l'héritage toujours plus gras des subventions d'Ottawa, cela semble difficile. D'ailleurs toute répétition n'est-elle pas l'aveu d'une démission face à un présent qui échappe ?

Beaucoup de choses ont changé depuis les années 60 : la proclamation de la loi 101, notamment, instituant le français langue officielle du Québec, a comme évacué de la scène littéraire le problème séculaire de la langue d'écriture (à savoir s'il faut écrire en français de France, en canayen, en joual ou en québécois). Mais une question fondamentale se présente avec une acuité renouvelée : celle de la relation entre l'art et le pouvoir. Et l'on est maintenant plus que jamais justifié de se demander jusqu'à quel point le principe même de « souveraineté cul-

turelle » ou « littéraire » n'est pas un leurre<sup>8</sup>, s'il n'est soutenu par une affirmation politique équivalente.

---

<sup>8</sup> Dans la mesure où, notamment, toute affirmation culturelle dépend de leviers étatiques comme conditions de sa visibilité.

Texte présenté au colloque organisé par l'Association internationale des Études canadiennes, tenu à Vancouver, en mai 1983. Au moment de ma communication, M. Louis Applebaum, l'un des responsables du rapport dont il a été question, quitta la salle, sans doute appelé par des affaires pressantes.

## **Autour de la spécificité**

La publication d'un article d'une éditorialiste du *Devoir*<sup>1</sup>, Lise Bissonnette, a réouvert un « vieux » débat, celui de la spécificité culturelle du Québec : en réaction à une déclaration du sociologue Fernand Dumont, professeur à l'Université Laval et président de l'Institut québécois de recherche sur la culture, qui affirmait que la défense de la langue (française) n'avait de sens qu'en autant qu'elle corresponde au maintien d'une culture, l'éditorialiste s'était amusée à rappeler à l'ordre l'éminent professeur et à pourfendre « tous ceux qui s'efforcent à définir notre indicible spécificité culturelle, les uns se perdant en discussions byzantines (le sexe de la spécificité) ou oiseuses (le style des bungalows de banlieue), les autres s'en tenant à des descriptions contradictoires (l'esprit sédentaire et le sens de l'aventure), des

---

<sup>1</sup> Bissonnette, Lise, « De notre agonie », *Le Devoir*, 11 septembre 1982, p. 14.

bredouillements informes ou des points de suspension<sup>2</sup> ». Hors quelques symboles caricaturaux — la huche de pain, l'armoire en pin, les catalognes, etc. — qu'y a-t-il, peut-on se demander à la suite de Lise Gauvin, qui puisse identifier avec certitude le profil culturel québécois ? Évidemment la langue... Mais tout le reste n'est-il que littérature ou bavardage savant ?

Ce débat n'est pas nouveau et aujourd'hui comme hier, les sciences humaines et sociales sont partie prenante de ce débat : le relativisme culturel — à chaque société, sa culture — qu'elles ont promu les ont amenées à participer à ce que l'anthropologue français Marcel Mauss appelait la « formation consciente des caractères nationaux ». Sans reconstituer une histoire des sciences humaines et sociales au Québec, il convient de prendre un certain recul et de présenter diverses représentations que la collectivité canadienne-française s'est donnée d'elle-même depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Au risque de simplifier, l'on peut diviser les études portant sur la culture canadienne-française en deux grandes catégories selon la perspective qu'elles adoptent : la première, celle du Québec vu de l'extérieur (en particulier d'Ottawa), perçoit la différence culturelle comme un handicap ou un stigmaté ; la seconde, celle du Québec vu de l'intérieur (en particulier du mouvement nationaliste) constitue la québécity comme élément de fierté et aussi comme projet politique. D'un côté, les Canadiens-français comme *groupe ethnique* (minotaire), de l'autre, le Québec comme *nation-État*.

---

<sup>2</sup> Gauvin, Lise, « Au juste, de quoi parle-t-on ? », *Possibles*, vol. 7, no 1, 1982, pp. 200-206.

## Le regard de l'autre

« L'originalité du Canada français sur le plan culturel » a, on s'en doute, suscité un grand étonnement chez les sociologues et anthropologues américains au point de les inciter à y entreprendre des recherches empiriques. Présentant le livre d'Horace Miner, *St. Denis, A French Canadian Parish*, Robert Redfield écrit que la contribution de cette excellente étude est de « permettre de voir en quoi la société paysanne canadienne-française ressemble aux *peuples primitifs* ». Et se référant au poids de la tradition, au consensus entre les membres, à la force de la foi et à l'omniprésence de la famille, il ajoutera : « Bref, ces habitants ont une culture ». Mais cette culture (traditionnelle) dont on peut identifier les « traits essentiels », est une culture qui, en contact avec la « civilisation moderne ou industrielle », est en voie de transformation<sup>3</sup>.

La problématique qui soustend cette analyse et qui est celle du passage de la société traditionnelle (ou « folk ») à la société moderne est très importante puisqu'elle sera, sous des formes différentes, à la base de diverses études, par exemple celle d'un autre sociologue américain, Everett C. Hughes. Mais, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, un intellectuel québécois informé des sciences sociales, Léon Gérin (183-1951) constate, par le biais d'enquêtes monographiques qu'il effectue auprès de familles rurales<sup>4</sup>, certaines particularités culturelles du Canada

<sup>3</sup> Redfield, Robert, « Introduction », in H. Miner, *St. Denis, A French Canadian Parish*, Chicago, University of Chicago Press, 1939. Voir Horace Miner, « Le changement dans la culture rurale canadienne-française », (1938), in M. Rioux et Y. Martin, *La société canadienne-française*, Montréal, H.M.H., 1971, pp. 77-89.

<sup>4</sup> Voir L. Gérin, *Le type économique et social des Canadiens, milieux agricoles de traditions françaises*, Montréal, A.C.F., 1937, 218 p., 2<sup>e</sup> éd. Fidès, 1948, 221 p.

français et s'en inquiète : la culture canadienne-française, ou tout au moins l'un de ses éléments fondamentaux — l'organisation familiale et le type de socialisation qui lui est associé — apparaît comme un handicap ; elle constitue même un obstacle à la survie (économique, etc) du Canada français. Dès son enfance à Ottawa, Gérin a pris conscience de la « supériorité de groupe anglicisant », de sa « vigueur et son initiative <sup>5</sup> » et, même s'il admire certains traits culturels des familles rurales canadiennes-françaises — désintéressement et esprit d'entraide, traditions familiales et religieuses fortes, etc. —, il n'en est pas moins, dans les débats publics, l'avocat du changement (des mentalités) et de l'entrée dans la modernité : éveil de l'esprit d'initiatives (individuelle), formation d'une classe supérieure dans les « arts visuels », c'est-à-dire dans les secteurs de la technique et de l'industrie, réforme de l'enseignement secondaire, en particulier celui des collèges classiques, etc. La prise de position de cet intellectuel qui poursuit des enquêtes « positives » et qui refuse d'assimiler la sociologie à la morale catholique suscite, il ne faut pas s'en étonner, des réactions négatives : « Ne soyons pas jaloux de la supériorité des autres races, lui répond-on. Restons ce que nous sommes. Gardons la foi des aïeux avec la foi en notre mission (religieuse et intellectuelle <sup>6</sup>) ».

Même si on lui offre quelques tribunes et qu'on lui accorde certaines gratifications, Léon Gérin sera, dans les années 1930 et 1940, « oublié »... pour n'être découvert et réhabilité qu'à la toute fin de sa vie par une nouvelle génération de spécialistes en sciences sociales,

---

<sup>5</sup> Léon Gérin, « Loi naturelle du développement de l'instruction populaire », *La Science sociale*, XXIV, novembre 1897, p. 378.

<sup>6</sup> Abbé J.-A. Brosseau, Étude critique du livre *À quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* *La Revue canadienne*, vol. 56, avril 1904, p. 356.

celle de l'Université Laval. Cette « découverte » n'est pas le seul produit d'un hasard : ces spécialistes trouvent en Léon Gérin un précurseur, c'est-à-dire un intellectuel qui manifeste les mêmes préoccupations d'objectivité et d'empirisme et qui partage les mêmes interrogations et les mêmes inquiétudes au sujet du « destin du Canada français ». Le regard qu'ils portent sur leur collectivité et qui est structuré par la problématique du passage de la société traditionnelle à la société moderne est très critique et remet en question la vision « naïve » des intellectuels nationalistes. Pour un Jean-Charles Falardeau, le « drame » du Canada français ne se situe pas, comme le pensent alors ces intellectuels nationalistes, sur le plan des relations constitutionnelles entre le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral mais sur le plan de « l'antinomie entre la civilisation urbaine et américaine et l'identité religieuse et culturelle du Canada français ». Dans l'un de ses premiers écrits, celui-ci tente de répondre à la question : « Existe-t-il une culture canadienne-française » ? et identifie ce qu'il appelle le « *something different* » du Canada français, etc. Cette analyse comporte une évaluation sévère de ses concitoyens, de leurs défauts : complexe de vassalité et de jeunesse à retardement, xénophobie latente, colonialisme, une sorte d'ouverture, de mesquinerie intellectuelle, tendance à un insularisme parfois intransigeant<sup>7</sup>.

Tout au cours des années 1940 et 1950, les spécialistes en sciences sociales qu'a réunies autour de lui à l'Université Laval, le R.P. Lévesque, o.p. poursuivent cette critique de la société canadienne-française. Le procès des chefs nationalistes, qui rêvent d'une utopique Laurentie et veulent isoler le Québec du monde « par un mur

<sup>7</sup> Falardeau, J.-Ch., « Existe-t-il une culture canadienne-française définitive ou en voie de disparation ? », *L'Action nationale*, XI, mars 1941, p. 206

de Chine politique, religieux et linguistique<sup>8</sup> » est particulièrement rude. L'on reconnaît évidemment aux Canadiens français certains particularismes, par exemple d'« être *français* par la langue et la civilisation » et d'« être *catholique* par tradition ou par conviction », mais contrairement aux intellectuels nationalistes, l'on accorde une grande importance à une autre caractéristique, celle d'« être *nord-américain* par naissance ». Dès lors la question du Canada français se formule dans des termes différents : « Comment concilier, se demande-t-on, le souci d'une prospérité collective avec les exigences spirituelles de la culture et du christianisme dont nous nous réclamons<sup>9</sup>? ».

Le refus d'un « nationalisme ethnocentrique » et le parti-pris pour la « modernité » seront partagés par les « nouveaux intellectuels » qui collaborent à la revue *Cité libre* ou aux activités de l'Institut Canadien des Affaires Publiques : avocats de la Liberté, de la Démocratie et de la Modernité, ces intellectuels élaboreront une critique de la société canadienne-française « traditionnelle », de l'élite cléricico-nationaliste et de l'idéologie de conservation. À la problématique sociologique de passage d'une société « traditionnelle » (folk) à une société moderne (folk), s'articulera alors, au plan idéologique et politique, une perspective, celle du « rattrapage », qui quelques années plus tard avec le Parti libéral du Québec se traduira en programme politique.

Le « rattrapage » dont il s'agit équivaut largement à un changement de la mentalité et à une modernisation des institutions. Dès la fin des années 1930, le sociologue

---

<sup>8</sup> Falardeau, J.-Ch., « Les Canadiens français et leur idéologie » in Mason Wade, *La dualité canadienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1960, p. 37.

<sup>9</sup> Falardeau, J.-Ch., « Perspectives » in J.-Ch. Falardeau, *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1954, p. 248.

américain E.C. Hughes, qui professeur à l'Université McGill, réalise une importante monographie d'une petite ville québécoise en voie d'industrialisation<sup>10</sup>, pose aussi la question du Canada français en terme de « *décalage* » : face aux transformations économiques, i.e., une « révolution industrielle tardive » dont les agents sont étrangers, le Canada français maintient une mentalité et des institutions qui « orientées vers une autre et précédente condition économique » ne répondent plus aux « exigences plus variées et plus hautement techniques de la vie métropolitaine et industrielle ». L'un des meilleurs exemples que l'on puisse apporter du « retard » est l'absence d'« *entrepreneurship* » qui, caractéristique du Canadien français, le relègue au secteur de la petite entreprise. L'étude que réalisera le sociologue américain Norman W. Taylor avec l'aide financière de la Carnegie Corporation et dans le cadre de ses études de doctorat à Yale University (1957) et qui porte sur l'industriel canadien-français en fournira une démonstration : la mentalité, la culture canadienne-française constitue, par nombre de ses traits (sens de la famille, individualisme ou esprit d'indépendance, primat des relations personnelles dans la conduite des affaires, etc.), un facteur explicatif de la position que les Canadiens français occupent dans le champ économique<sup>11</sup>. Tout autant cette

<sup>10</sup> Hughes, E.-C., « Crise de la culture canadienne-française », *L'Action nationale*, XVI, décembre 1946, p. 328. Voir aussi Hughes, Everett-C., *French Canada in Transition*, Chicago, The University of Chicago Press, 1943. Cet ouvrage est traduit en français par J.-Ch. Falardeau, *La Rencontre des deux mondes*, Montréal, Éditions Parizeau, 1945 ; Hughes, E.-C., « L'industrie et le système rural au Québec », (1938), in M. Rioux et Y. Martin, *La société canadienne-française*, op. cit., p. 98.

<sup>11</sup> Voir son article « L'industriel canadien-français et son milieu », *Recherches sociographiques*, vol. 2, no 2, avril-juin 1961, pp. 123-150. Cette thèse a été l'objet de nombreuses discussions mais ce n'est que tout récemment qu'elle a été l'objet d'une réfutation systématique : voir Arnaud Sales, *La bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1978.

étude que les études antérieures d'E.C. Hughes sur la division ethnique du travail et aussi celles que celui-ci suscitera (Brazeau, etc.) relie l'infériorité (économique, etc.) à la culture canadienne-française, c'est-à-dire à une culture qui apparaît comme l'envers de la culture nord-américaine.

La seule voie possible qu'ouvre cette perspective n'est cependant pas l'assimilation : au contraire, celle-ci alimentera tout un mouvement de revendications ethniques, c'est-à-dire de défense de la position du groupe ethnique canadien-français dans les champs politique, économique et culturel, et conduira à l'élaboration d'une politique de bilinguisme et de biculturalisme (ou multiculturalisme). En d'autres termes, et ce sera la lecture de Trudeau, Marchand et Pelletier, le maintien du fait francophone au Canada — la « survie du Canada français » — passe par Ottawa.

### Une race, son territoire, son âme

Conscients que le « patriotisme exige la parfaite connaissance de son pays », les membres des mouvements nationalistes se sont rapidement souciés de réunir des données et de réaliser des enquêtes : enquête menée dès 1912 par l'Association catholique pour la jeunesse canadienne, publication de dossiers dans l'*Action française*, etc. Parmi les sciences humaines et sociales, l'histoire est, il ne faut pas s'en étonner, la première sollicitée : l'oeuvre monumentale de l'abbé Lionel Groulx (1878-1967) permet non seulement de décrire des événements et d'établir une chronologie mais aussi d'élaborer une perspective politique (voire une mission, celle de « spiritualiser » l'Amérique) et de consolider la conscience et la fierté nationales (culte des héros, etc). La construction d'une Histoire nationale apparaît comme une contribution indissociablement intellectuelle et poli-

tique : elle assure à une collectivité la reconnaissance et l'affirmation d'une première spécificité, celle d'avoir son histoire. Cette intention politique, l'abbé Groulx l'explicite dans l'un des premiers ouvrages qu'il publie en 1919 sous un pseudonyme :

« J'ai intitulé ce volume : *la naissance d'une race (...)* *Distincts*, nous le sommes non seulement par le *pays*, par l'*allégeance politique*, par une *histoire* et des *traditions* qui nous sont propres, mais aussi par des *caractères physiques* et *moraux* déjà fixés et transmis avec la vie, dès le 17<sup>e</sup> siècle (...) Seule réalité de notre personnalité nationale, la conscience profonde de notre entité distincte pourront soutenir nos instincts de race <sup>12</sup> ».

L'engagement nationaliste se retrouve aussi chez l'un des pionniers de la géographie humaine au Québec : d'Emile Miller(1885-1922), l'on dira en 1922 dans *L'Action française*, qu'« il aimait la géographie par amour pour la science, mais aussi par ferveur patriotique <sup>13</sup> ». D'ailleurs dans son premier ouvrage,

---

<sup>12</sup> Groulx, abbé Lionel, *La naissance d'une race*, Montréal, Bibliothèque de l'Action française, 1919.

<sup>13</sup> « Emile Miller », *L'Action française*, vol. VIII, no 2, août 1922, p. 117. En raison de la faible visibilité qu'a aujourd'hui Emile Miller dans les sciences humaines, il est nécessaire de fournir quelques informations biographiques et bibliographiques : Emile Miller apparaît comme un « raté » du système scolaire qui s'est instruit par lui-même. En effet, celui-ci abandonne ses études en pharmacie pour voyager en Europe et, à son retour, s'inscrit à l'École Normale Jacques Cartier. Mais Miller refuse de devenir instituteur, préférant entrer à l'emploi de l'Hôtel de Ville et ensuite du Bureau des Archives de Montréal. Sa formation en géographie, il l'acquiert par ses diverses lectures et aussi par ses relations avec un professeur de l'École Normale, l'abbé Adélarde Desrosiers. C'est dans le cadre de ses loisirs que Miller poursuit ses lectures et ses recherches et qu'il parvient, à publier ses ouvrages : *Terres et peuples du Canada* (1912), *Pour qu'on aime la géographie* (1920), *Mon voyage autour du monde* (1921) et enfin

*Terres et peuples du Canada* (Montréal, Beauchemin 1912, 192 p.), que l'on considère alors comme le « centre de son oeuvre », l'on trouve, en plus d'une description de la géographie du Canada, une étude des caractéristiques de ses populations (démographie, apparence physique, langue, religion, etc.) : en géographe humain, soucieux d'établir une relation entre l'homme et son environnement naturel, Miller tente de « fixer quelques-uns des traits sensibles des deux principaux groupes ethniques du Canada, les Franco-Canadiens et les Anglo-Saxons ». Du Franco-Canadien qu'il dénomme aussi « Néo-français » et « Laurentien », celui-ci présente les quelques caractéristiques suivantes :

— *L'âme franco-canadienne* :

« C'est par parfaite convenance de la nature laurentienne au sens de la vie agricole, aux solides institutions sociales traditionnelles transplantées ici par quelques centaines de familles les plus robustes et les plus morales du nord de la France, qu'est née l'âme frano-canadienne, aujourd'hui plus que jamais douée des trois qualités essentielles à l'existence d'un peuple homogène : *unité de foi, communauté d'idiome et convergence d'aspiration* ».

— *La « parlure québécoise »* :

Si par le fond, la parlure québécoise demeure bien française — surtout française du dix-septième, avec des mots maintenant désuets chez l'ancienne mère-patrie — avec

---

*Géographie générale* (1923). La compétence qu'il a acquise dans cette discipline semble suffisamment grande pour qu'on lui confie divers enseignements : d'abord une série de conférences au Monument national, sorte d'université populaire animée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et ensuite des cours à l'Université de Montréal, à la Faculté des Lettres et à l'École des Sciences sociales. Voir abbé Adélarde Desrosiers, « Un géographe », *L'Action française*, vol. XIII, no 5, novembre 1922, p. 300.

ses locutions d'une archaïque saveur, elle s'est enrichie de nombreux canadianismes que lui ont prodigués la si individuelle nature américaine, puis l'industrie, dans les villes surtout, la vie parlementaire et les autres institutions britanniques l'ont déjà fatalement imprégnée de mots, d'expressions qu'il lui est maintenant impossible de récuser (...)

Simple dans sa construction, mais fécond en tropes, en métaphores, le verbe laurentien se prononce ouvert, fortement scandé, agrémenté même de quelques accents circonflexes en trop ; ses syllabes élargies ont perdu de leur musique en se faisant ainsi plus nettes et plus amples, ce qui fait que Laurentiens et gens de France doivent, au début, se prêter une oreille attentive : l'accent est déplacé (...). Cette langue de pionniers paraît cependant destinée à s'éloigner de plus en plus du français moderne. À l'accent déjà renouvelé au respir de la terre nationale s'ajoutent des noms, des verbes nouveaux demandant leur droit de cité — signe indubitable d'une évolution sensible vers une autre langue néo-latine.

— *Le physique :*

...ce type a le front plus élevé, mais non plus large, le nez largement aquilin est plus mince et la mâchoire inférieure même plus étroite que chez le Français d'Europe ; ses épaules sont amples et carrées ; mais sa stature moyenne, aux lignes assez régulières, n'excède pas cependant 5.6 pieds. Comme il a le sang plutôt chyleux, son teint — si les intempéries ne l'ont pas basané — reste plus blême que celui de ses voisins. Structure et musculature donnent à ces nationaux une étonnante supériorité sur leurs frères d'outre-atlantique <sup>14</sup> ».

<sup>14</sup> Miller, E., *Terres et peuples du Canada*, op. cit., pp. 110-115. Parmi les diverses institutions sociales traditionnelles, Miller accorde une grande importance à la paroisse, qu'il considère comme le « créateur de traditions régionales, cellule de la pensée latine, gardien vigilant de la vie catholique, secret de la résistance à la conquête morale » p. 110.

Son « patriotisme », Miller le contient tout au long de l'ouvrage, sauf en conclusion où il se permet d'« exprimer son opinion personnelle au sujet des problèmes canadiens de l'heure » : son espoir est que « se réalise pour la Laurentie...son cantonnement sur un vaste territoire géographique autonome, ainsi ses vertus anciennes d'aménité, d'amour d'ordre, du beau et de la richesse, perpétuées dans des corps trempés d'endurance aux souffles vivifiants du nord, triompheront au rogne et utilitaire Anglo-saxon, car : un peuple est d'autant plus fort qu'il s'est heureusement assoupli à la nature de son milieu, l'alliance des institutions civiles aux caractères sociaux assure la stable existence d'une nation, et les cadres géographiques sont le premier élément constitutif des patries<sup>15</sup> ».

« Apprendre le pays » constitue un élément du tout programme d'action nationale : le développement d'une conscience nationale n'est jamais en effet indépendant de l'identification à un espace géographique, à un territoire. Tout comme l'histoire, la géographie permet de construire une spécificité. L'on comprend dès lors l'impact qu'a pu avoir, au milieu des années 1930, la publication d'une série d'ouvrages écrits par un géographe français, Raoul Blanchard, *L'Est du Canada français* (Montréal, Fides, 1935, 2 vols.). Cette contribution de la géographie à la constitution d'une identité s'exprimera aussi dans les écrits d'un autre géographe d'origine française, Pierre Desfontaines, qui identifiera le rang comme type de peuplement rural spécifique au Canada français<sup>16</sup>.

La volonté de connaître le « pays » et de la nommer est aussi à l'oeuvre en sciences naturelles ; elle est explicite dans l'oeuvre d'un Marie-Victorin (1885-1944) dont

---

<sup>15</sup> Ibid., p. 185.

<sup>16</sup> Desfontaines, Pierre, *Le rang, type de peuplement rural du Canada français*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1953.

les activités sont indissociablement intellectuelles et politiques : à la fois chercheur et vulgarisateur, scientifique et poète, celui-ci articule en effet ses activités à un projet national, celui de la survie du Canada français. Non seulement milite-t-il au sein de l'A.C.J.C. et tient-il des propos nationalistes, mais aussi il réalise une oeuvre gigantesque, *La Flore laurentienne* (1935), dont la portée politique est indéniable ; par l'utilisation du terme « Laurentie » et par l'effort de dégager systématiquement les caractéristiques naturelles du territoire qu'occupent les Canadiens français<sup>17</sup>, cet ouvrage s'inscrit en effet dans la lutte nationale.

À ces analyses d'observateurs étrangers ou québécois, on peut ajouter celle, fort étonnante pour un lecteur contemporain, d'un médecin-anthropologue, le Dr. George Montandon qui consacre en 1935 une quinzaine de pages de son livre *L'Ethnie française*, à l'étude de l'ethnie française au Canada : sur la base d'une classification qui tient compte de la pigmentation, de la stature et de l'indice céphalique (mensuration de la tête), celui-ci formule la conclusion qu'« à en juger d'après leurs portraits, le type nordique, franchement nordique, se reconnaît fréquemment chez les Anglo-Canadiens. Chez les Franco-Canadiens, d'après ceux que nous avons rencontrés et les photographies que nous avons sous les yeux, le type alpin nous paraissait très fortement représenté ». Mais sur la base d'une comparaison de deux documents photographiques, (*The Canadian Parliament*, 1906 et *Montréal et ses hommes politiques* (1936), celui-ci nuance son

<sup>17</sup> Le frère Marie-Victorin n'en reconnaît pas moins le « caractère artificiel » de la région laurentienne, celle-ci ne constituant pas, à son avis, une « division floristique naturelle de l'Amérique du Nord ». Tout au plus est-elle une « enclave englobant la partie du Québec la plus densément peuplée et la plus accessible » (*La Flore laurentienne*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2<sup>e</sup> édition, 1964, p. 3).

affirmation : l'agglomération urbaine de Montréal aurait, par les brossages sociaux qu'elle favorise, « quelque peu atténué les types originaires plus marqués <sup>18</sup> ».

Mais plus que toute autre discipline, c'est l'économie qui est la plus souvent mise à contribution dans les cercles nationalistes. Ne dit-on pas fréquemment : « La question nationale est d'abord une question économique ». À l'École des Hautes Études Commerciales, les transformations que subit le Québec, en particulier au moment de la crise de 1929, provoquent une prise de conscience de la nécessité non seulement de former des hommes d'affaires et des comptables, mais aussi et surtout de « mettre, dans l'organisation de notre vie, plus de recherche, plus de savoir et plus de réflexion ». À cet égard, la contribution d'un Esdras Minville (1896-1975) qui est associé à l'institution à titre de professeur (en 1924), de directeur (de 1938-1950) et aussi de fondateur de la revue de l'École, *l'Actualité économique*, est exemplaire : il réussit en effet à lier « la chaire à l'action sociale », c'est-à-dire à « organiser la recherche économique » tout en poursuivant des objectifs nationalistes — « assurer à notre groupement national l'autonomie économique indispensable à l'exercice heureux de ses libertés politiques et à l'accomplissement de sa carrière <sup>19</sup> » — et aussi chrétiens. De son effort à comprendre « le problème national canadien-français », la manifestation la plus éloquente est la publication entre 1940 et 1945, sous sa direction, d'une série d'« Études sur notre milieu » qui constituent les premières recherches empiri-

<sup>18</sup> Montadon, George, *L'ethnie française*, Paris, Payot, 1935, p. 224.

<sup>19</sup> Minville, Esdras, « la nécessité d'organiser la recherche économique », *Société Royale du Canada, Section française*, no 2, Année académique 1944-1945, p. 17.

ques économiques réalisées d'une manière quelque peu systématique<sup>20</sup>.

Pour cet intellectuel, qui dès les premières années de l'*Action française* se rallie aux thèses nationalistes, la spécificité du Canada français ne fait pas de doute : il a retenu, selon l'abbé Lionel Groulx qui le présente à la Société Royale du Canada, qu'« il existe telles choses au Canada qu'une nationalité canadienne-française et une province de Québec, que ces deux entités politiques et nationales, existant de fait et droits, ont des problèmes angoissants<sup>21</sup>... ». D'ailleurs, Minville a esquissé, du Canada français, un portrait non seulement économique mais aussi socio-culturel : même si elle doit beaucoup au « génie français », la culture canadienne-française apparaît d'abord « d'inspiration chrétienne », elle est celle d'une « nation chrétienne » ; aussi ses caractéristiques principales sont-elles d'être *spiritualiste*, (primauté aux valeurs d'esprit et répugnance à toute forme de matérialisme), *personnaliste* (d'où culte de la liberté et refus de toute forme d'assujettissement et de collectivisme), *communautaire* (prédominance structurelle de la famille, de la paroisse, de la profession, etc.) et enfin *qualitative* (recherche d'une plus complète « humanisation<sup>22</sup> »).

Durant les années 1930 et 1950, que d'aucuns identifient à une période de « crise de la nationalité », ces discours sur la nation sont suffisamment nombreux pour que nous puissions en faire une anthologie volumineuse :

<sup>20</sup> *Notre Milieu*, Montréal, Fides, 1942 ; *Montréal économique*, Montréal Fides, 1942 ; *L'agriculture*, Montréal, Fides, 1943 ; *La forêt*, Montréal Fides, 1944 ; *Pêche et Chasse*, Montréal, Fides, 1946.

<sup>21</sup> Abbé Lionel Groulx, « Allocution », *Société Royale du Canada, Section française*, no 2, année 1944-1045, p. 13.

<sup>22</sup> Minville, Esdras, *L'économie du Québec et la science économique*, Montréal, Fides, 1979.

le Canada français se voit alors doté d'une histoire, d'un territoire, d'une économie et d'une âme (ou d'une culture) qui lui sont spécifiques. La constitution d'une telle identité s'articule alors, pour plusieurs, à la défense de valeurs traditionnelles, à un conservatisme qui sera dit « clérico-nationaliste » et dont certaines variantes poussent au repli sur soi et au retour au passé (ou à la terre). Le premier enjeu est évidemment la langue, mais en autant qu'elle est « l'expression d'une culture et le véhicule d'une civilisation <sup>23</sup> » : à l'utilitarisme et au matérialisme anglo-protestant, s'oppose la « France immortelle », celle de l'humanisme et du catholicisme. La culture n'est donc pas un handicap, un obstacle : cet ensemble de valeurs apparaît comme la condition de survie et de développement du Canada français.

### **Le renouvellement des perspectives : la québécoïté**

Jusqu'au milieu des années 1960, il est toujours, dans les écrits en sciences sociales, question du Canada français : *Études sur le Canada français*, *Situation de la recherche sur le Canada français*, *le Canada français, aujourd'hui et demain*, *La Société canadienne-française*, etc. Puis, progressivement, on n'en viendra qu'à parler du Québec, de la société québécoïse.

<sup>23</sup> Bastien, Hermas, *Le bilinguisme au Canada*, Montréal, Éditions de l'A.C.F., 1938, p. 185. Écrit par un professeur de philosophie, ce petit ouvrage a l'intérêt d'analyser non seulement l'histoire du bilinguisme au Canada mais aussi ses effets culturels et psychologiques : parce que le bilinguisme a des effets psychologiques néfastes sur les individus, il apparaît pour le Québec comme une « sorte de Cheval de Troie » qui est d'autant plus dangereux qu'il est manoeuvré par des francophones. « Les pires ennemis de l'esprit français ce sont, écrit Bastien, les snobs, les arrivistes, les opportunistes, les optimistes, tous ceux-là que nos coteries nationales aident à se hisser et qui trahissent ». (Ibid., p. 153).

« Nous utiliserons, précise Paul Chamberland, membre de la rédaction de la revue *Parti Pris*, le terme *Québec et Québécois*, de préférence à ceux de *Canada français* et de *canadiens français*. Le parti pris langagier recouvre une transformation des réalités. Québec ne sera plus une « province » mais un « pays », le nom d'une totalité et non celui d'une partie honteuse d'un ensemble désorganisé. Québec constitue l'antithèse irréductible du Canada, du moins de ce qui a été le Canada jusqu'à maintenant. Il y aura recouvrement, coïncidence entre le territoire, la nation, la patrie et la culture <sup>24</sup> ».

De ce point de vue, la collectivité francophone ne peut plus être considérée comme un groupe ethnique, comme une minorité ethnique : au plan politique, elle est une *nation*, et au plan sociologique, une *société*, une véritable société avec son infrastructure économique, sa structure sociale (et ses classes sociales), son État (quoique tronqué), ses idéologies, etc. La constitution du Québec comme objet d'étude spécifique par les spécialistes en sciences sociales contribue à une telle « autonomisation » de la « Question du Québec », mais ce renouvellement n'est nullement indépendant du développement, dans les années 1960 et 1970 d'un néo-nationalisme, qui se caractérise moins par la défense d'une culture que par la formulation de revendications proprement politiques, donc relatives à l'État et qui aborde ouvertement la question de l'*indépendance politique*. Et de la « québécoïtude » il en est, durant ces années, plus que jamais question, mais l'adoption d'une perspective nationaliste, politisée et ouverte au changement, signifie une réorientation du tir : il y a en effet remise en question radicale de la *dépendance*. On le voit bien dans une revue politico-intellectuelle, *Parti Pris*, qui, en ouvrant simultanément trois champs de lutte (laïcisme, nationalisme et

---

<sup>24</sup> Chamberland, Paul, « De la damnation à la liberté », *Parti Pris*, nos 9-10-11, été 1964, p. 75.

socialisme), a un impact idéologique important au milieu des années 1960. Animée par de jeunes intellectuels (littéraires, philosophes d'abord, et puis rapidement, spécialistes en sciences sociales), cette revue relie la spécificité culturelle du Québec à son état de dépendance : le Québécois est un être colonisé, c'est-à-dire un « être minoritaire... qui ne se comprend que par l'existence de son corrélat, l'être majoritaire<sup>25</sup> ». Et, à la manière de Jacques Berque des *Damnés de la terre* et de la *Dépossession du monde*, l'on trace un portrait du colonisé québécois : celui-ci n'est pas seulement dépossédé (de son sol, de ses richesses, bref de l'économie) mais aussi dépersonnalisé. De cette dépersonnalisation, Paul Chamberland dégage ce qu'il appelle des « avances » : 1) *l'auto-dénigrement* (ou le masochisme national), le *complexe des grands Manitous* (soumission à la Couronne et à l'Église) 3) le *dogmatisme*, sur le plan moral, et le *conformisme et le grégarisme*, sur le plan social, et enfin 4) la *recherche de soupapes de sûreté* (la taverne, le culte du hockey, le « sacre », la recherche effrénée du confort matériel et du luxe criard, les défilés de la Saint-Jean-Baptiste, le culte des héros légendaires, etc.). Ce portrait du Québécois est évidemment très « sombre », négatif, mais n'a pour but que de « découvrir » et d'analyser nos « déficiences » pour permettre la « naissance de l'homme québécois ». Il ne s'agit donc pas de défendre une culture, mais bien de fonder une action (libération nationale et révolution populaire) pour renouveler une culture : « la mutation naissante de l'homme québécois constitue donc, conclut-on, l'objectif ultime et fondamental de la lutte actuelle d'émancipation politique et économique<sup>26</sup> ». Enfin s'il est un débat qui, ouvert par *Parti Pris*, suscite dans les milieux intellectuels de nombreux débats, c'est celui de la langue au Québec, d'une langue que l'on dit différente de la langue

---

<sup>25</sup> Ibid., p. 83.

<sup>26</sup> Ibid., p. 79.

française (de France) : cette position provoque des réactions d'autant plus virulentes que la défense d'une langue québécoise ou « québécoise » conduit certains littéraires à recourir, dans leurs écrits, à la langue populaire, au « joul ».

Même si la « québécitude » demeure problématique, les sociologues et anthropologues, qui multiplient alors leurs activités de recherches, ne lui consacrent guère d'études quelque peu globales, qu'occupés qu'ils sont d'analyser la culture de « communautés » ou de groupes plus restreints (les « sous-cultures »). Des quelques analyses récentes de la québécitude, la plus fantaisiste est sans nul doute celle non pas d'un spécialiste des sciences sociales mais d'un publicitaire, Jacques Bouchard, qui sur la base de ses lectures et surtout de ses observations directes, identifie le « patrimoine génétique culturel » des Québécois à six racines vitales : de souche *terrienne*, en état de *minorité*, géographiquement *nord-américain*, de religion *catholique*, d'origine *latine* et d'ascendance *française*. Ensuite il distingue plus de trente-six « cordes sensibles ». Tout y est ou presque : le bon sens, l'amour de la nature, la fidélité au patrimoine, le complexe d'infériorité, le bas de laine, l'étroitesse d'esprit, la recherche du confort, l'antimercantilisme, le mysticisme, le conservatisme, la xénophobie, le talent artistique, la sentimentalité, le manque de sens pratique, etc. Des qualités... et plusieurs défauts qui font du Québécois un être « hybride et paradoxal » : « comme celui-ci s'enchevêtre souvent dans la multitude de ses racines, il en tire des comportements contradictoires et primesautiers qui font frémir les manufacturiers et trembler les hommes politiques <sup>27</sup> ».

La contribution de Marcel Rioux, *Les Québécois*, apparaît plus sérieuse : auteur d'études monographiques

<sup>27</sup> Bouchard, Jacques, *Les 36 cordes sensibles des Québécois*, Montréal, Éditions Héritage, 1978, p. 30.

réalisées par le Musée de l'Homme d'Ottawa auprès de communautés rurales québécoises (*Belle-Anse*, *l'Île Verte*) et co-responsable d'une vaste enquête sociologique auprès de cinq milieux sociaux de Montréal (*Aliénation et Idéologie dans la vie quotidienne de Montréalais francophones*), ce sociologue engagé dans le mouvement nationaliste se donne pour tâche de présenter les « caractères originaux de l'homo quebecensis ». Mais d'entrée de jeu et avec la prudence qu'on lui reconnaît, Rioux note que cette collectivité francophone partage des traits avec d'autres peuples — la francité, l'américanité et la canadienité — mais qu'à travers l'histoire, elle est parvenue à se donner sa « propre individualité » et aussi à affirmer son identité. Chacun des chapitres de son ouvrage, *Les Québécois*, est consacré à la description des caractères originaux du « nouvel homme québécois » : d'abord sa langue (ou mieux ses langues, le *français* et le « joul »), la *religion catholique* (dont l'influence demeure malgré la sécularisation de la société) et la *tradition orale* (qui se prolonge dans la chanson et dans l'humour), et ensuite un *rapport particulier à l'espace* ou à l'environnement naturel (le rang comme mode d'occupation du sol, l'alternance du chaud et du froid des saisons qui, jointe à la cohabitation avec une population anglophone, conduit à un « dédoublement de personnalité ») et un *rapport aux autres* (une certaine xénophobie, distance à l'égard de l'État et des administrations publiques, pratiques de coopération et d'égalité, etc.<sup>28</sup>).

<sup>28</sup> Rioux, Marcel, *Les Québécois*, Paris, Le Seuil, 1977. En ce qui concerne les pratiques de coopération et d'égalité et plus largement d'une faible prédisposition à la « concurrence agressive », Rioux se laisse un moment tenter par une hypothèse, celle de l'endogamie de la population, qui aurait favorisé la récessivité des gènes porteurs de tendances agressives. Il préfère revenir à une interprétation plus sociologique, celle qui renvoie au « mode de production des petits propriétaires », c'est-à-dire à un mode de production caractérisé par l'absence d'antagonisme social (pp. 152-154).

Mais dans cette analyse qui relève d'une psychologie collective, Rioux ne cherche pas à présenter une image totalement unifiée, cohérente et positive des Québécois francophones : non seulement leur situation de dépendance (de « dépossession », d'« aliénation ») et leur proximité d'avec les États-Unis (l'« américanisation ») provoquent des changements ou des variations plus ou moins grandes selon les milieux sociaux ou classes sociales, mais aussi elles créent des ambiguïtés. Ainsi, même si « le caractère prédominant chez les Québécois est dionysiaque », plusieurs traits de ce caractère ont été refoulés, laissant pénétrer une « influence apollienne » (flegme, mesure et maîtrise de soi des Anglophones). De plus, en raison des changements historiques rapides que connaît le Québec — le passage de l'âge de la paroisse à celui de l'électronique --, le Québécois apparaît à la fois comme un personnage folklorique encore lié à la campagne et comme un individu très bien adapté à la société nouvelle en gestation : ce « type d'humanité » réunit les traits contrastés de l'archaïsme et du futurisme », il laisse cohabiter « des institutions et des valeurs qui appartiennent à des âges différents ». Le portrait que Rioux brosse du Québécois d'aujourd'hui n'en demeure pas moins positif : non seulement cet américain qui parle français possède une spécificité culturelle mais aussi il « se veut québécois »... et cesse de se considérer comme minoritaire ».

Avec la transformation du mouvement nationaliste en parti politique et l'obtention de succès politiques, la représentation que l'on tend à se donner de la collectivité québécoise change, la critique de la québécoïté, de l'aliénation culturelle laissant place à l'expression de la « fierté d'être québécois ». Certes, l'inquiétude est toujours présente, et certains, chiffres en mains (données démographiques, économiques, etc.) en appellent à « l'urgence de choisir ». L'essayiste Pierre Vadeboncoeur publie *Le Génocide en douce* (Montréal, Parti

Pris, 1976). Mais le regard que l'on porte sur les Québécois est beaucoup moins négatif. Certains des défauts que l'on attribuait aux Canadiens-français deviennent autant de qualités, les rendant « d'une certaine manière supérieurs » : le sens de la communauté, etc. Le retard (historique) se transforme en une chance, celle de faire l'histoire et d'affirmer, en Amérique du Nord, une culture originale. En plus d'établir une nouvelle législation sur la langue française (Loi 101), le Parti québécois s'engage, dès son arrivée au pouvoir, à se donner une politique globale de la culture. Et afin de (ré-) affirmer l'existence au Québec d'« un ensemble culturel *spécifique et original* », ce gouvernement, constitué d'une part importante d'universitaires, s'assure la collaboration étroite de sociologues dans l'élaboration d'une Politique québécoise du développement culturel<sup>29</sup>. Même si ce document reconnaît la diversité des cultures au Québec (des minorités, des classes, des âges, etc.) et les nombreux emprunts, il n'en fonctionne pas moins à la « spécificité », celle d'une « culture québécoise de tradition française ». La culture, ici, ne se réduit ni à des objets de vie ni à des oeuvres de créations : elle est, au sens anthropologique, un « ensemble de manières de vivre ». Et à la question que l'on formule explicitement, « y a-t-il une culture québécoise ? », l'on fournit, après avoir rappelé que les francophones sont localisés sur « un territoire dont les limites correspondent à des frontières politiques », la réponse suivante :

« Ce qui, en premier lieu, s'impose, c'est le dessin d'une *aire linguistique* où progresse une *expression culturelle*. Deuxième constatation : il s'agit d'un fait de longue durée, inscrit dans l'*histoire* depuis des siècles. Troisième observation ; cette situation se reflète dans la *conscience d'une identité*<sup>30</sup> ».

<sup>29</sup> Québec, Éditeur du Québec, 1978, 2 tomes.

<sup>30</sup> Ibid., Tome 1, p. 46. Nous soulignons.

Mais, si ce n'est en référence à la langue et à un « héritage du passé » (patrimoine, etc.), la détermination de cette identité culturelle demeure floue : celle-ci renvoie vaguement à un « en dedans », à une « mentalité », voir à une « âme », bref à un « quelque chose » d'indicible. De ce « quelque chose », l'on dira qu'elle tient « de la force tranquille et de la résignation, de la fierté et de l'hésitation, de la joie de vivre et de la nostalgie, de la protestation et de l'espoir, du conservatisme et de l'audace, du goût de la paix et de la résistance farouche, de l'esprit sédentaire et du sens de l'aventure, du réalisme le plus pragmatique et du rêve le plus utopique tout à la fois<sup>31</sup> ». Enfin, même s'il est possible d'identifier des « forces positives à l'oeuvre », (capacité à assimiler les emprunts, faculté de « durer, de défendre son être propre », « foi tenace en leur pays et en eux-mêmes », « une aptitude à la continuité dans la mutation », etc.), il n'en demeure pas moins qu'en raison de son histoire et du contexte géo-politique, cette culture québécoise de tradition française se trouve dans une « situation dramatique ». Quant aux conditions de la survivance — on préfère parler du « développement culturel », d'« épanouissement culturel —, elles ne peuvent plus se réduire au seul « souvenir » : elle relève de plus en plus du « projet », d'un « défi à relever ». « Son image culturelle, c'est, précise-t-on, elle-même (la société québécoise) qui la fera, ou bien elle disparaîtra dans le tout nord-américain<sup>32</sup> ».

### Mobilisation et distinction. Les incertitudes

La variation des discours sur le Québec montre bien ce qu'est la « québécoisité » : une identité, une représen-

<sup>31</sup> Ibid., p. 49.

<sup>32</sup> Ibid., p. 56.

tation de soi qui n'a de force qu'en autant qu'elle est affirmée, reconnue. Cette affirmation et cette reconnaissance prennent, si l'on veut quelque peu simplifier la complexité du processus, deux formes principales, qui correspondent à deux aspects centraux de la dynamique des relations sociales propres à toute collectivité ou société. Un premier mode de constitution ou d'expression de l'identité est tout simplement *inter-relationnel* : les membres d'un groupe ou d'une collectivité en viennent, à travers les diverses interactions et conversations qu'ils ont entre eux et avec les membres d'autres groupes, à se reconnaître et à se différencier, évidemment par l'usage même d'une langue mais aussi par tout un ensemble de manières d'être (habillement, posture, etc.) et d'activités (sports, vacances, consommation, etc.), bref par un mode de vie. Ce mode d'expression de l'identité collective s'inscrit dans un aspect important de toute dynamique sociale, à savoir la *logique de la distinction*<sup>33</sup>, et implique, pour une collectivité économiquement ou politiquement dominée, un rapport à l'autre qui ne peut être qu'ambigu (opposition et identification).

Il est un autre mode de constitution de l'identité collective qui s'articule au premier et le consolide : ce mode peut être dit *institutionnel* en ce sens qu'il correspond à l'intervention d'institutions (école, musée, etc.) et que, fonctionnant à l'emblème et au symbole, il confère à l'identité collective une dimension proprement institutionnelle à la fois juridique (législations, etc.) et matérielle (drapeau, monuments et lieux publics, statues, etc.). Les diverses interventions ont un caractère manifestement politique : elles sont orchestrées par des gouvernements et des organisations politiques et s'inscrivent dans un aspect de la vie sociale qui peut être identifié

<sup>33</sup> À ce sujet, voir P. Bourdieu, *La distinction*, critique sociale du jugement, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

à la *logique de la mobilisation*. Sous cet aspect, l'identité collective, qui prend souvent la forme du nationalisme, est de l'ordre de l'idéologie : « Le nationalisme, écrit l'anthropologue Bernard Bernier, c'est l'identité pratique collective, issue de la vie en commun, mobilisée en vue de la construction d'une entité politique nouvelle <sup>34</sup> ».

Pour mieux comprendre la distinction analytique entre ces deux modes d'expression de l'identité collective, distinction qui renvoie dans une certaine mesure à celle opérée par Gramsci entre « société politique » (État et partis) et « société civile », l'on peut se référer aux deux façons différentes qu'on a de souligner la Fête nationale de la Saint-Jean : d'un côté les grands événements publics (parade, spectacle à la Montagne, etc.), de l'autre, les petites fêtes de quartier et les « échanges entre voisins ». Mais force est de reconnaître que l'une et l'autre logiques sociales sont étroitement liées : le Chanoine Lionel Groulx, pour ne prendre qu'un exemple, ne construisait pas seulement des symboles, des héros (Dollard des Ormeaux), il suggérait aussi un mode de vie et une éthique (refus des mariages interethniques, etc.). De plus, la façon dont les deux logiques s'articulent caractérise une conjoncture socio-politique : il y a des conjonctures qui fonctionnent à la distinction et d'autres, à la mobilisation. Des premières, on peut donner l'exemple des années d'après guerre caractérisées par une ouverture au monde et, avec la prospérité économique, un mode de consommation dit « de masse ». En comparaison, la décennie 1970 apparaît beaucoup plus marquée par la mobilisation, au point de donner au mode de vie (habitat, musique, etc.) une dimension politique : tout,

<sup>34</sup> Bernier, Bernard, « L'opposition du nationalisme en Occident : les contextes historiques », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 7, no 2, 1983.

du lampadaire au livre de recettes, en passant par les objets d'art, est devenu « québécois » (explosion des métiers d'art, développement d'une architecture et d'une décoration de la maison québécoise, multiplication de groupes de chansonniers et de musiciens « folkloriques », diffusion d'une « peinture régionaliste » avec petites maisons et piquets de clôture, mouvement de « retour à la terre », etc.). Un temps, le Québec — à la fois les fonctionnaires par leurs politiques culturelles et les gens dans leur vie quotidienne --, a fonctionné, dans son ensemble, « *au patrimoine* » et s'est laissé emporté, comme le notera le politologue Daniel Latouche, dans un véritable « délire verbal <sup>35</sup> » : les périodes où la logique de la mobilisation prédomine sont celles où se multiplient les discours « de la fierté ». Dans l'articulation des logiques de la mobilisation et de la distinction, il faut reconnaître le rôle déterminant que jouent, en raison même de leur position sociale et de leurs conditions économiques, les couches sociales, identifiées aux « classes moyennes » (cadres moyens, techniciens et personnel hautement qualifié, spécialistes des relations humaines, professeurs, etc.) et en particulier les intellectuels : parce que le « capital » dont elles disposent est principalement culturel (haute formation scolaire, maîtrise de la langue française, culture générale et loisirs culturels, etc.), leur mobilité sociale prend, comme on le voit, dans les années 1960 et 1970, la forme d'une mobilisation politique caractérisée par un fort « investissement » dans la nationalité et par un renforcement de l'État (québécois <sup>36</sup>).

---

<sup>35</sup> Latouche, Daniel, *Une société de l'ambiguïté*, Libératon et récupération dans le Québec actuel, Montréal, Boréal Express, 1979.

<sup>36</sup> Voir nos analyses : Marcel Fournier, « La question nationale : les enjeux », *Possibles*, vol. 1, no 2, hiver 1977, pp. 7-19; « La question nationale : enjeux et impasses », in J.F. Léonard, *La chance au coureur*, Montréal, Nouvelle Optique, 1978, pp. 177-192.

Depuis la fin des années 1970, il y a manifestement un « essoufflement » du nationalisme, une certaine démobilisation ; le « québécutude » redevient un mode de vie parmi d'autres, un mode de vie auxquels s'identifient certains groupes et individus mais auxquels d'autres s'opposent parfois violemment, préférant par exemple voir et vivre « à la moderne », avec ouverture sur le monde, sur l'international (New York, etc.). L'identité culturelle se constitue moins en relation à des actions politiques qu'en référence à des pratiques culturelles particulières et par là, à des modes de vie. D'ailleurs les formes d'action politique actuellement les plus significatives, subjectivement et objectivement, sont celles qui s'articulent, se subordonnent à l'organisation d'un (nouveau) mode de vie : féminisme, écologisme, etc. Des hommes politiques, des ministres quittent la politique pour vivre leur « vraie » vie...

La mobilisation politique nationale apparaît d'autant plus difficile que les effets de la crise, qui, certes perceptibles au niveau de l'économie (restructuration du champ des entreprises), de l'État (réduction des budgets et des champs d'intervention) et aussi de la situation de groupes et de couches sociales (chômage), ne se sont pas, pour chacun d'entre eux, traduits en position politique précise. Certains parlent d'un « vacuum » : il serait plus exact de dire que la « solidarité nationale » a fait place à une multitude de pratiques et de stratégies, qui allant du repli corporatif à la fuite (spiritualiste, etc.) en passant par l'assimilation, ressemble à une « débandade ». L'incertitude n'est pas seulement subjective, elle est aussi structurelle : rien n'est certain, ni pour la collectivité francophone dans son ensemble ni pour aucun de ses membres. D'où les nombreuses manifestations d'ambivalence, d'ambiguïté et aussi la recherche, au plan politique et économique, de formules intermédiaires ou conciliatrices. Et tous ceux, plus nombreux qu'on ne le pense, dont l'« avenir » apparaît plus directement lié aux activi-

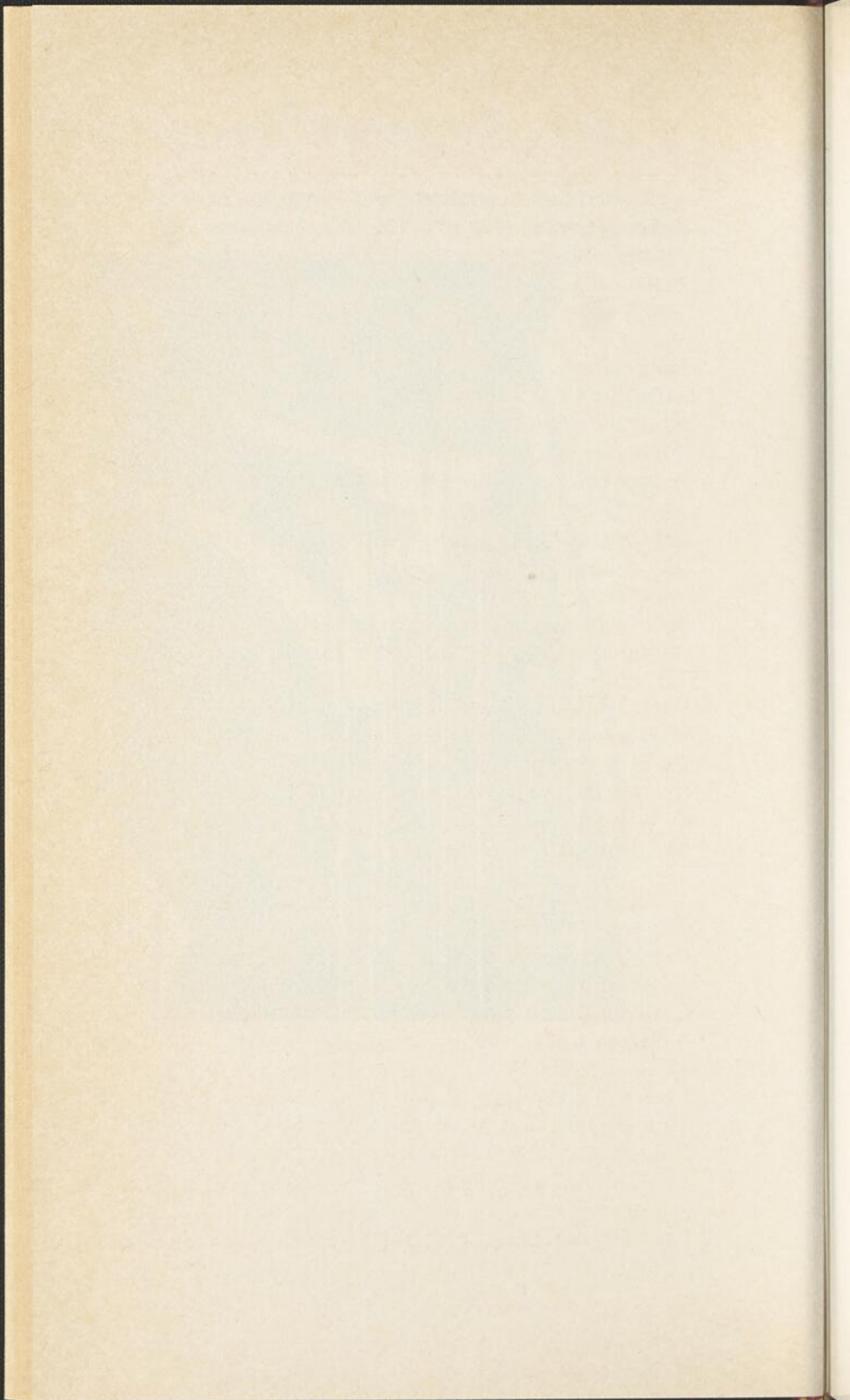
tés de la grande entreprise (habituellement non contrôlée par des francophones) et/ou à l'action du gouvernement fédéral risquent de prendre distance par rapport au nationalisme politique et aussi à la « québécity ». La « *mar-  
che vers l'indépendance* » n'est donc pas, comme d'au-  
cuns le prétendent, irréversible : les « avancées » et les  
« reculs » sont largement fonction de la dynamique  
sociale elle-même, en particulier de l'articulation, diffi-  
cilement prévisible, des logiques de la mobilisation et de  
la distinction. La désarticulation est actuellement telle  
que le mouvement nationaliste est amené à se dédoubler  
en deux organisations politiques, l'une, le Parti Québé-  
cois, luttant au niveau provincial pour l'Indépendance du  
Québec et, l'autre le Parti Nationaliste (et pourquoi pas  
Canadien-français), oeuvrant, au niveau national-  
fédéral, à la défense des intérêts des Francophones. Cet  
hydre à *deux têtes*, auquel il renaîtra une autre dès qu'on  
lui en coupera une, est l'institutionnalisation même de  
la position historiquement ambiguë de la collectivité qué-  
bécoise de langue française : une *minorité ethnique* face  
aux autres et, face à nous-mêmes, *une nation*.



*Défense*

gravure

1978



## La geste du oui

En mai mil neuf cent quatre-vingt  
Grande défaite nous advint

Délaissant morne désespoir  
J'ai voulu réécrire l'histoire

C'était là tâche bien ardue  
D'évoquer une cause perdue  
De remonter le fleuve du temps  
En ramant contre le courant  
Ô vous qui ouïrez ce récit  
Me direz si j'ai réussi

Voici donc ressurgie d'un douloureux passé  
Cette geste du OUI qui avait commencé  
Par la promesse faite aux élections d'automne  
De tenir sans délai un grand référendum.  
L'accession au pouvoir du Parti québécois  
Avait eu pour effet de semer de l'effroi,  
De la stupéfaction, même de l'épouvante,  
Et les uns répétaient « What does Quebec want ? »  
Tandis que d'autres, surtout du côté d'Ottawa,  
Préparaient déjà branle-bas de combat,  
Réclamant à grands cris : « Que le peuple se  
prononce ! »  
Et craignant quelque peu d'entendre la réponse.

Mais il fallait d'abord connaître la question  
Et quand elle fut connue, le 20 mars, pour de bon  
Chacun put réfléchir et put considérer  
À quel camp, quel parti, il allait adhérer.  
En ces temps reculés l'empire canadien  
Comprenait dix provinces et deux duchés lointains  
Mais dans ces dix provinces il y avait deux nations  
Deux peuples, deux familles dans la même maison,  
Liés par un vieux pacte et cent ans de querelles  
Et moult Québécois à ce pacte rebelles  
Contents d'avoir enfin une occasion d'oser  
S'apprêtent à dire oui à la question posée.

Un peu entortillée par les scribes officiels,  
Celle-ci se résumait ainsi pour l'essentiel :  
Voulait-on demeurer dedans le Canada  
Ne voyant que dangers loin des bras d'Ottawa,  
Ou encore se donner un pays bien à soi  
Ramener les pouvoirs à l'état québécois ?  
Être ou ne pas être c'est toute la question  
Qui se pose un beau jour ; il n'est pas de nation  
Qui y puisse échapper et nous verrons ici  
Comment ce grand combat fut une lutte sans merci.

Pour que l'on comprenne bien et que cela soit clair  
Campons donc au début chacun des adversaires,  
Décrivons les drapeaux, peignons les étendards  
De ces preux chevaliers sans reproche et sans fard.  
D'abord le camp du OUI, c'est le moins compliqué ;  
Sa couleur est le bleu et son chef est René  
Dit L'Évêque, qui jadis, au temps des libéraux,  
Contre vents et marées fit de l'hydre l'Hydro.  
Toujours environné d'un nuage de fumée  
Sur son blanc destrier il harangue son armée :  
« Allons-nous pour longtemps nous contenter d'avoir  
Une moitié d'état et fort peu de pouvoirs ?

Qu'importe le royaume à l'ouest de l'Outaouais ?  
Qu'importe le château si nous sommes les valets ? »  
Lance-t-il à ses troupes déjà galvanisées  
Et au vent du matin flottent les fleurdelysés  
On entend ca et là des poèmes et des chants  
Car de nombreux trouvères se sont joints à ce camp  
On resserre les rangs et chacun prend sa place...  
Mais allons de ce pas voir le camp d'en face.

Tout de rouge vêtu Claude Ryan parade  
Il est chef depuis peu mais se sent fort capable  
Car il est de tout temps celui que Dieu guida  
Pour sauver le royaume appelé Canada  
À sa droite caracole Jean-le -Très-Chrétien  
Qui a le verbe haut et le sourire en coin  
À ceux-là se sont joints tous les petits barons  
Qui craignent pour leurs fiefs, leurs écus, leurs blasons,  
Et disent au bon peuple d'une voix mielleuse  
Que la souveraineté est chose dangereuse.

Avant d'aller plus loin, à l'aube du combat,  
Il nous faut regarder du côté d'Ottawa  
Car c'est là que se tient, retiré sous sa tente,  
Discret, attendant l'heure, l'âme toute-puissante,  
Le véritable chef de cette armée du NON.  
Vous l'avez reconnu à cette seule mention :  
C'est Pierre Premier, dit le Centralisateur,  
Des hérésies tribales le viril pourfendeur  
Et qui n'a eu de cesse, aussitôt couronné  
De combattre les disciples de l'Évêque René.

Mais quoi ? me direz-vous, nous vous comprenons mal,  
La grande armée du NON est donc bicéphale ?  
C'est ainsi. Et dans toutes les épopées  
Qu'on a pu ouïr depuis les temps reculés  
Des Francs, des Grecs et jusqu'aux Sumériens,

On ne vit jamais, à vrai dire jamais rien,  
De plus curieux que ce couple agité  
Que seules les circonstances faisaient cohabiter  
Et que la vérité, qui doit être critique,  
Oblige à appeler bien plus étrange qu'épique !

Ryan est pieux et Trudeau enrage  
De le voir hésiter en croyant être sage  
S'en remettre en tout aux desseins du Très-Haut  
Au lieu de s'aligner sur son allié Trudeau.  
Mais Ryan au combat ne fut jamais à l'aise  
Son état préféré est d'être entre deux chaises,  
O funeste désir ! O prudence fatale !  
Pour quelqu'un qui tantôt doit combattre à cheval.

Mais voici que soudain résonnent les trompettes  
À la grande bataille les deux armées s'apprêtent  
On les voit prendre place au milieu du grand champ  
Où se décidera le sort de chaque camp.  
Voici les fantassins et voici les archers  
Qui auront en ce jour un grand rôle à jouer  
À peine le signal a-t-il été donné  
Qu'une grêle de flèches s'abat sur chaque armée  
Ce sont flèches destinées à toucher les esprits  
Les unes vantent le NON et les autres le OUI,  
De grandes banderolles sont alors agitées  
On lit « J'y suis, j'y reste pour ma sécurité »  
Et de l'autre côté « Tous ensemble pour le OUI ».

C'est une grande mêlée, tous les coups sont permis,  
On se tape dessus à grands coups d'arguments,  
Les chiffres volent en l'air, les promesses, les serments,  
L'adversaire est noyé sous un flot de paroles,  
On se jette à la tête des barils de pétrole,  
Et toutes les vieilles peurs qu'on croyait remises  
Par les troupes du NON sont très utilisées :  
Chômage, isolement, famine, appauvrissement,

Apparaissent partout comme des revenants  
Mais les troupes du OUI à ces spectres résistent  
Car la souveraineté n'est pas l'Apocalypse !

Au côté de son chef qui se bat comme il peut  
Le Très-Chrétien s'emporte et s'arrache les cheveux  
En voyant le combat dont il redoute l'issue ;  
Il agite furieusement ses arguments massue,  
Il les fait tourner ; le vide autour de lui  
Répond symboliquement au vide de son esprit,  
Ses propos colorés, le français qu'il magane,  
Portent sa renommée jusqu'à Shawinigan !

Délaissant quelque peu sa chère cigarette  
À donner un grand coup l'Évêque René s'apprête  
Il voudrait essayer nouvelle stratégie  
Qui donnerait l'avantage aux troupes du OUI  
Mais un messenger hors d'haleine se présente  
Pour lui annoncer la nouvelle suivante :  
Que l'une de ses principales alliées  
Dans les fleurs du tapis est allée s'enfarger ;  
Celle qu'on appelait Lise, jadis grande vedette,  
Maintenant poursuivie par une troupe d'Yvettes  
Brandissant leurs casseroles en guise de fanion  
Pour sauver le pays et renforcer le NON.  
C'est à la vérité un étrange spectacle  
Que ces braves Yvettes qui se prennent pour Jeanne  
d'Arc  
À la seule différence qu'au contraire de celle-ci  
C'est avec les Anglais qu'elles combattent ici !

À leur tête, comme toujours juchée sur ses grands  
cheveux,  
Dame Michelle Tisseyre vient brandir son drapeau,  
Un peu en retrait Solange-Roche-Pleureuse  
Ne cesse de sangloter sur ses belles Rocheuses  
À cette vue si touchante, plusieurs de ses compagnes

Pleurent d'avance la perte de ces fières montagnes  
Qu'elles n'on jamais vues, mais comme dit le poète :  
L'Alberta que l'on rêve est toujours plus parfaite...

Ces renforts imprévus portent le désarroi  
Dedans le camp du OUI qui parvient toutefois  
À rallier ses troupes, mais voici soudainement  
Qu'un nouvel allié vient rejoindre Ryan.  
C'est le chef invaincu du royaume ontarien  
Qui vient pour se mêler des affaires du voisin  
Il ne veut pas dit-il que le Québec s'en aille  
Et vient jeter son poids dans la grande bataille,  
N'y reste pas longtemps car des « OUI » incivils  
L'accueillent par ce chant : « Le voilà l'gros Bill »  
Il tourne bride bientôt sur son grand cheval noir  
Et droit vers l'Ontario galope dans le soir.

À ce moment Ryan, saisi d'ardeur guerrière,  
À ses troupes fatiguées lance son cri de guerre  
C'est un cri tout nouveau, il tressaille de joie,  
En leur lançant ces mots : « Mon NON est québécois »  
Mais un écho railleur entre les monts résonne  
Et répond comme un chœur : « Mon NON est  
personne ! »

Jean, mon frère Jean, ne vois-tu rien venir ?  
Demande soudain Ryan à ce valeureux sire.  
« Je vois Pierre Premier et j'entends ses trompettes  
Il se décide enfin à quitter sa retraite ! »  
Et c'est bien en effet le Centralisateur  
Qui arrive portant sur son haume une fleur...  
En conciliabule les deux chefs se retirent  
Pour régler la bataille et le sort de l'empire.

Car la victoire, pour eux, est déjà chose acquise  
Et c'est alors qu'éclate une funeste crise.

Pierre Premier comme toujours refuse de céder  
Aussitôt arrivé il veut tout commander  
Ryan ne l'entend pas du tout de cette oreille  
Et rassemble ses barons pour tenir grand conseil.  
Qui eut cru, s'écrie-t-il devant cette assemblée,  
Que Pierre, mon ami, mon frère, ma moitié,  
Voudrait pour lui seul avoir tout le pouvoir  
Nous laissant quelques miettes, et que cette victoire  
Qui s'en vient, à laquelle auront contribué  
Tous ceux qui sont ici, moi-même le premier,  
N'aura servi en fait qu'à rehausser sa gloire ?

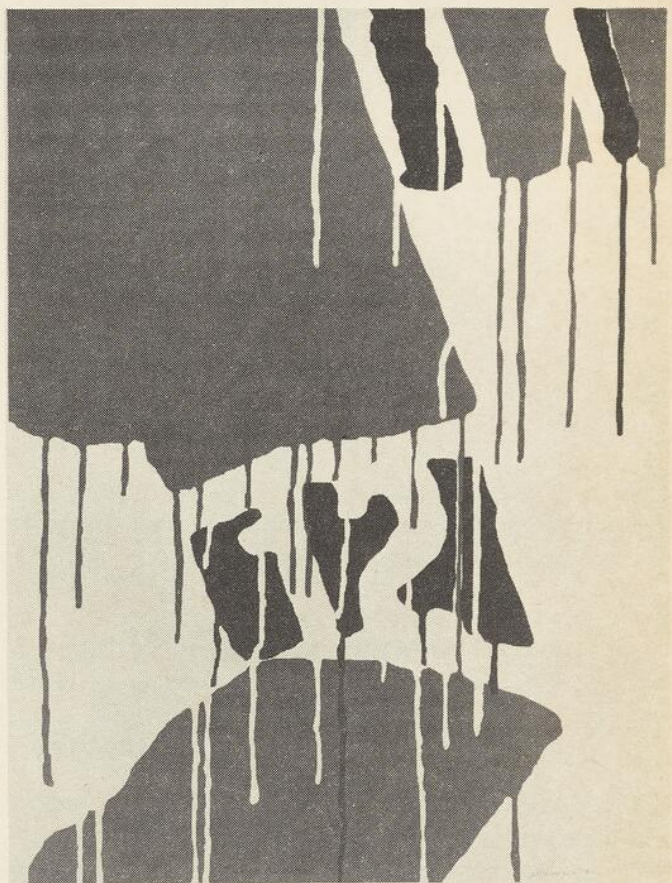
Avec le récit d'une action aussi noire  
La zizanie s'installe dedans le camp du NON  
Une partie des troupes songe à la désertion  
Voyant ce qui se passe les OUI encouragés  
Multiplient les hauts faits et voyant le danger  
Ryan veut rallier le reste de ses troupes  
Mais beaucoup sont partis et les autres en déroute  
Pierre Premier, fou de rage, l'accuse d'être félon  
Ryan sur-le-champ veut venger cet affront  
Les barons les arrêtent, ils reprennent le combat  
Contre les troupes du OUI qui avancent à grands pas  
Après une lutte sauvage ils sont faits prisonniers  
Et gardés sous la tente de l'Évêque René  
Où ils peuvent à loisir poursuivre leur querelle...

Et dans tout le pays se répand la nouvelle  
La victoire du OUI, la défaite du NON  
Et c'est grande liesse dans toute la nation  
Mais ce sont d'autres chefs qui vont négocier  
Le partage du royaume et un nouveau traité  
Pierre Premier, voyant l'échec de son grand dessein,  
Est parti subito visiter les lieux saints  
Ryan l'accompagne qui veut se mortifier  
Il ne manque à ce groupe que l'Évêque René

Fatigué des combats, mais il a trop à faire  
Pour se retirer dans quelque monastère.

Pendant que de partout montent les cris de joie  
Les ennemis d'hier à la table s'assoient  
Aux querelles stériles mettent le point final  
Et enfin les deux peuples parlent d'égal à égal.

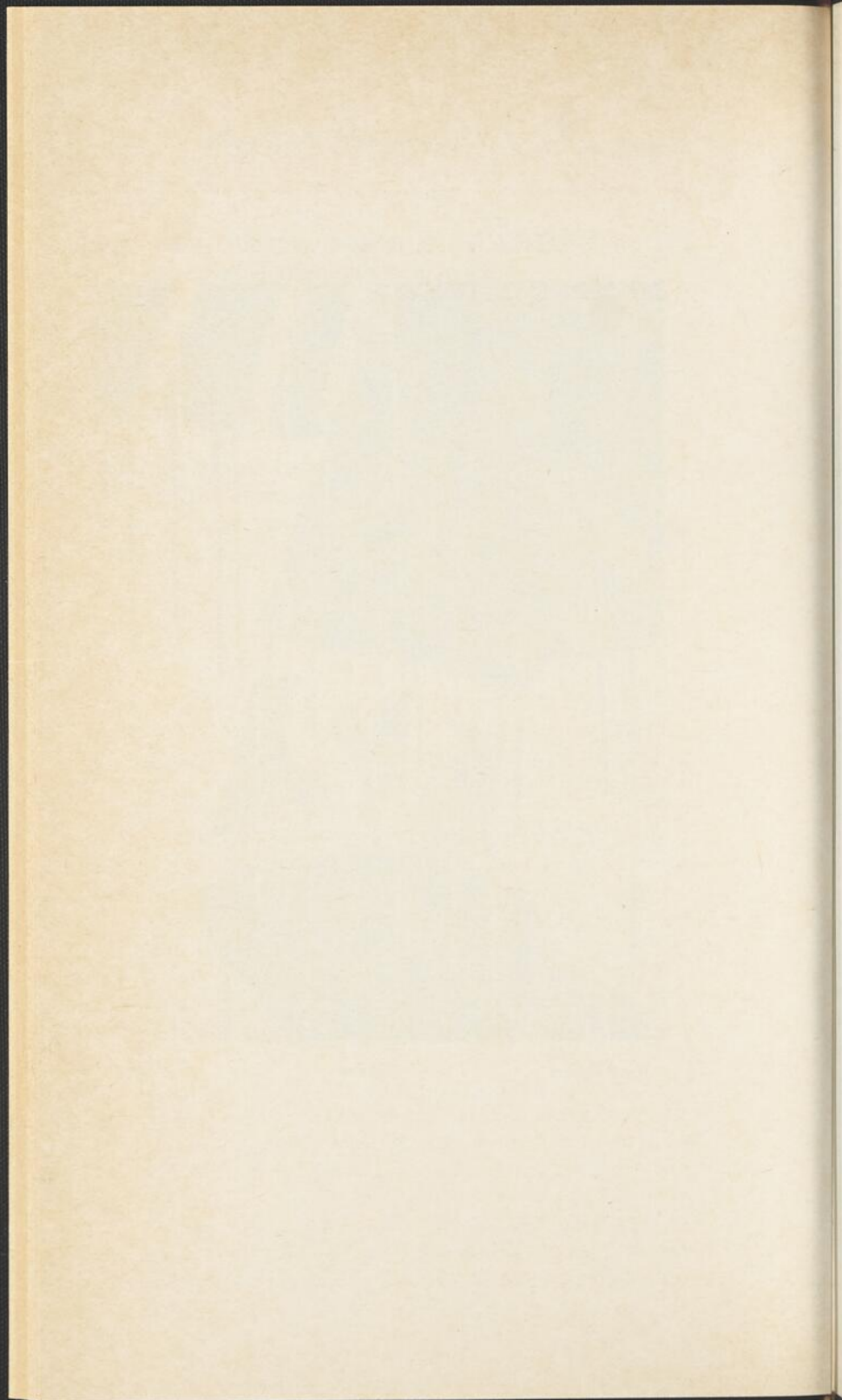
Ainsi se termine cette geste du OUI  
Qui corrige l'histoire d'un malheureux pays  
Puisse grâce à l'humour ce petit exercice  
Servir d'exutoire, peut-être d'exorcisme...



*Road Runner*

gravure

1978



## **Constituons le peuple québécois**

Si le peuple du Québec veut être reconnu, il devra commencer par se reconnaître lui-même en émettant une déclaration où il proclame son existence et ses coordonnées.

Au cours des dernières années, diverses tentatives ont été faites en ce sens dont il importe de dégager la portée car elles éclairent de façon assez nette la voie qui devra être empruntée la prochaine fois.

Depuis plus de vingt ans, tous les gouvernements du Québec ont déclaré sur le mode le plus solennel, à l'occasion de toutes les conférences constitutionnelles et lors de nombreuses résolutions à l'Assemblée Nationale, qu'ils représentaient plus que des intérêts provinciaux tels que définis par la constitution canadienne, qu'ils parlaient au nom d'un peuple et qu'ils entendaient, sous une forme ou une autre, faire reconnaître ce statut.

Il apparaît maintenant que toutes ces déclarations ont eu peu de portée réelle, précisément parce qu'elles étaient émises par un gouvernement provincial dont le

statut légal relève d'une constitution sur laquelle il n'a aucun contrôle, comme l'ont démontré très nettement les récentes négociations constitutionnelles. À cette occasion, rappelons-le, l'Assemblée Nationale a refusé la nouvelle constitution du Canada dans un vote réunissant les représentants libéraux et péquistes de la très grande majorité de la population québécoise, sans que cela n'en infléchisse en aucune façon l'adoption. En d'autres termes, le Gouvernement du Québec ne gouverne à la limite rien puisque son pouvoir est formellement interprété par un autre gouvernement.

Vouloir utiliser un gouvernement provincial à des fins nationales québécoises relève donc d'une attitude foncièrement irréaliste qu'on peut apparenter au jeu des enfants qui conduisent bruyamment d'imaginaires voitures de course bien assis à la table de cuisine. Toutes les lois provinciales, sur quel que sujet que ce soit, sont susceptibles d'être déclarées nulles et non avenues par le Gouvernement du Canada et ses tribunaux. De même, un gouvernement provincial ne peut empêcher le Gouvernement du Canada d'exproprier à des fins canadiennes une partie quelconque de son territoire. Dans ces conditions, il est difficile de considérer le gouvernement provincial comme autre chose qu'un gouvernement secondaire dont les activités sont sujettes en dernière instance à la volonté d'un gouvernement qui lui est supérieur.

Ainsi, l'Assemblée Nationale a vu ses législations linguistiques tant libérales, qu'unionistes et péquistes être amendées par les décisions des tribunaux canadiens. L'important ici n'est pas d'évaluer la valeur intrinsèque des amendements canadiens mais de constater que, dans tous les cas où elles s'opposent formellement, la conception canadienne l'emporte toujours sur la conception québécoise, même quand cette dernière fait l'objet d'un large consensus parmi la population québécoise.

Qui plus est, chaque tentative de législation linguistique provinciale à des fins nationales n'a pour effet en définitive que d'affirmer les fins canadiennes en y intégrant les volontés québécoises. Tout comme le poisson s'enferme de plus en plus solidement à l'hameçon à chaque mouvement qu'il a pour s'en libérer, le gouvernement provincial contribue systématiquement à l'édification de la nationalité canadienne par ses législations québécoises. Un gouvernement provincial, quelles que soient les intentions des personnes qui le dirigent, ne peut donc servir qu'à intégrer le Québec dans le Canada, même et surtout quand ses prétentions y sont contraires.

Il est tout à fait compréhensible qu'il en soit ainsi dans l'esprit de tous les gouvernements canadiens et dans celui de toutes les personnes qui se considèrent canadiennes avant tout. Ce qui se comprend beaucoup moins, c'est que des personnes et des gouvernements québécois, qui se proclament autant, sinon plus, Québécois que Canadiens, trouvent cette situation à peu près normale, c'est-à-dire acceptent, au niveau de la gouverne politique, que ce qui est canadien puisse, dans tous les cas, prédominer sur ce qui est québécois.

Bien sûr, chacun évoque les résultats du référendum pour justifier cet état de chose. À cette occasion, le peuple québécois a refusé d'affirmer sa propre priorité politique, permettant ainsi au gouvernement canadien de continuer à traiter le gouvernement québécois comme celui d'une simple province canadienne. Bien plus, l'auto-négation politique du peuple québécois a autorisé le gouvernement canadien à promouvoir par tous les moyens possibles l'unité canadienne. Cette unité, il faut bien le constater, signifie dans la pensée officielle de toutes les grandes formations politiques canadiennes (Parti Libéral du Canada, Parti Progressiste-Conservateur du Canada, Nouveau Parti Démocratique) la négation de l'existence politique du peuple québécois, au détriment

de celle du peuple canadien. Ne sera québécois que ce que le peuple canadien permettra de l'être. Et il ne permettra pas l'émergence d'un peuple québécois qui soit son égal au plan politique. L'histoire constitutionnelle des vingt dernières années illustre en effet le net rejet de la conception dualiste du Canada, telle que prônée par le mandat de la Commission Laurendeau-Dunton (1963) et le rapport de la Commission Pépin-Robarts (1979), au profit d'une conception unitaire. Ont été ainsi rejetées les notions relatives au « deux nations », aux « deux peuples fondateurs » et aux « deux cultures », soit précisément celles sur lesquelles se fondaient les revendications constitutionnelles des gouvernements québécois. N'a été acceptée que l'idée du bilinguisme, de façon souvent plus formelle que réelle, et limitée à certains droits bien spécifiques sur certaines portions du territoire canadien.

Par contre, en échange de ces concessions à l'usage de la langue française au Canada, dont l'impact le plus important au Québec a ironiquement été de limiter les efforts de francisation, les représentants fédéraux du Québec ont abandonné la seule revendication constitutionnelle fondamentale : celle de la reconnaissance politique du peuple québécois. Ce faisant, ils ont carrément nié son existence, ils ont troqué son droit d'aînesse contre un plat de lentilles bilingues dont, au surplus, aucun représentant des communautés de langue française au Canada ne s'est déclaré satisfait.

Or, il faut faire reconnaître ce droit d'aînesse. Si le peuple du Québec a refusé la formule qui lui était proposée par le gouvernement provincial lors du référendum, cela ne signifie nullement qu'il ait renoncé à son existence politique propre et le Gouvernement du Québec, quel que soit le parti qui en assume la direction, devra continuer à affirmer cette existence, car un droit qui cesse d'être revendiqué perd toute prétention future à être reconnu.

Il faut donc que le Gouvernement du Québec, quel qu'il soit, mette au point une formule qui permette au peuple québécois de s'affirmer politiquement afin d'être reconnu par les autres peuples. Sans être alarmiste, il faut admettre que le temps presse, que l'unité canadienne se fait de plus en plus agressive, que la planète se rétrécit de plus en plus, qu'il sera de plus en plus difficile pour les peuples qui n'auront pas été reconnus bientôt de l'être dans un avenir prévisible.

Sans cette autoaffirmation et sans la reconnaissance qui en découle, il n'est possible aux peuples de survivre qu'au prix d'efforts qui taxent de plus en plus lourdement leur énergie jusqu'à l'irréversible désintégration de la volonté de vivre autrement, de se gouverner soi-même. C'est pourquoi des peuples qui ont depuis longtemps perdu le droit de se gouverner continuent de le revendiquer par tous les moyens disponibles, même quand les probabilités de succès paraissent minces.

Une élection ne constitue pas le meilleur moyen de cette affirmation car, dans le système électoral structurellement bipartiste qui nous régit, elle ne peut conduire qu'à une division du peuple. L'affirmation du peuple nécessite au contraire l'assentiment des deux principaux partis politiques québécois, qui ont tous deux, rappelons-le, refusé la nouvelle constitution canadienne. Elle nécessite aussi que les énergies se concentrent sur ce qui unit les gens du Québec et non sur ce qui les divise, comme le fait, par définition, une élection. Il est évident que l'autodétermination du peuple québécois a toutes les chances de réussir si elle se fonde sur la collaboration entre ces partis et toutes les chances de faillir si elle entend résulter de l'écrasement de l'un par l'autre. Après tout, l'accession au statut de peuple reconnu n'implique en aucune façon l'exclusivité de l'exercice du pouvoir en faveur de quelque parti que ce soit. Il convient donc de dissocier de la façon la plus formelle la question de l'au-

todétermination du peuple de celle du choix de ses dirigeants.

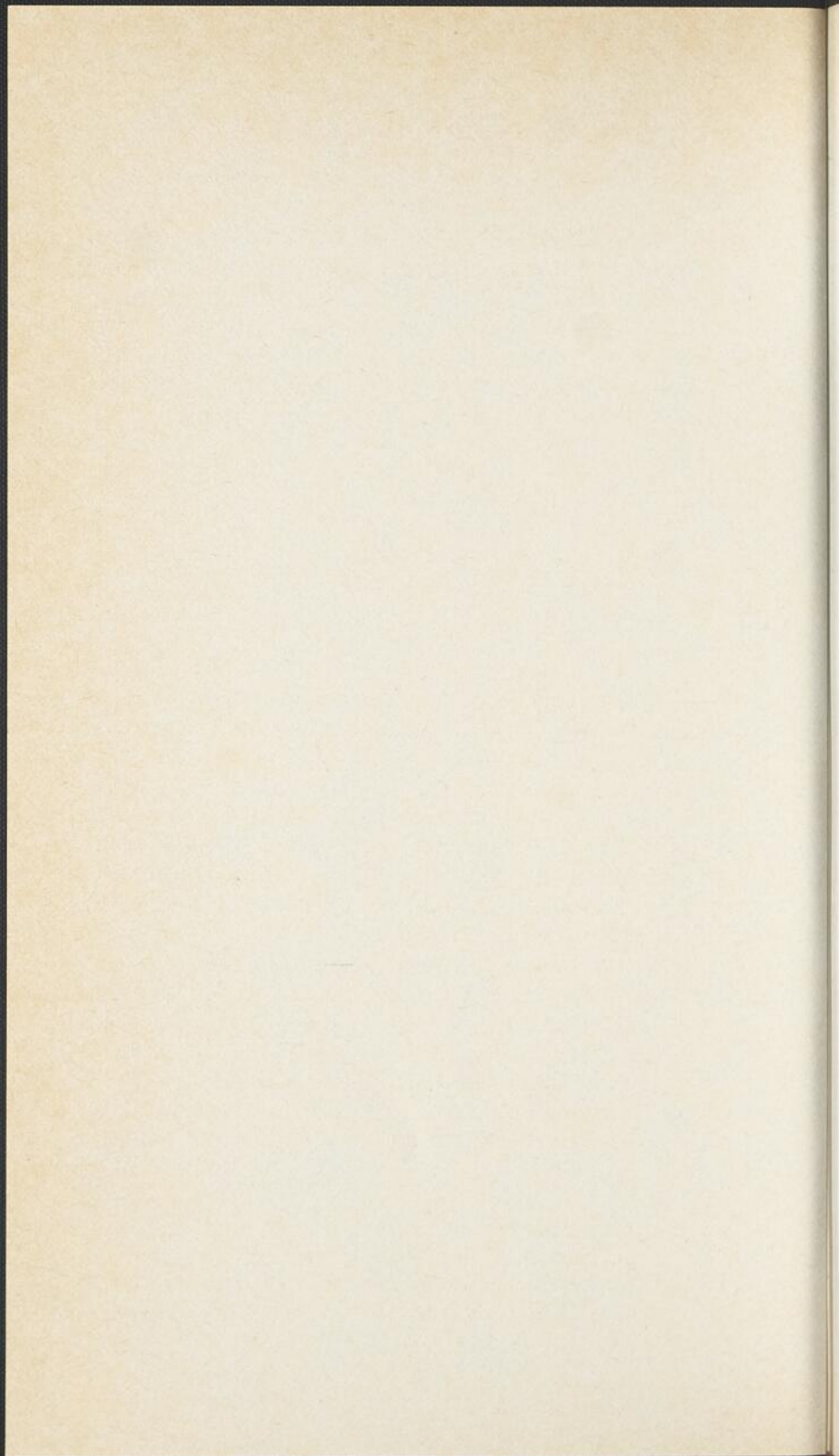
De même, il convient de distinguer formellement la question de l'autodétermination de toutes les autres questions qui en empêchent la résolution. Un peuple ne peut, en effet, affirmer son existence que sur la base du plus large assentiment possible de ses membres. Quiconque recherche cet assentiment sur des voies trop étroites, telles des garanties d'une gouverne à droite ou à gauche, socialiste ou capitaliste, individualiste ou collectiviste, autoritaire ou libertaire, nie en fait le droit du peuple à s'autodéterminer, c'est-à-dire le droit du peuple à s'orienter comme il l'entendra quand il l'entendra.

Compte tenu de ces considérations, le Gouvernement du Québec devrait dans les plus bref délais créer un mécanisme qui permette la collaboration de toutes les personnes et organisations acquises à l'idée de la reconnaissance du peuple québécois afin de préparer une déclaration solennelle en ce sens. Il va de soi que ces personnes et organisations incluent les deux principaux partis politiques québécois de même que certaines ailes québécoises de partis fédéraux.

Il va de soi également que cette collaboration ne sera rendue possible qu'à la condition expresse d'une volonté de compromis de part et d'autre, condition qui implique que puissent être surmontés les antagonismes partisans au profit de l'unité québécoise, seule garantie de la reconnaissance du peuple québécois.

Il va aussi de soi que ce mécanisme permette que soient entendues et considérées avec grand soin les représentations de tous les autres peuples intéressés par la question québécoise : peuples indiens et inuits bien sûr, mais aussi peuples français et anglais de l'Amérique et de l'Europe.

Il va de soi, enfin, que le peuple québécois doit lui-même émettre cette déclaration à l'occasion d'une consultation populaire car c'est lui seul en définitive qui devra affirmer son existence, proclamer son nom, décliner ses coordonnées idéologiques, politiques et géographiques. Alors et alors seulement, il sera constitué politiquement comme peuple et reconnu de tous.



## **Les nouveaux habits de la souveraineté**

À la mémoire de mon ami Sandy Burgess,  
journaliste et populiste généreux, décédé à  
Rimouski le 30 août dernier.

Au Parti québécois, la crise semble avoir usé prématurément langage et dirigeants. Le mythe unificateur de l'indépendance vacille chez de plus en plus de femmes, de jeunes et de syndiqués. L'esprit du temps entraîne nos intellectuels les plus superficiels vers ces nouvelles modes que peuvent être virage technologique, américanité, retour à l'individu. Et pourtant, pour peu qu'on y réfléchisse, l'indépendance constitue encore pour les Québécois francophones la meilleure sinon l'unique façon d'instaurer en Amérique du Nord cette société pacifique, autonome et solidaire que nous sommes nombreux à poursuivre dans nos rêves et nos travaux quotidiens. Encore faut-il qu'au lieu de disséquer la pseudo-spécificité de nos traits culturels nous nous distinguions par l'originalité et la hardiesse de nos projets économiques, sociaux et culturels.

### **Les vieux patriotes**

Loin des réalités du pouvoir et de la société, malmenés par le chef et le gouvernement, irrités par l'allure des

dernières négociations dans le secteur public, un grand nombre d'indépendantistes de la première heure accusent le P.Q., quand ce n'est pas au fond la société québécoise, d'avoir trahi leur rêve. Pour eux, l'histoire est à reprendre avant mai 1980. Tout est à recommencer au début : parti, leadership, programme, stratégie. Obsédés d'une pureté sans contrainte, ces amoureux déçus, plus prêts à changer de peuple que d'idée, semblent parfois espérer l'échec définitif qui justifierait leur pessimisme et libérerait leur culpabilité.

Ne retrouve-t-on pas cette tendance suicidaire et apocalyptique chez ceux et celles qui voudraient à tout prix imposer au prochain congrès du P.Q. de faire de l'élection prévue pour 1985 un nouveau référendum où l'avenir du gouvernement Lévesque et le destin de la société québécoise seraient intimement associés. Du seul point de vue de la stratégie, cette décision pêcherait par imprudence. Nombreux sont les indépendantistes à ne plus vouloir voter P.Q., plus nombreux encore les électeurs péquistes encore hésitants face à l'indépendance. Espérer enclancher pour de bon le processus d'accession à la souveraineté grâce à une majorité absolue lors des prochaines élections, c'est pour le P.Q. se fixer un objectif irréalisable, tout en effarouchant de nombreux électeurs. Tout au plus pourrait-on organiser à la même date, en deux opérations distinctes, élections et nouveau référendum : les électeurs satisfaits pourraient alors renouveler leur confiance au gouvernement, tout en retardant encore leur choix constitutionnel définitif ; quant aux indépendantistes, ils s'exprimeraient sans crainte de lier leur rêve aux vicissitudes d'un seul parti.

De toute façon, si la réalisation de tout grand projet politique nécessite un réalisme pédagogique bien ancré dans le temps et la vie quotidienne, il faudrait y songer à deux fois avant de demander aux Québécois de répéter le sociodrame de 1980. Une même génération pourrait-elle se permettre un deuxième échec de cette envergure

sans retomber dans les grands désespoirs et les aliénations définitives ?

Si, dans son ensemble, le P.Q. demeure profondément tenté par cette perspective un peu apocalyptique, c'est une option beaucoup plus réaliste, axée sur le plein emploi, la concertation et le virage technologique, qui semble l'emporter pour le moment au gouvernement et dans les instances supérieures du parti.

### **La garde montante**

Au Québec, parler de plein emploi, de virage technologique et de concertation n'est ni original ni controversé. Tout le monde le fait, même Robert Bourassa, Daniel Johnson et Brian Mulroney. Encore faut-il se demander à qui ces nouvelles idées profiteraient vraiment et, si l'on est souverainiste, en quoi elles accéléreraient le processus de libération nationale. Si la « garde montante » de Jacques Parizeau a trop faim, qui l'empêchera de rançonner le pays et de troquer son butin pour un compte en Suisse ou un condominium en Floride ?

Prenons d'abord le virage technologique. Si une société comme la nôtre n'y peut probablement pas plus échapper que les Canuts de Lyon à la révolution industrielle, il ne nous garantit, loin de là, ni un développement économique continu ni l'entrée dans un nouvel âge d'or où l'égalité et la démocratie fleuriraient d'elles-mêmes.

Les quelques études consacrées ici au virage technologique, dont Henri Beauchemin fait une excellente synthèse dans ce numéro, s'accordent pour admettre qu'à court terme il fera sûrement disparaître des emplois, moins que si on ne le prenait pas cependant. Les réductions d'emploi atteindront davantage le secteur tertiaire, via la bureautique, et par conséquent les fem-

mes qui, aux niveaux inférieur et moyen, y sont nettement majoritaires. Même dans l'industrie secondaire et primaire traditionnelle, 80 % des nouveaux investissements sont aujourd'hui, à l'inverse des années 1970, destinés à accroître la productivité et seulement 20 % à augmenter la capacité des entreprises, c'est-à-dire le nombre de choses produites (Sylvain Gouz, Directeur du service économique de TF1 au Colloque du P.Q. sur l'économie, mars 83) : l'arrivée des robots dans l'industrie automobile aux États-Unis et au Japon en constitue un excellent exemple.

Par ailleurs, il est loin d'être évident que la conjoncture mondiale et la situation du Québec sur l'échiquier canadien lui permettent d'accueillir ou de créer les industries de pointe qui compenseraient rapidement les pertes d'emploi inévitables. Les politiques fédérales ne vont évidemment pas en ce sens ; notre niveau de vie ne nous permet pas de concurrencer facilement le Japon, la Corée ou Singapour ; quant aux maigres ressources dont nous disposons, elles ne suffisent pas à financer à la fois les canards boiteux (pâtes et papier, Québécois, Sidbec) et une percée technologique significative.

Il nous faut donc écouter avec la plus grande prudence les sirènes libérales et péquistes qui, avec le virage technologique, nous promettent presque le plein emploi jusqu'à la fin de nos jours. Un secteur important de la population y trouverait sans doute travail enrichi, qualité de vie accrue, haut revenu mais, pour la majorité des travailleurs et des couches populaires, la précarité de l'emploi et la dépendance risqueraient d'en être accentuées. La société « duale » redoutée par André Gorz, François de Closets et de nombreux autres observateurs, avec ses clivages accrus entre les générations, les sexes et les régions, serait alors l'horizon prévisible. Dans le No. 3-4 — du Vol. 6 de Possibles, Éric Alsène (*Expérimentation autogestionnaire et société dualiste*, pp. 171-196) emprunte à la Documentation Française une description

de ce type de société. D'un côté « un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'informatique et les techniques de pointe ainsi que les langues étrangères » et de l'autre « un vaste secteur traditionnel incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'institutions de redistribution, d'hommes moins mobiles, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus conventionnel et plus classique ». Face à ce modèle, Alsène suggère une société « dualiste » où toute personne peut-être à la fois conviviale et informatisée. J'y reviendrai plus loin.

Déjà le Conseil du Statut de la Femme nous met en garde en montrant comment, au Québec, les femmes sont particulièrement affectées par l'opposition de plus en plus nette entre économie formelle et économie souterraine, indice certain de l'émergence ici d'une société « duale » dont les ravages dans des pays comme le Brésil et le Chili ne sont plus à démontrer.

Dans ces conditions, fonder l'échéance de 1985 sur le virage technologique et le plein emploi c'est, lorsqu'on est péquiste, négliger une bonne partie de son électorat sans risquer d'attendrir la « garde montante » qui, jusqu'à nouvel ordre, est loin d'être prête à quitter Bourassa, Turner ou Mulroney, pour la faconde de Jacques Parizeau ou les ciseaux acérés d'Yves Bérubé.

Même en cas de reprise économique, beaucoup d'emplois disparus ne seront pas retrouvés. Les jeunes et les femmes continueront de frapper aux portes du marché du travail. De nombreux chômeurs devront opter de façon définitive pour un bien-être social plus ou moins accompagné d'une insertion partielle dans l'économie souterraine. Quant aux nouveaux emplois créés, ils continueront à être temporaires ou à temps partiel.

Si l'on n'y prend garde, le virage technologique proposé contribuera même de plusieurs façons à accroître notre dépendance. L'établissement d'industries de pointe nous obligera encore longtemps, l'affaire des ordinateurs à l'école l'a montré récemment, à continuer d'importer de l'Ontario et des États-Unis capitaux, produits et services, augmentant ainsi notre déficit commercial et notre statut d'économie dominée. L'accroissement de la population rejetée hors du marché régulier du travail nécessitera un recours de plus en plus nécessaire aux capitaux et aux programmes de l'État canadien. Cette impossibilité pour beaucoup de gens aptes au travail de participer aux bienfaits des nouvelles technologies comme consommateurs et surtout comme producteurs ne pourra que les opposer, de façon souvent imprévisible, à ce qui constituera pour eux un mirage ou les ancrer davantage dans la dépendance, la marginalité et le défaitisme.

Sous le couvert de la modernité, je crains que plusieurs dirigeants péquistes, inconsciemment sans doute, soient en train de miner les bases de la souveraineté et d'une social-démocratie pour qui l'égalité des chances demeure un credo intangible, au delà des crises et des transformations sociales.

Bien sûr, il y a la concertation. Née dans la foulée de l'animation et de la participation, elle semble impliquer comme elles qu'il suffirait qu'enfin patrons, syndicats et Gouvernement se parlent pour que les conflits s'aplanissent et qu'émergent rapidement les solutions à la crise. L'heureuse Autriche vient remplacer dans nos rêves la lointaine Suède où nos fonctionnaires effectuèrent jadis tant de missions. Voeu pieux de tous les gouvernants démocratiques, la concertation ne constitue pourtant pas une panacée : elle n'a d'ailleurs en elle-même rien de spécifiquement social-démocrate, comme l'expliquait aux membres du P.Q., Lise Poulin-Simon : « On associe souvent le terme social-démocratie à des partis politiques

qui seraient les porteurs d'un projet social faisant largement appel à la concertation. Il faut éviter de considérer l'instrument qu'est la concertation comme un fin en soi, vide de contenu, ou comme un moyen que se donneraient des gouvernements qui veulent gouverner le moins possible. À mon avis, la social-démocratie est avant tout un projet social de développement économique qui, pour réaliser ses objectifs, a besoin de la participation continue des groupes socio-économiques. Cependant, cette participation ne peut se substituer au projet lui-même (« Résumé des exposés du Colloque Crise et Mutation » mars 1983. Parti Québécois. Dossiers du Centre d'Animation politique. p. 22)

Ce qui manque encore à la concertation québécoise c'est un plan de développement précis ou l'État esquisserait ses projets à moyen-terme et une structure formelle de consultation où les divers groupes socio-économiques seraient associés de façon permanente à la définition et à la réalisation de ce plan. En leur absence nous oscillerons entre les spectacles à caractère pédagogique fournis par les Conférences socio-économiques et les consultations-bidon qui ont fait depuis vingt ans la spécialité des ministres québécois. L'État, encore plus que les partenaires sociaux, doit se convertir à la concertation.

Quant au patronat privé québécois, ce n'est un secret pour personne, il souhaite la défaite rapide du Parti québécois. Essentiellement hétérogène, ses principaux porte-paroles viennent de la PME alors que les multinationales continuent à dominer l'économie du Québec. Son discours public oscille entre la défense d'un libéralisme économique depuis longtemps anachronique et la résistance acharnée à toute initiative progressiste dans le domaine du travail : loi anti-scab, santé et sécurité au travail, accréditation sectorielle ou multipatronale, loi sur les fermetures d'usines. Le nouvel intérêt du gouvernement actuel pour le secteur productif et l'entreprise

devrait donc logiquement viser autant sinon plus les secteurs public, coopératif et communautaire que le seul enrichissement des PME et des multinationales. Si les socialistes français, qu'on veut nous donner comme exemple, tentent de revaloriser la productivité c'est quand-même à la suite d'une vaste nationalisation des banques et des entreprises stratégiques, assurant le contrôle prépondérant de l'État sur l'économie. Nous en sommes encore loin.

Du côté des syndicats, le caporalisme gouvernemental lors des dernières négociations dans le secteur public ne les incite guère à la concertation. Tout au plus l'acceptent-ils pour des problèmes précis et dans des secteurs bien délimités sans adhérer, à la CSN et à la CEQ du moins, à l'ensemble du processus. Pour de nombreux syndiqués, le gouvernement Lévesque, malgré la législation ouvrière la plus avancée en Amérique du Nord, est paradoxalement devenu aussi pro-patronal que les libéraux. Ce ne serait pas la première fois qu'une crise aurait forcé des sociaux-démocrates à faire le travail des capitalistes.

Mais, même s'il se réalisait malgré ces obstacles, le processus de concertation nationale ou sectorielle impliquerait surtout les technocrates et les leaders de l'économie formelle, laissant de côté les consommateurs, les groupes les plus démunis et les nouveaux exclus du virage technologique. Le processus de dualisation de la société en serait encore plus accentué.

C'est à tous les niveaux de l'économie et de la société que la concertation devrait s'étendre pour donner un nouveau visage au Québec. La participation des travailleurs à la gestion des entreprises, celle des citoyens au niveau du quartier, de l'école, de la MRC, constitueraient la seule forme sérieuse de concertation, la seule façon d'assurer une véritable émancipation des québécois. Aucun front commun entre Louis Laberge, Ghis-

lain Dufour et Yves Bérubé ne ferait le poids dans une telle perspective.

Le virage technologique auquel le P.Q. nous convie a encore de la chair à prendre s'il veut vraiment se distinguer de celui des libéraux, éviter de nous enfermer encore plus dans le carcan canadien et surtout profiter davantage aux plus démunis qu'à une « nouvelle garde » aux dents longues.

### **Nouveau langage, nouvelle culture**

Le projet indépendantiste s'est développé dans l'enthousiasme des jeunes, des femmes, des travailleurs, des intellectuels et des classes moyennes. Il ne pourra se réaliser sans un nouvel effort de ceux et de celles qui forment la majorité de la population. Mais de nombreux indices indiquent la désaffection de ces groupes : chez eux, les avatars du parti au pouvoir semblent se répercuter temporairement sur la conviction souverainiste.

Ni le vieux langage du RIN ni le nouveau discours technologique ne réussiront à court terme à refaire la coalition des résistances, des enthousiasmes et de l'imagination. La politique, surtout lorsqu'il s'agit d'une mutation aussi importante que la souveraineté, se nourrit plus de symboles et d'idéaux que de budgets Parizeau, de projets de constitution et de haute technologie. Les jeunes nous l'ont fait savoir avec une certaine naïveté lors de leur dernier sommet en nous mettant en garde contre une indépendance qui ne pourrait intégrer ces valeurs plus profondes que sont pacifisme et qualité de vie. Il nous appartient maintenant de leur montrer que ces projets peuvent aller de pair.

L'idée de plein emploi est à repenser. Si l'on veut que tout le monde dispose d'une emploi stable et suffisamment rémunérateur, il va nous falloir collectivement tra-

vailler moins, diminuer la journée, la semaine ou l'année de travail de façon radicale. Au lieu de la société « duale » et inégalitaire en train d'émerger, c'est un monde « dualiste », où les mêmes personnes partageraient les avantages de la sphère technologique et de la convivialité, qu'il faudrait viser. Les exclus de l'économie formelle, jeunes et femmes surtout, veulent y participer à condition qu'elle ne domine pas leur vie et qu'elle laisse place à d'autres préoccupations : voilà le véritable sens de l'allergie des jeunes aux anciennes formes de travail et de hiérarchie ou de la préférence de nombreuses femmes pour le temps partiel. Par ailleurs, combien de salariés à plein-temps, disposant de revenus suffisants, seraient prêts à troquer une diminution de salaire contre du temps libre. Allons à la rencontre de ces deux mouvements, cessons de nous prêter à toutes les compromissions pour accroître le nombre des jobs, et voyons plutôt à mieux répartir le nombre d'emplois existants.

Dans ces conditions, les économistes et les écologistes s'entendent là-dessus, la société de consommation actuelle doit changer de sens : il devient nécessaire de revenir aux idées, éculées pour certains, de responsabilité et de frugalité. Proposer, comme certains syndicalistes, de diminuer le temps de travail sans toucher aux salaires et croire augmenter ainsi le nombre absolu d'emplois, c'est ou de l'inconscience ou de la pure démagogie.

Le salaire, au fond, demeure un indice peu fiable du bien-être des individus et des groupes, si l'on ne considère pas en même temps le niveau des impôts et la qualité des services offerts par l'État et les diverses collectivités. Dans une société capitaliste comme la nôtre, abandonner la plus mince tranche de son salaire réel c'est presque à coup sûr enrichir les fabricants de missiles et les technocrates. Dans un monde plus égalitaire, ce serait accepter de laisser tomber des biens de consommation privée souvent superflus et imposés par la publicité

au profit des services collectifs fournis par la société ou encore, si une diminution du travail survient en même temps, participer à l'édification d'une société plus frugale et plus conviviale.

Loin de vouloir briser les réglementations étatiques étouffantes au seul profit d'une entreprise privée que les néo-libéraux tentent de remettre en selle, la société conviviale valorise la société civile, le communautaire, le coopératif, les groupes restreints où une bonne partie des services assumés jusqu'à maintenant par l'État et l'entreprise pourraient être effectués par tous et toutes dans le temps libre dégagé par l'affaiblissement de l'économie de marché.

Si nous voulons vraiment une société indépendante et libérée, au Québec, nous devrions pousser jusque là nos réflexions sur le plein emploi, le virage technologique et la concertation. La coalition proposée ici par Édouard Cloutier en sortirait enrichie d'un nouveau langage et de nouveaux adeptes autour d'un projet souverainiste définitivement ancré à la fois dans le réaliste et l'égalité. Nombreux sont ceux et celles qui, au delà du défaitisme et de l'économisme étriqué, attendent un tel projet pour se remettre à la tâche.

Un récent document du P.Q., « Le Québec et le défi social-démocrate », tout en n'allant pas très loin dans la remise en question des idées reçues, a le mérite d'insister sur le changement de mentalité, la nouvelle culture que nous imposent à la fois le défi technologique et le désir d'émancipation. Ces transformations profondes étant plus difficiles et plus lentes qu'un changement du système fiscal ou des lois du travail, on doit s'interroger encore plus, si on les souhaite, sur l'opportunité d'une élection-référendum dès 1985. Ne risquerait-on pas de compromettre ainsi définitivement une évolution qui nécessitera encore un travail énorme de mobilisation et de pédagogie ?

Dans cette perspective, l'arrivée sur la scène fédérale d'un parti nationaliste lié au P.Q. me paraît susceptible de mieux fonder le processus de libération nationale. Rejoindre l'adversaire sur son propre terrain, défendre nos intérêts à Ottawa durant la période de transition, accroître la légitimité internationale du mouvement indépendantiste, contribuer à restructurer la scène politique canadienne autour des Conservateurs et du N.P.D., voilà autant de façons de favoriser l'émancipation des Québécois. Pour éviter que le nouveau parti tombe aux mains d'ambitieux, de tacticiens ou de kamikazes qui le conduiraient à l'échec électoral ou au reniement, le P.Q. doit cependant lui consentir un appui sans réserve et garder un contrôle sur son programme et son leadership. Espérons que la préférence pour un parti nouveau plutôt qu'une aile interne au P.Q. ne soit pas une façon habile pour certains leaders d'abandonner à elle-même l'organisation naissante.

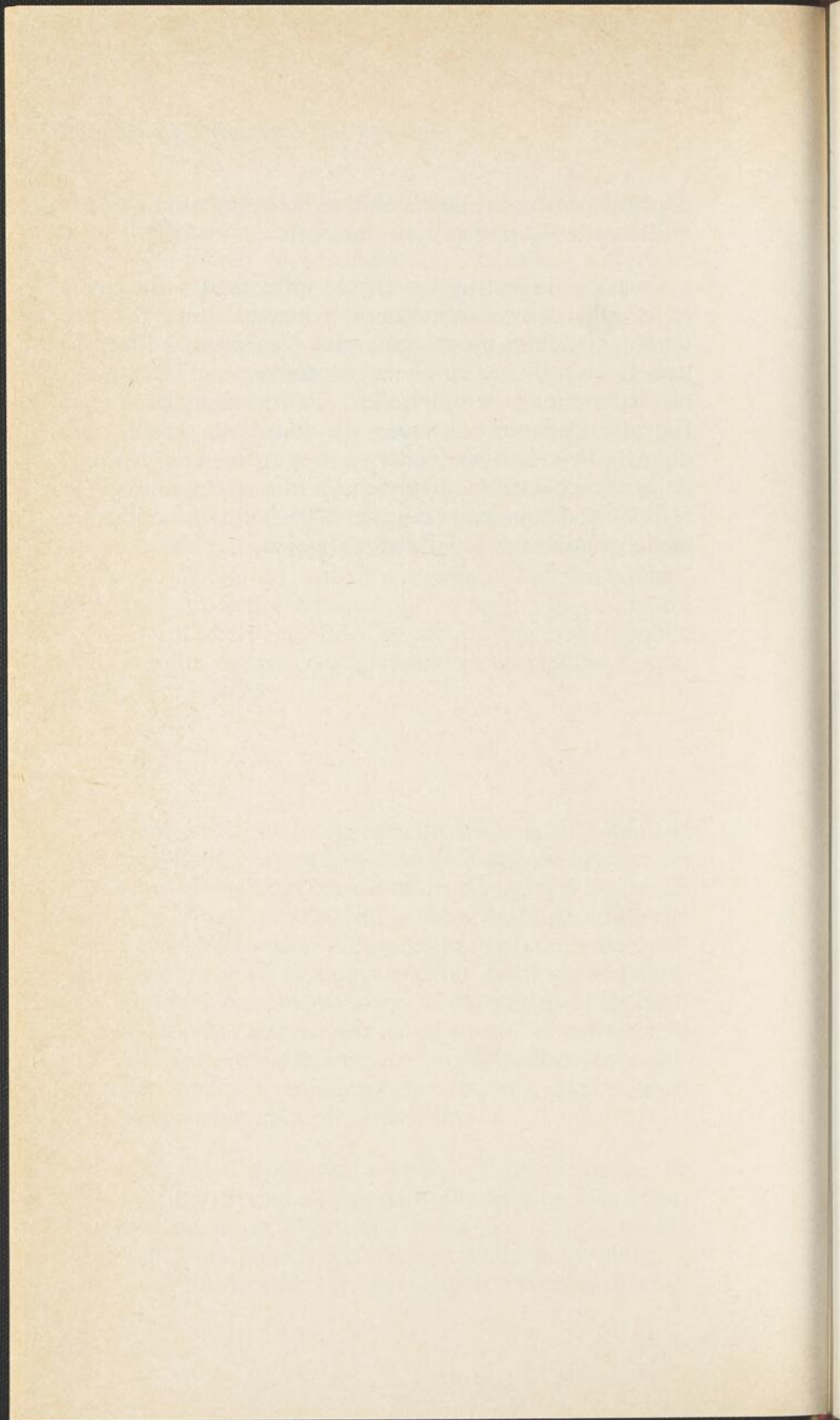
\* \* \*

Les défaitistes et les pseudo-réalistes auront beau la mettre en doute, la souveraineté politique du Québec lui assurerait un meilleur avenir et un plus grand espace de liberté en Amérique du Nord. La spécificité culturelle est en effet plus vision du monde qu'ensemble de comportements, elle se conjugue plus au futur qu'au passé. Sans un État à eux, même allégé et décentralisé, les pacifistes québécois auront peu de prise sur les missiles de l'OTAN, les écologistes peu de possibilités de concrétiser leurs rêves, les créateurs peu de chances de résister à l'impérialisme culturel américain.

Comme on l'avait cru d'abord, l'indépendance ne nous viendra cependant pas naturellement et sans effort à mesure que les générations d'avant-guerre laisseront la place aux plus jeunes. La crise actuelle nous oblige à plus de transparence et de rigueur. Autant que la

déprime, une nouvelle révolution culturelle, moins tranquille celle-là, pourrait en émerger.

Ce possible justifie les efforts qu'il faudra consacrer ici et ailleurs à redonner au mouvement indépendantiste un langage et un programme plus conformes à l'aspiration de ses militants et mieux adaptés aux nouvelles réalités économiques et culturelles. Ce travail ne peut faire fi des instruments politiques que nous nous somme déjà donnés. Peut-être les incitera-t-il en même temps à plus de prudence dans la stratégie et à plus d'audace dans la réflexion. Allons-nous faire de 1985 la fin d'une illusion ou la première étape d'une libération.

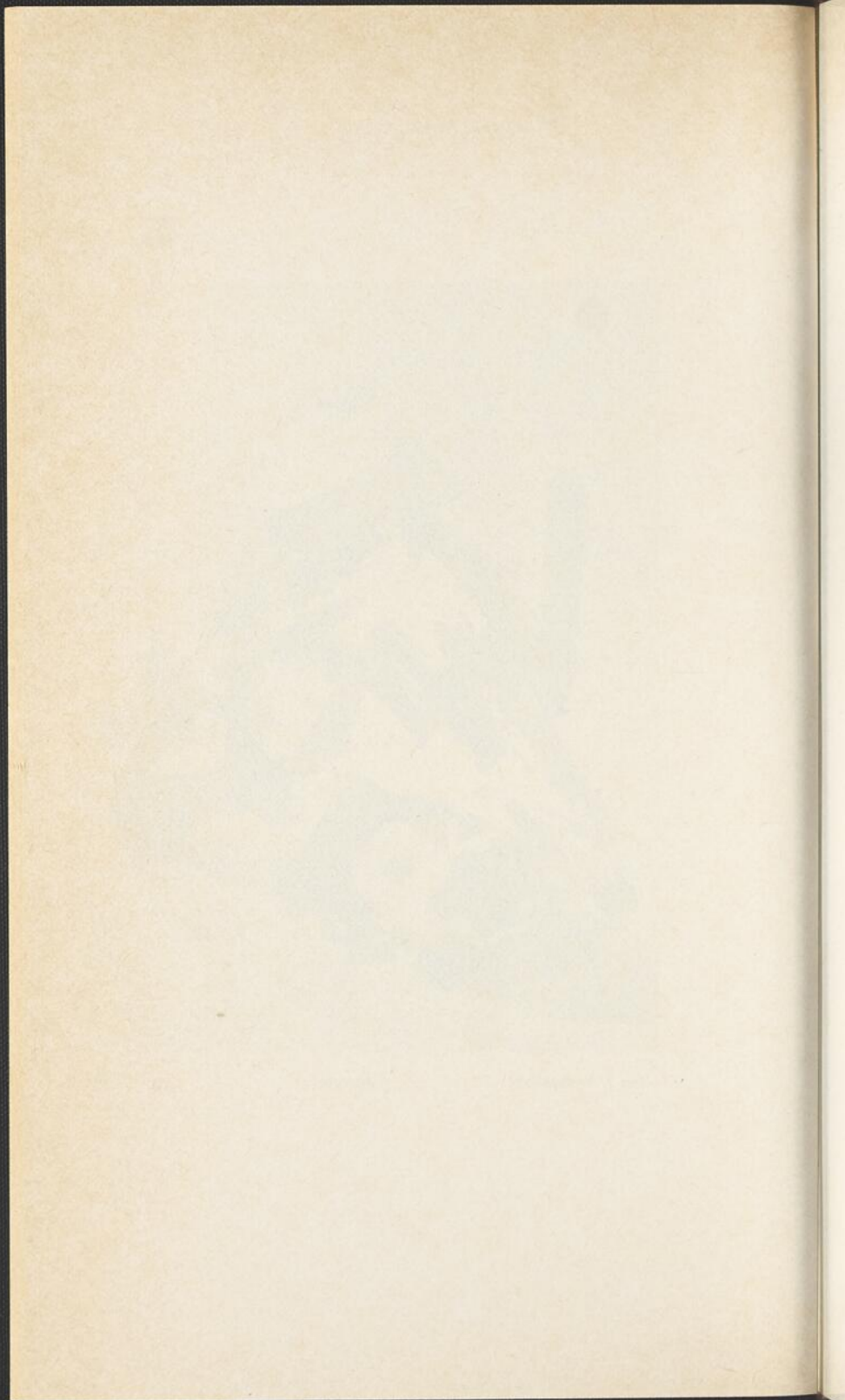




*No 1 de Bangkok*

gravure

1981



## Histoire-fiction

« L'Histoire? Ça alors! Comme si je n'étais pas depuis toujours traversée d'Histoire, d'histoires, par l'Histoire. Vécue d'abord comme une tragédie, un stigmaté, elle me colle à la peau. Ma mère a porté pendant cinq ans l'étoile jaune marquée « JUIF » pendant toute la guerre et nous n'avons jamais dormi au même endroit deux soirs de suite. De m'être sentie autre, à part, si longtemps et si jeune, m'a donné une certaine idée de l'Histoire comme mort.

Pourtant, l'enchevêtrement de l'Histoire subie-vécue-agie et de l'Histoire pensée-analysée-théorisée, ce va-et-vient douloureux a pris l'allure d'une migration hâtentante ne trouvant jamais de point d'attache, à partir du *Cheval blanc de Lénine*. Ce fut comme si une réflexion sur l'Histoire n'était possible que par le détour de la fiction, que par le détour du mentir-vrai, selon l'heureuse expression de Louis Aragon. L'Histoire-métaphore si l'on veut, à côté d'une Histoire restée dans le réseau de son discours explicatif, argumentatif même s'il y traîne encore quelque élément de récit.

L'Histoire-fiction dont je parle n'a rien à voir avec le roman historique ou l'Histoire romancée. Il s'agit de l'inscription de l'historique dans le texte littéraire, ou dans un texte-simulation du texte littéraire, et des retombées idéologiques de cette écriture. »

Régine Robin

« L'Histoire c'est le manque »  
*Liberté* no. 147, juin 1983.

Dans un pays-fiction qui n'a que le nom et les frontières qui l'enchaînent, il est difficile d'écrire autre chose qu'une fiction. Et peut-être faut-il être exilé, n'être pas tout à fait d'ici ni tout à fait d'ailleurs, être de nulle part en quelque sorte, nul pays nulle patrie, pour assumer et entériner par l'écriture le mentir-vrai de toute Histoire. Le roman *La Québécoite* de Régine Robin (éd. Québec-Amérique 1983) met en oeuvre une série de procédés aptes à édifier un texte-simulation : à produire, tout en la démontant, la fabrique du mentir-vrai de l'écriture de toute Histoire et, finalement, de toute écriture.

La Québécoite est seule, juive errante, vient d'une histoire de désappropriation et de privation, tente d'entrer dans un territoire aussi étrangement démuné qu'elle ; ce pays-Québec mythique qui n'en est pas un : peuplé d'immigrants, d'exilés, de survenants, de conquérants-conquis. Il y a une ressemblance entre ceux-ci. Le choix territorial de la Québécoite n'est pas innocent : d'elle à celui-ci, il y a cet amour, ambivalent jusqu'à la haine, comme tout amour, heureux dans la reconnaissance de cette même dénaturation territoriale, mais douloureux aussi puisque cette terre d'élection n'offre pas plus de frontières que celles des vieux pays des pères et des mères, abandonnés.

La Québécoite est seule et coite. Il n'y a pas d'autres personnages avec elle, sinon ce pays qui lui résiste, à la fois terre d'accueil et de rejet : terre de lancinante promesse constamment renouvelée et de l'impossible réalisation sans cesse répétée. La Québécoite est donc renvoyée à sa seule Terre promise, la Fiction, et son seul territoire, comme l'écrit Edmond Jabès, sera celui du Livre.

Et quel livre ! À quelques exceptions près, il est tombé dans des oreilles de sourds et des yeux d'aveugles et a connu le même sort silencieux que son prédécesseur, *Le*

*Cheval blanc de Lénine ou l'histoire autre* (éd. Complexe, 1979). Mis à part deux textes, écrits d'ailleurs par deux québécois venus d'ailleurs, deux « immigrants » ou « néo-québécois », comme l'on dit ici, ces « Histoires-fictions » de Régine Robin ont eu l'air de choir en plein désert<sup>1</sup>. Supporter sur soi le regard lucide de l'autre n'est sans doute pas facile, surtout quand cette autre nous dévoile une image déformée, fragmentée, faite de pièces éparses, lambeaux historiques et morcellements culturels. Mais, peut-être davantage parce qu'elle nous montre, nous révèle sans discours, elle est coite, l'impossibilité de recoller les morceaux : la quête fictive qui consiste à vouloir, de façon obsessionnelle et impuissante depuis la Conquête, unifier dans une Terre promise un peuple hétérogène à sa Nation mythique.

Et si ce « va-et-vient douloureux » entre une « Histoire subie-vécue-agie » et une « Histoire pensée-analysée-théorisée » prenait aussi pour nous « l'allure d'une migration haletante » avec, comme « seul point d'attache, la Fiction », peut-être verrions-nous que la Conquête elle-même devient le sujet par excellence, le personnage central de notre quête légendaire et peut-être verrions-nous ce que le Mythe enfin dévoile derrière ce qu'ont toujours montré les textes pensés de l'Histoire érudite : une fiction de conquis-dominés pour cacher notre statut de conquérants en Terre amérindienne. Des bribes de cette Fiction se trouveraient, bien sûr, du côté de la « littérature », fiction incertaine, décousue, fragile au regard de laquelle l'Autre, l'étranger, le survenant est à la fois menace de dévoilement du Mythe initial et promesse de réconciliation, de pardon.

L'Histoire-fiction que nous montre la Québécoite aphone (sans paroles, sans discours, sans arguments) ne

---

<sup>1</sup> Il s'agit des textes de Michel Euvrard et de François Péraldi, publiés respectivement dans *Les Cahiers de la Femme* et dans *Spirale*.

peut donc revêtir l'aspect du roman historique, ce Tout globalisant et unificateur qui est le pendant imaginaire de l'Histoire officielle, sorte de romance du Vrai académique. Venant d'ailleurs depuis toujours, étant l'Autre au départ, il n'est pas permis à la Québécoite d'entrer dans la fiction du Même, sa vérité admise ou sa romance mise en marché. Elle ne peut reconstituer une totalité de ce qui n'existe pas, roman ou essai, ne peut pénétrer ce qui n'a pas de centre unificateur. Dans ce pays d'excentration territoriale, peuplé d'ex-centriques, de décentrés, elle promènera son regard, non pas distant mais « éloigné », périphérique. Et elle en déchiffrera tous les signes, toutes les inscriptions qui se donnent à lire, et à écrire, puisque l'écriture deviendra son centre et le Livre ses patries fragmentaires.

Dans cette quête des signes, Montréal deviendra la ville-métaphore, porteuse privilégiée de toutes les inscriptions hétérogènes, de toutes ces figures ou tropes de l'ex-centrement. Il n'y a pas UN centre, à Montréal ; il n'y a pas UNE histoire. Il y a autant de centres ou d'histoires qu'il y a de groupes ou de strates ethniques. Il y a donc autant de périphéries. Le regard de la Québécoite tentera en vain de sortir de ses périphéries d'exil pour pénétrer ce centre réconfortant promis à tout exilé, et en saisir UN sens. Mais comme il n'y a que *des* centres, et par voie de conséquence *des* sens mythiques, qu'il s'agisse d'Outremont, de Snowdon ou du Centre-Sud, elle sera constamment refluee vers ses périphéries d'exil et, dans « ce va-et-vient », promise à la seule contemplation douloureuse des inscriptions hétéroclites et étrangères.

La Québécoite ne peut donc ici *épouser* aucune Cause, politique ou culturelle et ainsi célébrer UNE rencontre dans UNE Histoire centrée et unifiée : vraie comme la scientifique ou romancée comme la littéraire. Elle est l'éternelle fiancée des signes disparates, non encore codifiés dans les manuels et les anthologies, signes qui,

comme toute fiction, hantent les formulaires du Logos, qui ne vont pas mourir aux cimetières des académies et qui ne sont lisibles qu'au regard étranger. Nul ne peut se connaître qui ne devient d'abord étranger à soi-même. Je est l'Autre. Une fiction longtemps demeurée en marge des modes déjà nous l'indiquait. Toute autobiographie est une fiction. À plus forte raison l'ethnobiographie quand il n'y a pas, et fort heureusement, d'ethnocentre.

« Ses bouts de rêves — ville reprise,  
ville d'exils juxtaposés,  
de solitudes amoncelées qui se côtoient sans se voir  
pas de reprise perdue, les fils se voient dans la couture.

Paroles égarées  
à la dérive  
sans points d'appui.  
Paroles étrangères aux idiomes incompréhensibles,  
paroles de communions perdues  
des réseaux disloqués  
paroles qui se rencontrent à l'aveuglette dans la ville,  
paroles nues  
parole autre,  
la parole immigrante. »(p.186)

La parole immigrante ne peut se dérouler comme la bobine linéaire de la fiction narrative. Faite de « discours éclaté » (titre d'un chapitre du *Cheval blanc de Lénine*), de brisures historiques, de textes décousus (noms de restaurants, de magasins, titres de journaux, nomenclatures diverses), elle ne peut se fier sur une « reprise perdue » d'avance, elle se doit à son tour d'éclater en poème, d'afficher ses lambeaux. Elle ne rencontre aucun interlocuteur sur son passage ; il n'y a pas de narration possible. Elle crie et chante ce qu'elle voit, ce qu'elle entend. Elle regarde, elle écoute tous les signes des langues multivalentes et étrangères les unes aux autres dans une ville multiforme. Elle voit, elle regarde ; elle entend, elle écoute la langue. Éternelle fiancée promise au déchiffrement des signes linguistiques et, par ceux-ci, au précieux

travail de remémoration de l'Histoire-fiction : « La langue est notre éternelle bien-aimée » (Gustav Janouch, *Kafka m'a dit*, citation en exergue du « Discours éclaté »).

Et alors, puisque n'entre pas qui veut dans cette ville et dans ce pays, le travail de la remémoration conduira qui veut partir ailleurs, dans une autre histoire-fiction.

Mais peut-être faut-il, pour que ce voyage dans des temps et des espaces étrangers nous soient intelligibles, peut-être faut-il avoir déjà accepté de bon coeur une première déroute historique, celle que nous proposait *Le Cheval blanc de Lénine* ? Parvenir à « se faufiler, à se rendre invisible », pour VOIR le cheval blanc traverser les espaces sibériens jusqu'à Kaluszyn ? Qui connaît Kaluszyn ici ? Qui sait ? Qui veut savoir que le petit village perdu d'un petit père juif perdu se trouvait quelque part entre Treblinka et Auschwitz ? Treblinka ? Mais c'est « près du Bug »... Ça vous dit quelque chose ? On peut bien ne pas recevoir. On peut bien ne pas permettre d'entrer. On peut bien se boucher les oreilles et se fermer les yeux. Et la mémoire. Ça fait trop mal. Et faire des histoires romancées toutes propres et toutes unies qui ne dérangent personne. Mais moi je choisis de retourner à Kaluszyn. En passant par Varsovie :

« J'entends, sourd, ancien, presque éteint, comme un bruissement sous la neige. Mémoire bleue de glace, mémoire rouge, mémoire grise, opaque, de boue et de cendres mêlées à la terre. Alors c'était là. C'était ça ! Pas de Mélodrame. La mémoire se fendille, ne sait rien recoudre. Son patchwork est si malhabile qu'il ne ressemble à rien. Plus rien dans ces plaines d'épopées muettes où moi aussi, à travers mon père, j'ai vu passer les armées bolchéviques. »(p.12).

Plaines d'épopées muettes qui verront par la suite passer les armées hitlériennes, épopées muettes des dérives forcées vers Paris, Londres, New-York ou Montréal.

Épopées chantées dans les langues étrangères des petites-filles de Belleville, de Snowdon ou de Brooklyn. Mémoire des pays défaits, refaits et encore dissous sans laquelle tout projet de pays indépendant et libre est voué à l'échec : à l'enfermement, l'encerclement dans ses frontières, l'étouffement, la sclérose. Alors, la québécoise donne une leçon d'Histoire aux petites-filles et petits-garçons d'ici.

« Raconter l'Histoire ou raconter des histoires », dans toutes les langues bien-aimées, devient le leitmotif de son récit-poème. À ceux et celles qui ont perdu toute « mémoire historique », tout sens de « l'Histoire », au commencement des commencements était le Livre, le Livre des Histoires. Il était une fois...

Il était une fois la Commune et la Bastille, mais aussi le Troisième Reich ; il était une fois les rébellions, les révoltes et les révolutions mais aussi les ghettos et les pogroms. Il était une fois Franz Kafka, Edmond Jabès et Maurice Blanchot, mais aussi Alfred Döblin, Jacob Frank et Mortre Himmelfarb. Et Sabbatai Zevi. Et le Zonar. Et la Torah. Et Hannah que Jacob épouse. Et les voyages : Andrinople. Et Smyrne où Jacob prie sur la tombe de Nathan de Gaza. Vous connaissez Nathan de Gaza, gens de peu de mémoire, et vous croyez pouvoir édifier un pays ? Et la Podolie ? Puisqu'il faut mettre les points sur les i, « ça se trouve au sud-ouest de l'Ukraine, entre le Dniestr et le Bug ». Et puis :

« Revenir à Chmielnicki. La geste des cosaques Zaporozhye. Montrer les enjeux et le système de l'arenda dans lequel les juifs se trouvaient pris — la colonisation des terres par la noblesse polonaise — Bogdan Chmielnicki qui se veut le grand hetman d'une Ukraine autonome. Il neige. Tu aimais tant la neige Natacha — Rester assis au bureau de pin sous la fenêtre d'angle, emmitoufflé dans la robe de chambre, à la main le vieux stylo new-yorkais Bedford, avec une vingtaine de bouquins

tout à l'entour, avec un café très chaud et une tartine de saumon fumé sur du philadelphia cream cheese — le vieux couleur de ciel se sent revivre, redémarre. Il reprend son texte un peu fou, sa tentative fantastique de faire revivre Sabbatai Zevi. Rien à voir avec ce cours à la manque. L'imagination galope à travers le bassin méditerranéen, campe quelque temps à Jérusalem et se fixe quelque part en Europe orientale au pays du Baal Shem — c'était du moins le plan établi mais le texte a dévissé, blessé dans les crevasses de l'inconscient. Tu ne sortiras pas du ghetto. Tout ramène à la dernière guerre. Au camp dans la neige avec mon numéro sur l'avant-bras gauche. Natacha à moitié morte. Le retour à Paris et notre fuite. La grande rafle. Les Français tous collabos tu disais. Tu ne voulais pas. Enfin déboucher sur Sabbatai Zevi. Le point de vue théologique entre guillemets, le point de vue psychanalytique, le point de vue psychiatrique, le point de vue historique tout simplement — le personnage énigmatique »(pp.46-47)

Entre le vieux savant de Podolie et la jeune juive Québécoise se trament des histoires et le texte-simulation fabrique une nouvelle Histoire-fiction. Inédite. Encore inouïe. Personnages énigmatiques, à peine lisibles, à peine audibles, pris dans les rets des crevasses de l'inconscient blessé. À peine supportables pour les scripteurs et lecteurs modernolâtres que nous sommes devenus à la recherche de héros historiques romancés, unificateurs et réparateurs. La Québécoise n'est pas une héroïne. Aucune histoire n'est arrangée ou pardonnée par une quelconque unité narrative. Les histoires plurielles vivent dans leurs paradoxes. L'Histoire réelle se sait fictive, impossible à recoller dans sa totalité et l'Histoire-fiction devient véridique, fidèle aux opacités, aux brisures, aux blancs de mémoires de la multiplicité des histoires enchevêtrées. Dans la fragmentation du texte-simulation, il y a un respect de la dérive des mémoires, de leur circulation entre les frontières. Et l'écriture de théorie-fiction sait ne pas pouvoir fixer cet échange, arrêter ce flot que l'écriture assume et poursuit

jusqu'à penser l'impossibilité des frontières du Livre ou du Pays.

L'énigme de Podolie me ramène à celle de l'Albinie, Pays-fiction du dernier film d'André Forcier, *Au clair de la lune*. Oeuvre étrangement québécoise, d'exil intériorisé, qui doit s'imaginer ailleurs, partie, sortie du pays contraint pour enfin pouvoir se rêver : se penser, s'inventer. Oeuvre fragmentée, brisée, de désapprovisionnement, de dénuement. Peut-être faut-il venir d'ailleurs et d'ici, c'est-à-dire de nulle part, pour accepter une telle déperdition ? Peut-être faut-il savoir, mais savoir désapprendre ? Oublier ce qui fut appris par l'Histoire-Vraie : ce qui fut pris, consommé, consumé dans et par la connaissance d'un LIEU précis qu'ici et ailleurs l'on nomme étrangement PAYS<sup>2</sup>.

Textes d'exils, leçons de choses historiques, essentiels échos à peine perçus dans les couloirs achalandés des super-marchés de livres ou de films, tels sont pour moi *La Québécoite* de Régine Robin et *Au clair de la lune* d'André Forcier. Une immigrante d'ici, un Québécois d'ailleurs, qui disent, chacun à leur façon :

« Pas d'ordre. Ni chronologique, ni logique, ni logis.  
 Les articulations sont foutues.  
 Il n'y aura pas de messie.  
 Il n'y aura pas de récit.  
 Rien n'aura eu lieu,  
 aucun lieu,  
 tout juste une voix plurielle,  
     une voix carrefour,  
     une voix de l'autre au brisant du texte  
 la parole immigrante. »

(*La Québécoite*, p.161)

<sup>2</sup> Voir mon texte sur *Au clair de la lune* dans le prochaine numéro de la revue *Dérives*.

Une voix de l'autre au brisant du texte. Cela me rappelle aussi cette autre parole immigrante dont les échos n'arrêtent pas de se fracasser contre le mur de notre silence et de notre ignorance pour ce qui n'est pas de « chez-nous », de chez Nous-Autres : Alberto Kurapel, exilé chilien à Montréal depuis bientôt dix ans ; cinq disques, autant de spectacles, à peine connu, « reconnu », à peine capable de subsister. Un dernier disque : *CONTRA-EXILIO* (APIR ;KAU-5722-05), et c'est la voix de l'autre au brisant des textes : violon du Nord, guitare du Sud, violon Carignan-Gauvreau, guitare Benjo Cruz-Kurapel. Et plusieurs autres :

« Violons marginaux,  
guitares incarcérées,  
Toiellenousilje  
et vouloir être autre chose de plus  
qu'un passeport »

(chanson *Québec*)

« Toiellenousilje », ça vous dit quelque chose ? Aussi bizarre que la folle langue de Claude Gauvreau. Aussi étrange que les élucubrations imagées et parlées du pays perdu de l'Albinie. Pas étrange du tout si l'on a à l'oeil et à l'oreille les signes insolites qui circulent ici :

« Oui, noter toutes les différences. Ne rien oublier, ni les marques de dentifrices, les chaînes de Barbecue, celles de Pizzas, ni les marques de savon ou de lessive. Pénétrer l'étrangeté de ce quotidien. En exil dans ta propre langue. Le leurre de la langue. Ni la même, ni une autre.

L'AUTRE dans le MÊME.  
L'inquiétante étrangeté d'ici. »

(*La Québécoite*, p.176)

Face à cette inquiétante étrangeté de la ville-métaphore et du pays-fiction, le texte peut bien constamment glis-

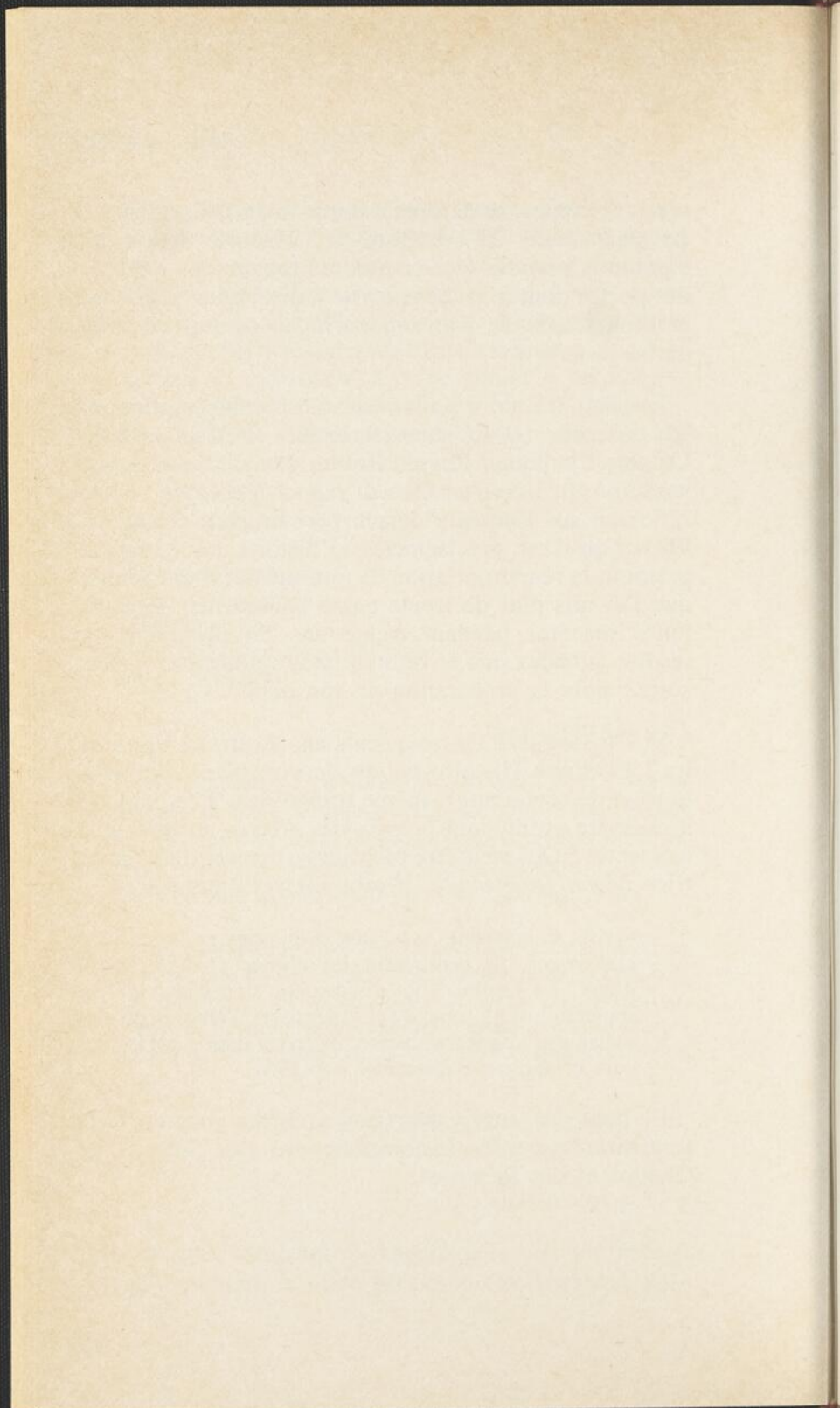
ser, s'échapper, se dérober comme le dit la narratrice de *La Québécoite*. Et l'écriture de l'Histoire-fiction peut bien alors prendre vie, comme de tous temps l'écriture des poètes dont la tâche consiste à dire, dans le bonheur et l'inquiétude de l'invention, là où ça fuit de toutes parts, justement.

Et peut-être alors seulement une réappropriation est-elle possible, d'un sujet scripteur ou d'un peuple ? Comme l'indiquait Régine Robin, dans le texte de présentation du livre, *Le Cheval blanc de Lénine* : « Une réflexion sur l'histoire de ma part ne peut échapper à l'heure qu'il est, précisément, à l'histoire d'une réappropriation, la réappropriation de moi-même, d'une identité que j'ai mis plus de trente ans à contourner. Recette : faites macérer pendant trente ans un problème non résolu, attendez que le refoulé fasse retour avec fracas, sortez alors la préparation de son bain... »

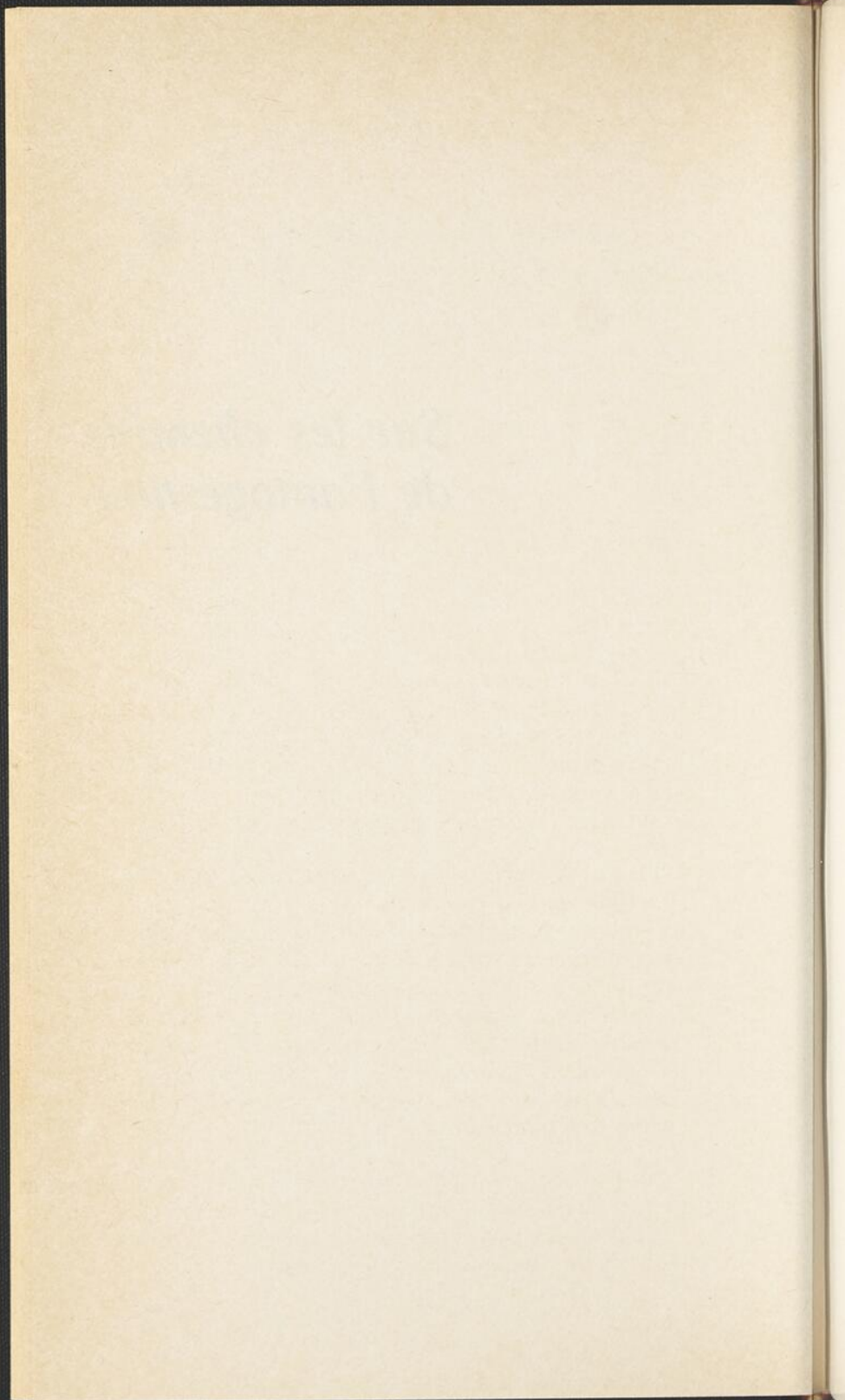
Et s'il s'agissait de trois cents ans de strates de refoulés ? Et d'une Histoire-fiction de conquêtes, de rébellions et de révolutions, même tranquilles, à re-penser et à ré-écrire en invitant la voix des Autres au brisant de nos textes ? Ou, peut-être bien aussi, comme dit la narratrice de *La Québécoite*, rêvant sur ses amis d'ici :

« Tout doucement, sans rien dire, sans se le formuler clairement, ils sentiraient les choses changer autour d'eux. Le Québec tout doucement s'en irait vers une société plurielle sans qu'il y paraisse. Témoins de cette métamorphose inconsciente, ils en seraient aussi les obscurs et anonymes artisans. » (p.195).

Et pour les survivants, nos archives mnémoniques feraient revivre les histoires-fictions des Shtetls, des Ghettos et des Réserves.



*Sur les chemins  
de l'autogestion*



## **Les nouvelles technologies : plus qu'un virage**

L'on compare fréquemment la révolution du micro-ordinateur à la révolution automobile du début du siècle. Les images de prospérité économique, grâce à la micro-informatique, nous sont constamment projetées comme la fin de nos malheurs et le début d'une ère nouvelle où le bonheur sera à une simple portée de...clavier.

En fait, l'arrivée du micro-ordinateur signifie beaucoup plus qu'une transformation de l'économie, comme ce fut le cas pour l'automobile. Nous avons affaire à une vraie révolution sociale. Les répercussions de la micro-informatique sont telles qu'aucun des secteurs politique, économique et social de la société ne sera épargné. Car ce qu'il faut bien voir, c'est que, loin de ne constituer qu'une transformation limitée, l'apparition des nouvelles technologies a pour corollaire la transformation du champ des rapports sociaux.

Au Québec, quoique ce ne soit pas encore très apparent, nous passons d'une société de type industriel à une société de type post-industriel (au sens tourainien), c'est-à-dire à une société de l'information.

## 1. Les nouvelles technologies : un aperçu général

Ce qui a permis le développement aussi rapide des nouvelles technologies tient d'abord à la surminiaturisation de leurs composantes. D'un ordinateur de la taille d'une pièce, nous sommes passés au micro-ordinateur tenant sur le bout du doigt avec toujours la même capacité de mémorisation et de traitement. Et il semble que ce ne soit pas fini ! Les recherches qui se font dans ce domaine font en sorte que les coûts de production de ces nouvelles technologies baissent continuellement, ce qui les met, de plus en plus, à la portée de tous.

De plus, il s'agit d'un outil d'une très grande adaptabilité. Le fait qu'il traite de l'information, peu importe sa provenance ou sa nature, lui permet de s'intégrer très rapidement au milieu dans lequel il se trouve. Sa capacité de traitement est tellement élevée qu'il en devient un instrument de gestion très efficace et peu coûteux.

## 2. Au travail

C'est d'ailleurs au travail que son application est la plus avancée présentement. Car son utilisation permet, de façon générale, d'augmenter la productivité d'une entreprise tout en conservant et souvent en diminuant les coûts de production.

### 2.1 *Secteur de la production*

Au niveau de la transformation et de la production de biens manufacturés, le secteur des nouvelles technologies est très peu développé au Québec. L'on n'y retrouve qu'une vingtaine de robots industriels sur les quelques deux cents canadiens.

Mais ici, il faut faire attention : les robots sont utilisés au Canada, ils n'y sont pas fabriqués. Leur origine est

américaine, japonaise ou européenne. Il n'existe aucune entreprise canadienne qui produise des robots. C'est un retard qui devient de plus en plus insurmontable. Surtout si l'on sait que les Japonais ont déjà plus de treize milles (13,000) robots en activité, dont certains sont à produire... des robots, que les Américains en ont plus de six milles deux cents cinquante (6,250) en activité, tandis que les Européens en comptent plus de six milles cent (6,100) en activité présentement (chiffres tirés de *Québec-science*, vol. 21, no. 9). Cela a comme conséquence directe de rendre le marché canadien de plus en plus dépendant des grands producteurs étrangers (sur la robotique, voir Halary C., *Faut-il de robots industriels au Québec?*, GRETS, UQUAM, 1982).

Même s'il s'agit d'un secteur peu développé au Québec, certains effets, du moins à court terme, peuvent être analysés. Ainsi, comme le robot permet une plus grande automatisation du procès de travail, il élimine les travailleurs rendus non nécessaires à des postes précisément occupés par les robots. D'où l'apparition d'un chômage dit « technologique », dans la pire des solutions, ou encore, un déplacement horizontal de la main-d'oeuvre affectée, dans la meilleure solution.

De fait, si l'on pousse l'idée à son extrême, l'implantation des robots, dans le secteur secondaire, aurait comme effet principal d'éliminer le travail directement productif. Il n'y aurait plus personne sur les chaînes de production. Le tout serait laissé aux bons soins des robots. Les avantages, à ce niveau, seraient innombrables pour le Capital : pas de grèves, de maladies, de sabotages ; que des robots dociles et travaillants.

L'implantation des robots crée présentement de nouvelles zones d'emploi dont les principales sont : l'entretien, le réglage et la surveillance. Ce sont tous des emplois non-productifs.

Ces changements apportés par l'implantation des nouvelles technologies dans le procès de production reformulent en soi la logique d'accumulation capitaliste. Elle ne sera plus basée sur l'exploitation ouvrière mais plutôt sur la propriété et le contrôle qu'exerce le Capital sur ces nouveaux moyens de production.

## 2.2 *Secteur des services*

Les nouvelles technologies ont aussi fait leur apparition dans un autre secteur de l'économie qui, jusqu'à date, nécessitait la présence d'un très grand nombre d'employés : le secteur des services. C'est d'ailleurs dans ce secteur qu'elles ont connu leur plus grand essor par l'entremise de la bureautique.

Cette pénétration ne se fait pas sans causer d'énormes chambardements à l'intérieur des milieux de travail. L'ultra-spécialisation qui requiert la mise au point de ces outils et, d'autre part, le peu de difficultés que représente leur opération journalière, semble être à la base d'un phénomène nouveau dans ce secteur de travail : la bipolarisation des compétences.

D'une part, l'on aura les concepteurs, petit groupe de travailleurs ultra-spécialisés et favorisés, dont la tâche est de concevoir l'application du nouvel outil de travail. D'autre part, l'on aura les exécuteurs qui forment le groupe le plus important en nombre et dont la tâche ne consiste qu'à exécuter les commandes nécessaires au fonctionnement du nouvel outil, ce qui ne nécessite aucune connaissance approfondie. Dans ce contexte, le concepteur par ses connaissances, son savoir aura le pouvoir et le contrôle sur le travail de l'exécuteur (cf. les travaux de C. St-Pierre, *Dép. de Soc., UQUAM*, sur la bureautique).

Ce qu'il est important de voir à travers tout cela, pour ce secteur d'emploi, c'est qu'il est formé à 74 % par des

femmes, au Québec. Autrement dit, tous ces changements technologiques dans les services affectent au premier chef les femmes. Ce qui représente un réel danger pour les acquis des femmes dans le domaine du travail (sur cette question, je réfère le lecteur, la lectrice au document publié par le Comité de la Condition féminine de la CSN intitulé *Les Puces qui piquent no jobs*, Montréal, CSN, 1982). Et ici on ne parle pas du contrôle sur les travailleurs-euses ainsi que sur leur propre travail que permet d'exercer très efficacement les nouveaux outils de hautes technologies, contrôle déjà très perceptible chez les téléphonistes et les caissières principalement.

### 2.3 Pour conclure sur le travail

Ainsi l'apparition des nouvelles technologies ne semble pas à première vue, du moins en ce qui concerne le travail, transporter avec elle cet idéal que l'on voudrait bien lui faire porter. Il serait plus juste de dire que l'on assiste présentement, dans le secondaire comme dans le tertiaire, aux mêmes effets à court terme sur le travail.

Un premier serait la perte accentuée de contrôle pour la majorité des travailleurs sur leur travail d'où une détérioration nette au niveau des conditions de travail (Métayer G., *Futurs en tique*, Paris, les éditions Ouvrières, 1982, p. 112).

Le deuxième effet, à court terme, identifiable après l'implantation des nouvelles technologies, c'est le chômage. En effet, même si la micro-informatique n'est pas entièrement responsable du chômage qui sévit présentement, il n'en demeure pas moins qu'elle en augmente la portée à court terme. Ainsi, un exemple parmi d'autres, Bell Canada comptait 13,000 téléphonistes en 1969, 7,400 en 1978 et moins de 7,000 maintenant. On prévoit, en fait, une baisse d'emplois de 30 % d'ici quelques années dans le secteur tertiaire (in *Les Puces...* p.

26-27), et les évaluations restent à faire pour le secondaire.

Sur cette question du chômage et des nouvelles technologies, deux perspectives s'affrontent présentement :

1. La première dit qu'il faut avancer à tout prix dans l'implantation de ces nouvelles technologies dans tous les secteurs du travail et ce, malgré le chômage qu'il semble provoquer. Car ces nouvelles technologies sont garantes d'un meilleur équilibre économique au niveau national et international pour le pays qui les utilise.

C'est la perspective optimiste, celle du Capital et de l'État.

2. La deuxième va dans le sens où les nouvelles technologies, en accroissant la productivité, nécessiteront moins de travailleurs et moins de temps de travail pour produire une même quantité de biens. D'où l'apparition de chômage technologique, de travail à temps partiel et à temps réduit. Une des rares solutions sera de couper en deux ou en partie les postes qui resteront afin de créer de nouveaux emplois et donc baisser le taux de chômage. Mais cette baisse du temps de travail s'accompagnera d'une baisse équivalente des revenus.

C'est la perspective pessimiste partagée par ceux qui sont ou seront touchés par les nouvelles technologies et par un bon nombre de scientifiques (dont M. Albert, *Le Pari français*, Seuil, 1982). Sur cette dernière perspective, le Conseil Central de Montréal de la CSN vient de proposer des solutions médianes tendant vers la réduction du temps de travail mais sans perte de salaire et de droits (voir Conseil Central de Montréal, CSN, *Des emplois pour tout le monde*, éd. Albert St-Martin, Montréal, 1983).

À travers cela, où la réalité se situera-t-elle ? Il est encore assez difficile de bien percevoir l'évolution à moyen et à long terme du travail au Québec. Un consensus semble toutefois apparaître dans les études qui sont publiées à ce jour sur la question ; le chômage technologique est là pour rester. Que ce soit sous la forme de compression de personnel à l'embauche (Rapport Nora-Minc, *L'Informatisation de la Société*, Paris, Seuil, 1978, p. 36) ou encore de remplacement de personnel par des équipements de haute-technologie (Mather B. et al., *Les Conséquences de la micro-électronique pour les travailleurs et les travailleuses au Canada*, Montréal IRAT, Document de réflexion no 3, 1982), le chômage, du moins à court terme, semble faire partie intégrante du paysage technologique que l'on veut implanter ici à tout prix (voir Conseil des Sciences du Canada, *Préparons la société informatisée*, Ottawa, rapport no 33, mars 1982 ; le désormais célèbre *Virage technologique* du Gouvernement du Québec, 1982 ; sur le rapport entre chômage et nouvelles technologies se référer au très intéressant petit livre de O. Pastré, *L'Informatisation et l'emploi*, Paris, F. Maspero, collection Repères, 1983, p. 30 à 41).

### 3. Dans le hors-travail

Comme je le soulignais au début, les nouvelles technologies se retrouvent partout. Alors que la plupart des innovations précédentes n'avaient que des applications restreintes à des domaines précis, la micro-technologie perce l'ensemble du champ social et s'installe dans tous les secteurs de la société, de la maison aux satellites de communications et des loisirs à la consommation.

De transformations dans le travail, nous passons aux transformations dans le hors-travail. Nous en verrons ici quelques applications. Il serait vain de vouloir en faire le tour au complet, d'autant plus que nous sommes pré-

sentement, du moins au Québec, en phase d'implantation, ce qui limite la portée de l'analyse à des considérations générales.

Si l'on regarde du côté des communications, l'essor de la micro-technologie est tout simplement phénoménal. Cela s'explique facilement du fait de la nature même du produit : l'information. Nous avons des exemples chaque jour de l'avancement des recherches dans ce domaine que ce soit par la télématique (Télidon) ou plus simplement par la télévision payante et la technologie spatiale que requièrent ces deux outils de communication.

Les nouvelles technologies ont aussi fait leur apparition au niveau de la consommation, qu'elle soit individuelle ou collective. Dans le premier cas, les services offerts tels que voyages, cartes de crédit, réservations de billets, etc., passent tous par les micro-ordinateurs, banques de données ou autres développements technologiques adaptés à la nature du service.

Dans la consommation collective, son application est déjà répandue notamment au niveau de la santé, tant pour les soins que pour la gestion administrative des soins. Dans l'éducation, le Ministère de la Science et de la Technologie veut implanter jusqu'à 50,000 micro-ordinateurs dans les écoles, d'ici 1988, ce qui aura un impact très important sur l'enseignement. Il est encore difficile d'en juger l'importance. Mais il apparaît tout de même clair que l'éducation devra se réajuster en conséquence, ce qui ne sera pas une mince tâche.

En plus d'être un outil de consommation, la micro-électronique devient un bien de consommation et, à ce titre, s'installe rapidement dans les maisons. Son utilisation à ce niveau sera multiple. En fait, si son développement continue dans le sens présent, le micro-ordinateur deviendra l'outil de consommation à distance parfait

(transactions bancaires, réservations, achats de produits, épiceries, etc.). Et enfin, c'est d'ailleurs par là qu'il a débuté, un centre de loisir individuel (ou collectif?).

Tout ceci, à première vue, risque fort d'augmenter la dépendance des individus face à un nouvel outil technique dont ils ne détiennent aucun contrôle effectif ni dans son développement, ni dans son implantation.

L'arrivée de ces nouvelles technologies dans la vie privée des individus met en lumière un nouveau phénomène dont on ne pouvait prévoir la nature, il n'y a pas très longtemps encore : les banques de données. En soi, elles semblent inoffensives. Mais le fait qu'elles ne soient accessibles qu'à certains groupes d'individus capables de les opérer ou de les utiliser, fait en sorte qu'elles deviennent un instrument de contrôle social d'une portée encore insoupçonnée. Il n'y a qu'à rappeler la liste noire des locataires mise sur pied par les propriétaires montréalais (*Le Devoir*, 14 juillet 1983, « L'ALL dénonce les pratiques illégales de Crédit-Proprio ») ou encore la liste de plus de 800,000 noms élaborés par la GRC, pour nous laisser une impression très désagréable.

Nous venons d'avoir un bref aperçu de la situation présente, l'importance du mouvement à tous les niveaux ne fait plus de doute. Mais qui sont les principaux acteurs derrière le développement de ces nouvelles technologies ? Comment s'opèrent-ils ? Quelle est la place de l'État ? Celle du Québec ? En fait, comment se vivra le conflit social entourant le développement de la micro-informatique au Québec ?

#### 4. L'État et le nationalisme technologique

Tout d'abord, notons que de plus en plus apparaît une nouvelle forme de nationalisme économique que l'on pourrait appeler : le nationalisme technologique. Partout

où l'on parle de nouvelles technologies, l'on parle de l'avance du Japon et des États-Unis, du modèle français ou encore suédois et du retard... canadien. On semble assister à une sorte de retour à l'intérieur des frontières nationales pour assurer le développement des industries de hautes technologies. C'est un retournement assez contrastant si on le compare au mouvement d'internationalisation du Capital auquel nous assistions depuis plusieurs années.

En fait, ce retour au pays n'est pas dû au « mal du pays » des multinationales. Il s'explique plutôt de deux façons principales. La première se rattache au fait que les entreprises se servent de leur État national afin de les aider, financièrement et structurellement, à développer la recherche et la fabrication des nouveaux outils technologiques. On retrouve cette option principalement en Europe, notamment en France et en Suède, et au Canada. L'on se base donc sur le fait que l'État absorbera les mauvais coups au profit des entreprises qui se serviront ainsi des recherches pour en faire profiter leurs propres industries de hautes technologies. Au Canada, nous en avons un bel exemple avec Télidon. L'État en assume presque l'entièreté des coûts de fabrication et de mise au point et le remettra par la suite entre les mains de l'entreprise privée (voir ICEA, *Document préparatoire no 2 au Colloque Robot... Rebelle*).

La deuxième explication de ce « retour à la mère patrie » des grandes entreprises va dans le sens de la nécessité de développer un secteur d'emploi hyper-spécialisé où l'on retrouvera des travailleurs à très forte compétence (une sorte de super-élite du travail) et des instruments de haute précision pour accomplir le travail demandé. C'est l'option des Américains et des Japonais principalement. Ici, il s'agit d'une forme de nationalisme qui tend à garder chez lui les meilleurs aspects du développement de ces nouvelles technologies : haut-savoir, salaire mirobolant et production de pointe.

De façon générale, dans l'une comme dans l'autre, l'on peut voir que les nouvelles technologies, de par leur mode de développement prédominant, demeurent un outil privilégié du capitalisme. C'est pourquoi un des enjeux principaux de l'apparition des nouvelles technologies demeure le contrôle exercé sur ce mode de développement.

Si au Québec, la question se pose de façon cruciale étant donné le retard accumulé, elle prend une allure alarmante si l'on y joint la question de la dépendance culturelle. Car il faut bien voir que l'information traitée n'est pas neutre, peu importe sa nature, et qu'elle véhicule un modèle culturel précis. Si le Québec n'y voit pas, entre autres par le développement de logiciel et didacticiel proprement québécois, la partie risque d'être perdue définitivement (voir sur la domination culturelle du Québec par l'entremise des nouvelles technologies, P. Vallières, « Vers un Québec Post-Nationaliste ? » in P. Vallières et S. Proulx, *Changer de société*, Montréal, Québec/Amérique, 1982).

## **5. La transformation des rapports sociaux et les nouveaux mouvements sociaux**

Ce que l'on vient de voir nous démontre que l'apparition et l'utilisation des nouvelles technologies a un impact concret sur la transformation des rapports sociaux tant dans la société québécoise que dans les sociétés en voie de post-industrialisation. Cette transformation ne doit pas être perçue comme causée par l'unique présence des nouveaux outils technologiques. Chacun sait que la technique est, en soi, neutre. C'est plutôt l'utilisation et donc le mode de développement qui lui est imposé qui est à la base de la transformation des rapports sociaux.

La nature de cette transformation s'explique par le fait que la contradiction principale sur laquelle repose les

rappports sociaux des sociétés industrielles tend à disparaître au profit d'une nouvelle contradiction sociale propre à la société post-industrielle.

Ainsi ce ne sera plus la propriété privée des moyens de production qui sera au centre des rapports sociaux dominants mais plutôt le contrôle sur l'information transmise par les nouvelles technologies qui devient l'enjeu principal des rapports sociaux. Ici donc, le savoir tient lieu de facteur principal de pouvoir.

De plus, comme nous l'avons vu, les nouvelles technologies touchent l'ensemble des activités de la société. Les nouveaux rapports sociaux dominants s'étendent donc au secteur hors-travail. C'est un changement très important par rapport à ce que nous retrouvons dans les sociétés industrielles où la contradiction principale n'était liée qu'au mode de production, donc au secteur du travail.

Nous nous retrouvons avec une nouvelle contradiction sociale qui fait éclater le champ des rapports sociaux à l'ensemble de la société. Ils se définissent par la recherche du contrôle sur les orientations sociales et culturelles d'une société donnée (A. Touraine, *La Voix et le regard*, Seuil, Paris, 1978).

Redéfinir le champ des rapports sociaux, c'est aussi redéfinir les principaux acteurs sociaux que l'on y retrouve. Tout comme A. Touraine, je les définirais comme deux classes opposées :

- Les technocrates : ce sont ceux qui, pour un appareil de domination, ont « la capacité et la responsabilité de choisir, atteindre et modifier » les fins propres à leur organisation (in *L'Après-Socialisme*, Paris, Fayard, 1982, p. 134).
- Les usagers, dans le sens large, ce sont « ceux qui se définissent par leur opposition à la domination

d'un appareil quelconque » (in *La Voix et le regard*, op. cit. p. 16).

Cette nouvelle division de classe dans les rapports sociaux a un impact précis sur la forme que prendra le mouvement social des sociétés post-industrielles. Il s'agira principalement des mouvements qui se définiront par leur opposition commune à un appareil de domination précis. Il visera, de ce fait, le contrôle des orientations sociales et culturelles de la société et, plus précisément, de l'appareil de domination.

Dans le cas qui nous intéresse ici, il s'agira d'un mouvement anti-technocratique qui luttera pour le contrôle du mode de développement des nouvelles technologies dans leur production et dans leur application sociale.

En dernier lieu, il est intéressant d'avancer l'idée qu'en ce qui concerne le Québec, cette transformation des rapports sociaux remet en question deux des principaux mouvements sociaux québécois des années 1960-1970 : le mouvement syndical et le mouvement national.

La crise secoue présentement le mouvement syndical et l'oblige à se ré-adapter à la société post-industrielle. Comme nous l'avons vu précédemment, le dépassement de la contradiction capital/travail, identifié par l'apparition des nouvelles technologies, forcera le mouvement syndical québécois à se redéfinir dans ce nouveau champ des rapports sociaux.

Plusieurs scénarios peuvent être élaborés. Il peut y avoir un rapprochement avec les milieux d'opposition dans le hors-travail. Redéfinir l'ensemble du champ conflictuel en y incluant des éléments d'hors-travail, de type écologique, social ou autre ; ou encore s'inscrire directement dans la nouvelle structure des rapports sociaux de type post-industriel de façon à tendre vers le contrôle des

nouveaux outils technologiques de gestion et de production. La porte est ouverte. Il reste au mouvement syndical québécois de bien soupeser chacun de ses gestes et de ne pas nier la transformation de la société québécoise.

Du côté du mouvement national, l'enjeu est sensiblement le même, quoique différent dans les fondements de son action. Au Québec, le mouvement national s'est toujours identifié comme un opposant à la domination économique étrangère de son territoire, ce qui est une forme de domination de société proprement industrielle. Le mouvement national n'a aucune chance de se développer s'il ne se redéfinit pas par rapport à la nouvelle société en émergence.

Nous notions précédemment que le Québec subissait une très forte pénétration d'un nouveau modèle culturel imposé par la pénétration des nouvelles technologies sur son territoire. Et que, de plus, il ne détenait aucun contrôle sur ces micro-technologies.

Les enjeux de la question nationale réapparaissent ainsi sous un nouveau jour. Il est primordial pour le Québec qu'il s'empare du contrôle sur le développement des nouvelles technologies, du moins en ce qui concerne son territoire, s'il veut conserver son autonomie sociale et culturelle au niveau national et international. L'enjeu est de taille.

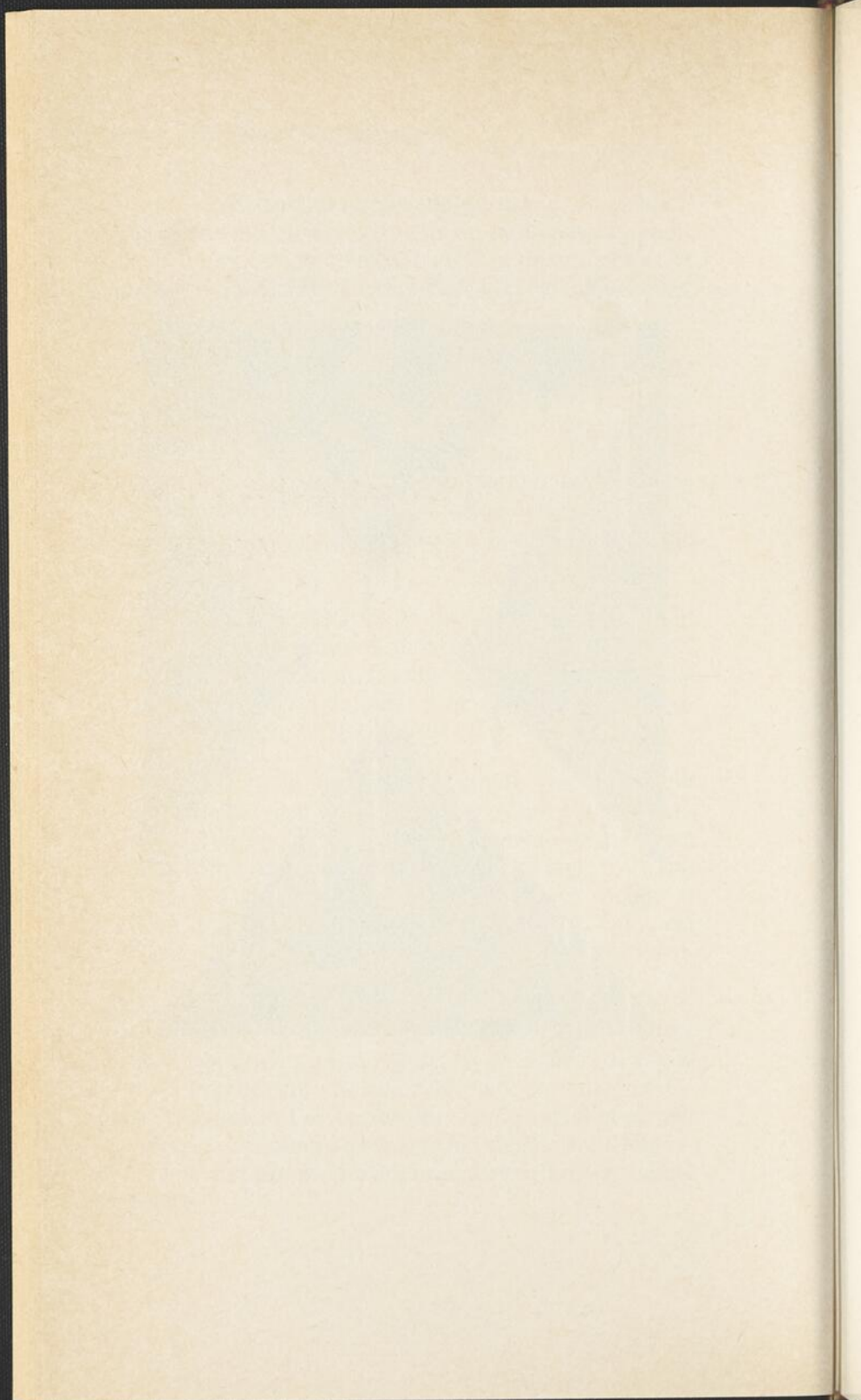
Ainsi, comme on peut le constater, il s'agit de beaucoup plus qu'un simple « virage technologique ». Nous serions plutôt à un carrefour de choix de société. L'apparition et l'implantation de ces nouveaux outils technologiques reformulent l'ensemble du champ social et posent à ses principaux acteurs de nouveaux défis dont l'importance est de tout premier ordre pour l'avenir de la société québécoise.



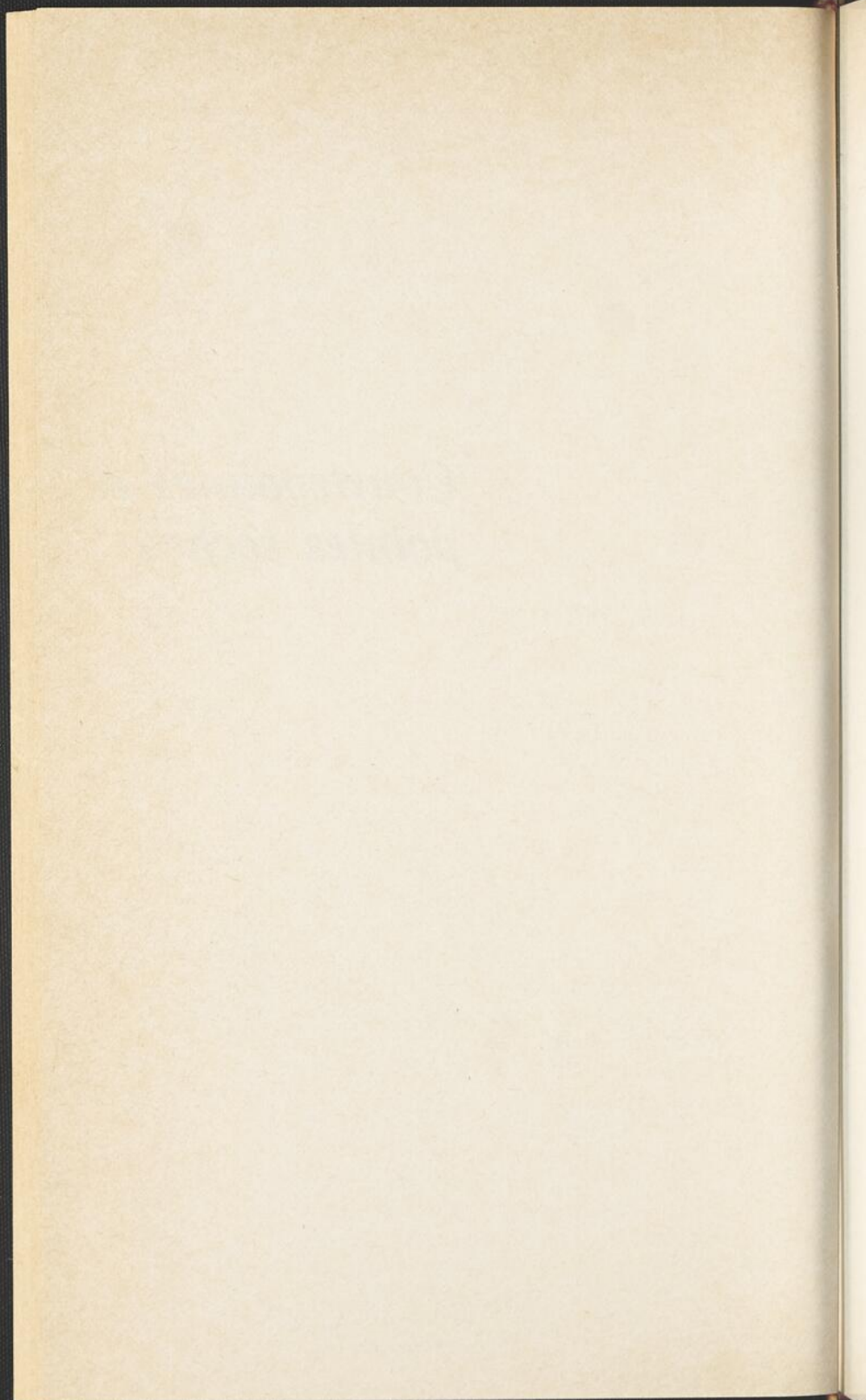
*Yian*

gravure

1982



*Courtepointes et  
pointes sèches*



## Vadeboncoeur et le féminisme

La parution récente d'une plaquette intitulée *Trois essais sur l'insignifiance* et signée par Pierre Vadeboncoeur pouvait apparaître intéressante : un non-spécialiste de la littérature et des arts visuels consacrait trois essais à commenter des oeuvres qui sont habituellement prises en charge — en ce qui a trait à la critique — par des spécialistes. Parmi ces trois essais, un en particulier attirait mon attention car il portait sur une oeuvre fort controversée, la *Dinner Party*, environnement réalisé par l'Américaine Judy Chicago et une équipe d'artistes et d'artisans, qui fut présenté en mars 1982 au Musée d'art contemporain de Montréal. Cette oeuvre a été controversée tant dans et par les milieux artistiques que dans et par certaines féministes. Un public, impressionnant et inusité de par son ampleur et son hétérogénéité, s'était alors rendu dans un musée dont on déplore trop souvent qu'il est inaccessible, introuvable, passablement désertique. Or cela, aucun spécialiste de l'art ne l'a souligné ni encore moins analysé, préoccupé-e-s à dénoncer l'oeuvre comme fumisterie (articles parus dans *Spirale*,

*Parachute* et *Le Devoir*) ou bien à l'encenser comme le chef-d'oeuvre d'une époque à la recherche de nouvelles valeurs (*La Presse*). Des positions aussi extrêmes, secrétées dans un milieu extrêmement restreint, constituent en soi un fait remarquable qui met en lumière l'écart quasi infranchissable qui sépare les éléments d'une triade composée de : l'oeuvre, le public, les spécialistes de l'art. La plaquette, *Trois essais sur l'insignifiance* était donc susceptible de soulever des questionnements excentriques sur l'art et son rôle, sa perception, ses effets, de par la position même de son auteur davantage connu comme syndicaliste et pour avoir participé à la mise en place des assises de ce qui fut appelé « La Révolution tranquille ».

C'est donc avec une avidité curieuse que j'achetai cette plaquette ; sa lecture fut une désillusion. Je l'avais pourtant abordée avec des préjugés plus que favorables. J'espérais une approche singulière, tranchante même, du monde des arts et de la littérature le quel, sauf quelques rares exceptions, ne fait jamais l'objet de quelque intérêt que ce soit de la part des personnalités publiques, fussent-elles syndicales, politiques ou issues du monde des affaires (à part le Maire Drapeau bien sûr). Je ne relancerai pas ici le débat à savoir si la *Dinner Party* est une oeuvre d'art ou pas, si elle est la plus grande oeuvre kitsch du dernier demi-siècle ou bien la première grande oeuvre féministe au monde. Plutôt il s'agira ici d'une conception de l'art et du travail de l'artiste, de son rapport aux idéologies, des traces de sa culture et de sa situation sociale sur son travail plastique ou pictural. Au sein d'un questionnement ayant trait à l'identité culturelle et politique d'une collectivité telle que la nôtre, il me semble difficile d'éviter d'interroger aussi le culturel et l'artistique, si on pense que l'art est une pratique et un travail réels, que l'art est autonome mais non entièrement indépendant de son contexte réel global. En effet,

si l'indépendance politique, économique et culturelle d'une collectivité doit assurer le développement et l'épanouissement de ses capacités et la réalisation de ses aspirations, il est évident que le rôle que peut jouer l'art en regard d'un tel projet est des plus importants, à moins de penser que l'art n'est qu'un *reflet* du tout social plutôt qu'une création véritable c'est-à-dire capable de modifier notre perception.

S'il est de plus en plus fréquent aujourd'hui d'assister à l'éclatement des catégories, des disciplines, des ordres, de même il est intéressant de constater en ce qui a trait au public d'art, une polyvalence grandissante qui ne repose plus uniquement sur des considérations esthétiques ou strictement formelles.

Il n'y a pas d'art qui puisse exister sans public qui le reçoive, le réfléchisse, renvoie à l'artiste une réponse active et passionnée, bourrée de questions, chargée d'attentes. De plus, il n'y a pas un seul public mais plusieurs — sans ignorer pour cela qu'il y en ait un qui habituellement domine les autres et les exclut de la légitimité. L'art, quel qu'il soit, est toujours redevable de son public, il s'en nourrit et en vit car il est d'abord événement, moment de l'histoire.

Parler de liberté de l'artiste c'est parler de son rapport avec son contexte et non de son isolement ou d'une stricte autonomie tendant à l'absolu, au nom d'on ne sait quelle « idée ». Parler de liberté de l'artiste, c'est croire en la valeur significative de l'art comme lieu et objet de réalisation de l'imaginaire, ou encore comme agent de modification de la conscience individuelle. C'est en ce sens que l'art n'est ni un *reflet* des événements sociaux et politiques qui marquent son contexte réel, ni une émanation mystérieuse d'un esprit transcendant. L'artiste n'est pas une héroïne ou un héros mais une personne liée

à sa propre histoire, à sa propre situation dans le tout social. Sa création est actuelle — elle s'incarne dans un temps qui ne peut être autre que présent et n'est pas conçue a priori pour échapper au temps, pour être éternelle.

\* \* \*

Dans cette perspective, l'essai de Pierre Vadeboncoeur sur la *Dinner Party* prône la formule des « retours aux sources » (sous la forme d'une conception dépassée qui veut que l'art soit « éternel ») afin de contrer une supposée décadence de l'art actuel. Or ne faudrait-il pas plutôt s'opposer à une conception de l'art vu en termes de conservation d'un héritage ? La valeur de l'art ne réside-t-elle pas au contraire dans sa capacité à modifier notre vision de toutes les oeuvres du passé ? Les retours aux sources de tout acabit sont courants ces jours-ci. On pense au retour récent et forcé de tant de femmes dans des bungalows mesquinement subventionnés par l'État pour y pondre une progéniture de survie. Il fallait donc qu'on trouvât quelque part la version conforme pour l'art, sa pratique, sa fonction ; elle s'est manifestée dans le texte de Pierre Vadeboncoeur sous le couvert de la défense de l'art, la défense de réalités ou de valeurs dont on ne sait pas dans quel lieu ou contexte elles prennent racine : la « noblesse », « l'âme », le « spirituel », « l'absolu », « l'esprit », « l'éternité ». Un tel lexique « métaphysique » suggère la nostalgie d'un paradis perdu auquel, néanmoins, certains élus auraient accès (surtout s'ils ne sont pas Américains...). L'auteur soutient que l'art se nourrit de valeurs qui n'ont rien à voir avec le présent, avec le vécu quotidien, soutirant du même coup à l'art toute possibilité d'invention et de propositions qui éclairent à chaque fois et autrement une partie de la réalité actuelle.

L'auteur regrette encore qu'on « ne chercherait que peu la plus haute philosophie de l'être » en cette époque où le « féminisme » tente de s'imposer, profitant justement de l'indistinction des valeurs : « Ce mouvement emprunterait même indirectement une partie de son énergie au phénomène contemporain de la liquidation de celles-ci » (des valeurs), « et d'un immense esprit de négation ». On apprend du même souffle que le mouvement féministe règne sur les nouvelles et que c'est à cause de cet autoritarisme et cette omniprésence dans les média (!) qu'une oeuvre d'art féministe telle que la *Dinner Party* a pu triompher — ce qui n'est pas étonnant, pour l'auteur, dans « cette civilisation qui semble ne demander parfois rien d'autre si ce n'est se saouler du spectacle de la violence des actes ». Mais oui ! le féminisme (pas une seule fois l'auteur ne définira ce terme : est-ce un regroupement de femmes ? est-ce une théorie politique ? une secte ?) profiterait pour se déployer, d'un public abruti, débile, violent même. Ce public serait d'abord américain ce qui expliquerait tout : et les qualificatifs et les jugements. Comment peut-on comprendre, dès lors, que le public montréalais ait reçu la *Dinner Party* avec tant d'intérêt, tant de curiosité ? On apprend que l'esprit du mal (lire : « américain ») l'aurait contaminé, le public aurait été séduit (tout comme l'auteur qui nous l'a par ailleurs si candidement confié) par cette oeuvre mystificatrice. Heureusement Pierre Vadeboncoeur se serait repris à temps et aurait compris la supercherie ; le modèle des artistes français (les grands : Rouault et Lurçat, selon lui) lui aura permis de reconnaître où se trouve la décadence artistique qui serait proprement américaine. De même qu'il n'y aurait pas dans ce pays (qu'il appelle « Amérique », mais qu'on nomme ici États-Unis) d'artiste digne de ce nom, le féminisme ne serait qu'une mode de ce siècle perdu. Qui plus est, c'est « l'humanité en général (qui) n'en finit plus de se tromper », écrit l'auteur qu'aucune pointe d'humour ne sem-

ble distraire de sa vision apocalyptique. J'avoue qu'il m'est difficile de croire qu'un tel discours soit toujours possible en 1983 : la décadence aurait une nation : les États-Unis, la superficialité et l'opportunisme auraient une idéologie : le féminisme. L'auteur, bien qu'il ne le définisse pas, cerne néanmoins les méfaits du féminisme : « (...) une lutte qui se passe évidemment dans le présent et qui concentre sur celui-ci et sur de courtes perspectives une grande partie de l'attention » — le Présent étant un magma redoutable en regard du Passé (que définissent les grands faits historiques) et du Futur (l'idéal, l'altitude). Enfin l'auteur écrit que cette révolution féministe « n'irait pas en esprit au bout d'elle-même, là où tout être se dépasse » et que le seul critère qui lui semble valable pour justifier ses jugements esthétiques, intellectuels et moraux c'est *l'élévation*. « On ne s'élevait pas », constate-t-il devant la *Dinner Party*. L'ascension, l'élévation, l'altitude sont pour lui la marque ou plutôt l'effet de marque d'un art authentique. Vers quoi ? nul ne le sait ; tout ce qu'on sait, c'est qu'il y a quelque chose à fuir quelque part. La féminisme serait à la rigueur valable s'il redonnait vie « au sens de l'altitude et de l'absolu ». Et voilà. Il semble qu'il y ait un problème d'élévation chez l'auteur qui semble figé par la peur de la domination castratrice des femmes. Il ne les voit en somme qu'en termes d'aides dévouées, de bras droit à son existence que dirige cette implacable volonté d'altitude ; de même il ne voit l'art qu'en termes de moyen pour arriver à certains états nostalgiques : « Eprouverais-je alors envers *Dinner Party* certaine nostalgie que je connais bien pour une oeuvre que j'ai aimée une fois (...) ».

Si Pierre Vadeboncoeur défend une conception de l'art transcendant « les sexes et toutes les conditions », il ne risque pas de se demander alors comment l'artiste peut-elle-il bien arriver à concevoir, travailler, réaliser quoi

que ce soit dans une telle condition aseptisée et neutre ? Mais l'auteur expliquera que « les révolutions meurent d'avoir été faites par intérêt », fustigeant le vécu quotidien et les réalités de cette vie comme trop basses pour avoir quoi que ce soit à voir avec la révolution ou avec la création artistique. Il parlera de même de la dégradation des « idées nobles » dont on se doute qu'elles sont les siennes et que seraient censés partager rien moins que l'auteur d'*Ubu Roi*, le Voltaire des *Contes*, l'auteur du *Bal du Comte d'Orgel* (entrevue avec l'auteur, « Nos sociétés en dérive », La Presse, samedi 9 juillet 1983). Quant aux femmes, il souhaitera qu'elles apprennent ce qu'elles ne savent pas encore malheureusement pour elles : le ciel (sic) ne sera jamais acquis à la femme que lorsqu'elle aura transcendé la réalité et qu'on cessera de « ne voir dans la femme que quelqu'un en rapport avec une situation ». Les divers mouvements et auteures féministes se sont justement opposés unanimement à l'asservissement des femmes dans des situations qui leur étaient faites. Mais l'auteur ignore cela et il nous apprend que les femmes n'ont aucun besoin du féminisme et que, d'ailleurs, elles se font toujours attendre pour engendrer » (...) la beauté qu'apporterait au monde une moitié d'humanité (sic) dont on attend bien évidemment un renouvellement du sens de l'altitude et de l'absolu ».

\* \* \*

On peut se demander comment Pierre Vadeboncoeur ne s'est pas reconnu dans la *Dinner Party* dont l'iconographie (le papillon-vagin) est symbole de dilatation et d'envol. Mais plutôt qu'un envol dans un absolu viril, Judy Chicago aura évoqué l'envol dans un superlatif féminin. Mais Pierre Vadeboncoeur aspire à des valeurs essentialistes qu'il qualifie « d'humaines » (il faudrait lire « viriles »), alors que le terme « féminin » — par le biais du féminisme de l'Américaine — ne véhiculerait

selon lui que des valeurs affairistes, ponctuelles, sacrifiant « jour après jour l'essentiel pour le relatif ».

Ce qu'une indépendance politique et économique d'une collectivité doit assurer — et c'est peut-être sa raison d'être première — c'est l'affirmation d'une identité, d'une conscience, individuelle et collective, c'est-à-dire une capacité de se poser activement dans son contexte réel qui est toujours en mouvement, qui se situe donc dans une perspective dialectique qui ne permet de poser rien qui soit ou absolu ou transcendant. Dans ce sens sont actuellement de plus en plus dénoncées — entre autres par nombre de féministes — les conséquences de la domination des hommes sur la nature : désastres écologiques, pollution, famine, surpopulation, militarisme, racisme. L'identité se manifeste *activement* dans une mise en situation constante. Le contraire serait une aberration à savoir une identité définie dans l'absolu, en dehors du contexte de vie réelle, quotidienne, au nom de « valeurs » dont on ne sait plus, de par leur désincarnation même, ce qu'elles désignent vraiment.

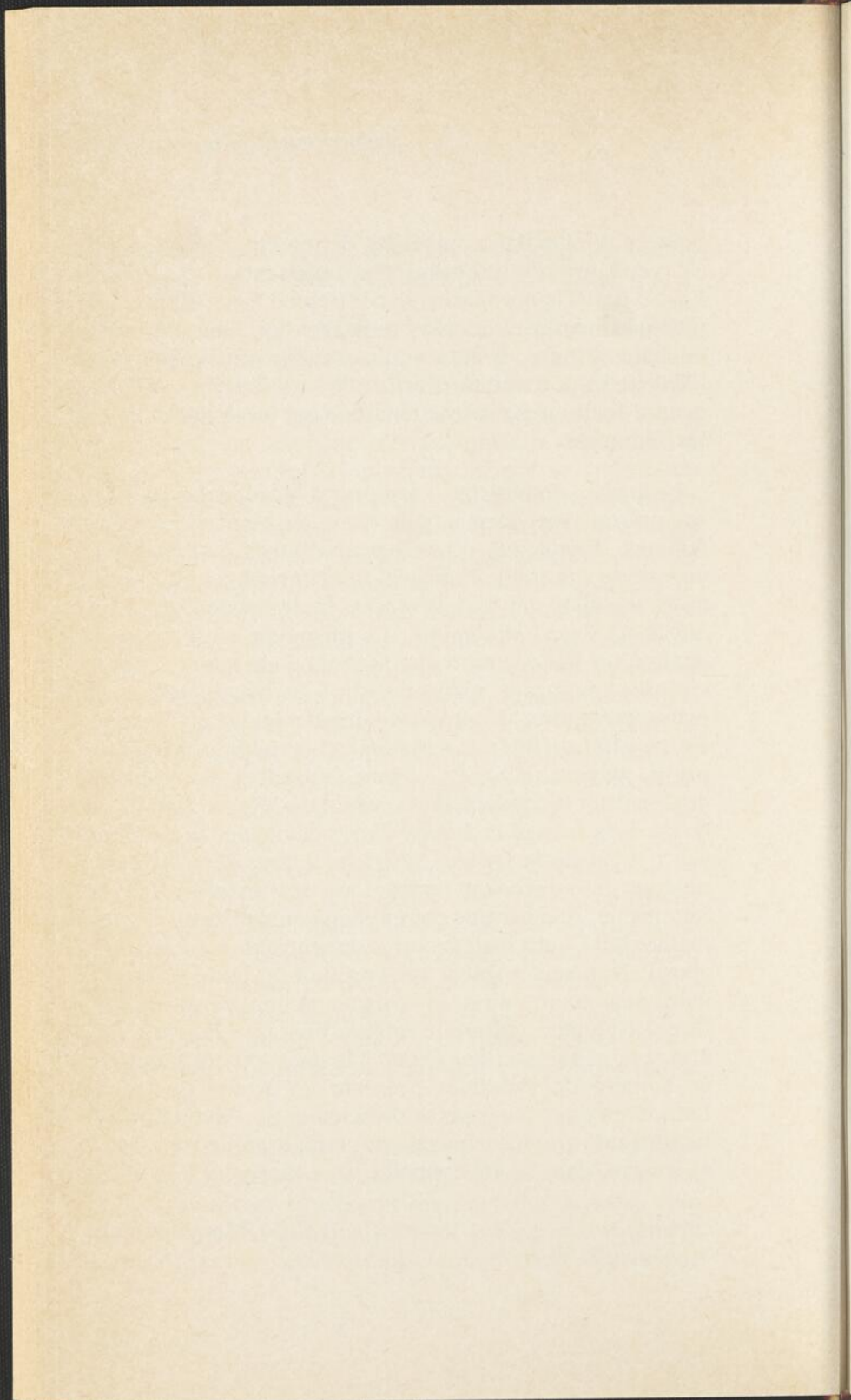
Peut-être aurions-nous pu être éclairé-e-s là-dessus si au lieu de s'en prendre à la *Dinner Party* parce qu'américaine et féministe, l'auteur s'était attaché à analyser et à comprendre l'autre oeuvre environnementale qui était présentée au Musée en même temps que celle de l'Américaine : la *Chambre nuptiale* de la québécoise et féministe Francine Larivée dont il a en quelques mots seulement évoqué l'importance. L'aurait-il préférée parce que québécoise ?

Pierre Vadeboncoeur apparaît comme un Don Quichotte aux prises avec des moulins à vent qui ont l'allure d'obsessions personnelles prises pour des grandes causes : ses combats imaginaires avec la Bête sont sûrement excitants pour lui-même mais foncièrement déprimants

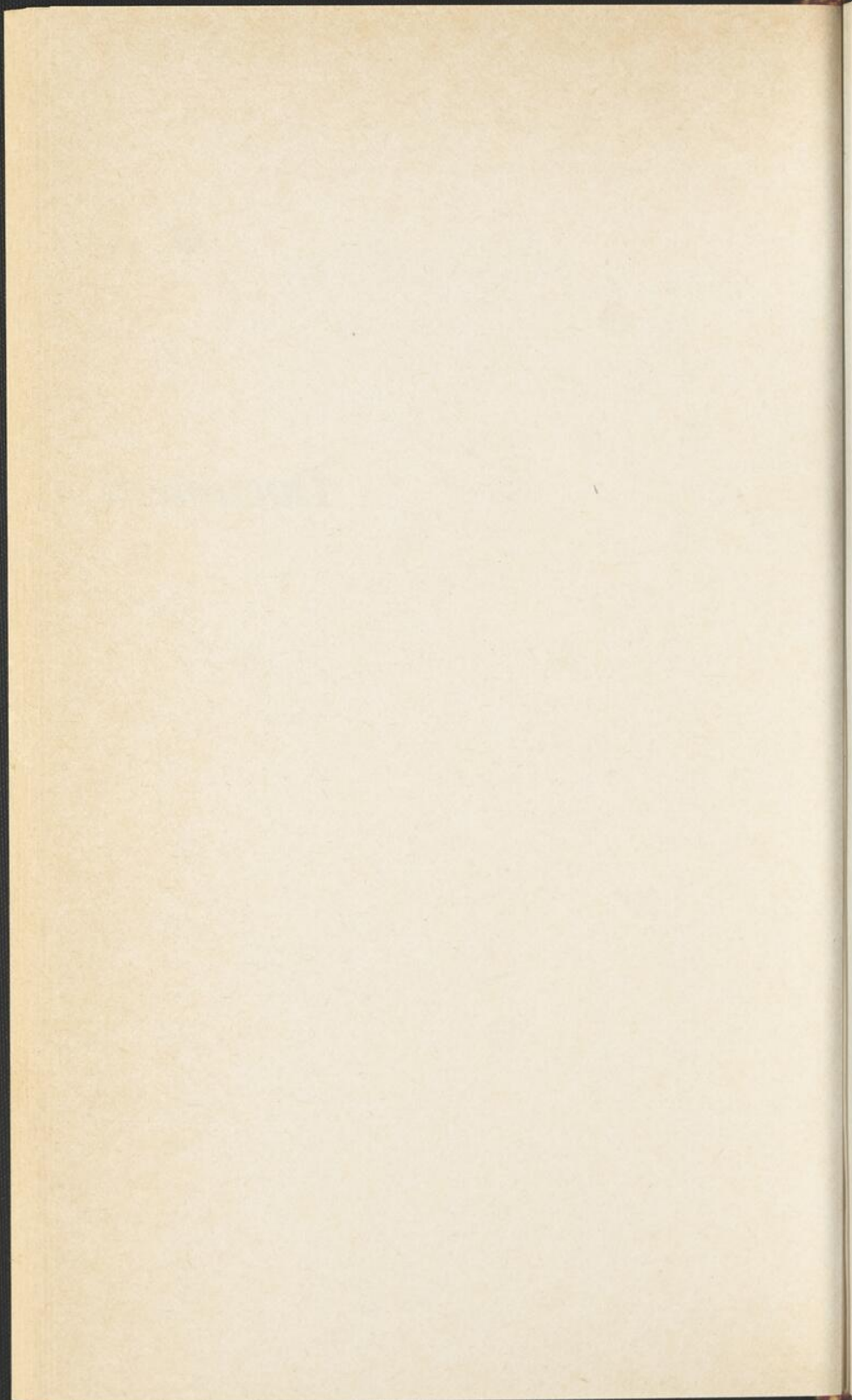
pour ceux et celles à qui il les donne en spectacle ; s'il est venu grossir les rangs des opposants à la *Dinner Party*, il a pris néanmoins le contrepied des critiques les plus pertinentes et les plus radicales qui aient été faites de cette oeuvre : il aura voulu soutenir une conception idéaliste et périmée de l'art et de « l'humain » en évoquant l'hydre matérialiste incarnée par les Américains et les féministes.

Le terme « féminisme » fait peur à qui a peur de perdre ses prérogatives face aux femmes ou bien en tant que femmes. Plutôt que d'avoir peur d'un mot, il faudrait voir ce qui en fonde l'apparition historique et les conditions actuelles qui le définissent, la dimension utopique qui le sous-tend et l'anime. Le misogyne s'est toujours appuyé sur la déception que provoque chez lui l'incapacité des femmes à réaliser l'idéal de beauté auquel il pense prétendre. L'ouverture intellectuelle et émotive est en effet difficile à maintenir chez quelqu'un qui, a priori, se sent menacé : encore faudrait-il être capable de discerner le fondement de cette peur. Pierre Vadeboncoeur aura fustigé la *Dinner Party* davantage à cause de son dégoût de la société américaine considérée comme un bloc homogène et opaque, de son mépris pour le féminisme, que par une compréhension de l'oeuvre d'art même, qui l'aura malencontreusement séduit au premier abord. Non seulement il aura produit un texte réactionnaire mais encore un essai strictement inutile, que ce soit face à l'identité culturelle québécoise, que face à l'art, à sa nature, sa fonction. Quant à la question des femmes, ce numéro de *Possibles* présente un article de Diane Lamoureux sur les aspects principaux de l'évolution de féminisme, comme concept et comme comportement : sa lecture, dans un tel contexte, sera sûrement très utile.

Rose Marie Arbour



*Document*



## *Le refus de continuer*

---

Depuis la parution du numéro *Cinq ans déjà*, le climat de travail à la revue n'a cessé de se détériorer. Ce numéro qui devait faire le point, déterminer des orientations nouvelles et identifier des priorités d'action aura fait apparaître, au comité de rédaction, des divergences profondes sur la conception du rôle critique de la revue tout autant que sur ses grands objectifs de départ. Ces divergences ne se sont cependant pas manifestées comme telles — c'est-à-dire dans des *débats* — dans les numéros subséquents. Tout au plus se sont-elles révélées dans un certain nombre d'incohérences et de contradictions entre les divers éditoriaux successifs, quand ce ne fut pas entre l'éditorial lui-même et des positions prises par des membres du comité dans des textes qu'ils signaient bien souvent dans le même numéro.

Pour nous et pour ceux et celles qui nous lisent en partageant avec nous les grands objectifs d'indépendance et d'autogestion cela ne peut plus continuer. Il y va de notre intégrité et de la responsabilité que nous nous devons d'assumer à l'égard de ceux et celles avec qui nous partageons ces objectifs dans un même engagement.

Cet état de chose et le fait que nous le ressentons comme une brûlure ne tiennent à aucun mystère. Cela vient essentiellement du fait que le *comité de rédaction refuse systématiquement de se pencher sur son propre fonctionnement*. Au moins la moitié de ses membres refusent *dans les faits* (et non verbalement, bien sûr) d'adopter un mode de fonctionnement véritablement collectif. Nous avons tenté à plusieurs reprises d'explicitier des règles de fonctionnement en concordance avec nos objectifs et des procédures égalitaires de répartition des tâches (matérielles et intellectuelles) entre la façon dont la revue fonctionne et la crédibilité (la cohérence itou) de ses prétentions à parler sérieusement d'autogestion. Ces tentatives ont à chaque fois avorté dans un climat trouble où nous ne comptons plus les arguments démagogiques et les incidents disgracieux.

Ces échecs répétés ont eu pour conséquence d'éliminer, à toutes fins pratiques, tout débat intellectuel fécond entre les membres du comité. Deux conceptions radicalement opposées quoique faiblement explicitées (ce qui n'a pas empêché leur mise en acte) du fonctionnement du comité comme *collectif* y ont totalement paralysé le travail intellectuel. Cela sans compter également que les discussions houleuses et pas toujours très cordiales ont heurté bien des susceptibilités et fini par engendrer une animosité chronique entre plusieurs personnes.

Le contenu des réunions s'en est trouvé appauvri au point de n'offrir plus qu'un simulacre d'échange et de discussion. La production d'un numéro se résume depuis longtemps déjà à sortir un mot magique, le *thème*, à y associer le nom d'une série de collaborateurs potentiels et hop ! le tour est joué : le numéro est bouclé. Aucune réflexion de groupe, aucun examen critique en fonction des grandes articulations théoriques de la problématique indépendance/autogestion, bref aucune épine dorsale à

des numéros qui finalement s'en vont nulle part avec une qualité souvent des plus inégales. L'éditorial n'y est plus qu'une fausse représentation : il n'exprime point le résultat d'une démarche et d'une prise de position commune. Il s'agit tout au plus d'une rubrique où signent à tour de rôle les membres du comité qui parfois s'y bousculent comme à une espèce de jeu de la chaise musicale du bien-penser.

Le comité de rédaction n'a aucune consistance. C'est un forum où chacun défend le champ de ses intérêts personnels et une liste de ses amis qui pourraient éventuellement signer quelques textes. Le copinage et la complaisance ont déjà laissé paraître quelques énormités. Nous reconnaissons, pour notre part, avoir manqué de fermeté à ces occasions. Quoi qu'il en soit, nous estimons avoir atteint et largement dépassé les limites de ce qui nous apparaît être tolérable.

Nous savons que tous, tant s'en faut, ne partageront pas notre vision des choses. On nous rétorquera que la revue a publié quantité de bons textes. Rien de plus vrai. Mais justement le travail d'une revue n'est pas celui d'un éditeur qui saurait tout aussi bien que *Possibles* publier de bons recueils de textes. Le travail d'une revue se situe à un autre niveau. Or nous ne parvenons même pas à nous entendre sur la nécessité d'aborder ce niveau où penser commence à signifier : être responsable.

Nous estimons que les lecteurs de la revue ont le droit de savoir ce qui s'y passe. Et c'est pourquoi nous vous demandons de publier le présent texte dans le numéro actuellement en production (Et pourquoi pas l'amour). Nous nous engageons, quant à nous, à assumer les tâches que nous avons coutume de remplir pour mener à terme le numéro.

Nous savons désormais *par expérience* que nous formons *deux groupes distincts*. Nous concevons différemment l'engagement, le travail intellectuel et le partage des tâches, toutes choses indispensables pour réaliser une bonne revue. Vaut mieux nous séparer : arrêter maintenant nous évitera bien des déchirements inutiles.

Quant à nous, nous avons décidé de faire ailleurs ce qu'il nous a été impossible d'entreprendre à la revue. Nous croyons qu'en toute justice, nous devrions séparer moitié/moitié les avoirs de la revue. Partageons ce que nous avons, ensemble, malgré tout, réussi à accumuler et que chacun puisse enfin travailler comme il l'entend.

Si, par ailleurs, vous n'entendez pas poursuivre de votre côté l'aventure de *Possibles*, nous osons espérer qu'aucun esprit revanchard ne prévaudra et qu'il nous sera permis de reprendre le nom et la charte de l'actuelle revue. Nous restons, quant à nous, persuadés de la nécessité d'une revue indépendantiste et autogestionnaire et nous entendons rester fidèles — ailleurs et autrement, s'il le faut — aux grandes orientations qui ont donné naissance à *Possibles*.

Nous vous proposons de réfléchir à ces propositions, de publier le présent texte et de nous rencontrer au moment qui vous conviendra le mieux. Il nous semble cependant réaliste d'espérer régler le tout d'ici la fin d'avril. Pour le plus grand bénéfice de tous. Et des valeurs que nous défendons.

Avril 1983

Robert Laplante  
Roger Lenoir  
Andrée Fortin  
Jean-Pierre Dupuis

Ont collaboré à ce numéro :

*Henri Beauchemin*, sociologue, Université de Montréal ;

*Yves Beauchemin*, écrivain ;

*Édouard Cloutier*, politicologue, Université de Montréal ;

*Madeleine Gagnon*, écrivaine ;

*Gérald Godin*, écrivain, ministre et membre fondateur de Possibles ;

*Diane Lamoureux*, sociologue, UQAM ;

*Suzanne Martin*, étudiante au département d'Études françaises de l'Université de Montréal ;

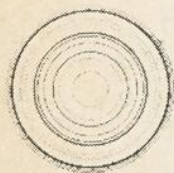
*Jean-Jacques Simard*, sociologue, Université Laval.

Pour l'illustration :

*Serge Lemoyne*. Né en 1941. Depuis 1977, sa peinture a eu pour thème le hockey, tout en adoptant une organisation moderniste des couleurs bleu-blanc-rouge. Une exposition collective « 5 attitudes » en 1981 au Musée d'art contemporain et une exposition individuelle « Super-Position » en 1982 à la galerie GRAFF de Montréal mettaient en lumière la situation majeure de cet artiste dans l'actuel contexte artistique québécois ainsi que l'importance de son travail pictural.

# Le Québec en revues

CAHIERS-COPIE ZERO-DÉRIVES-ÉCRITURE FRANÇAISE DANS  
LE MONDE-FOCUS-LA GRANDE RÉPLIQUE-LES HERBES ROU  
GES-IMAGINE-INTERVENTION-JEU-LETTRES QUÉBÉCOISES  
LE MAGAZINE OVO-LA NOUVELLE BARRE DU JOUR-PARA  
CHUTE-PARIURE-POSSIBLES-SOLARIS-SPIRALE-LE TEMPS F  
OU-VIE DES ARTS-CAHIERS-COPIE ZERO-DÉRIVES-ÉCRITURE  
FRANÇAISE DANS LE MONDE-FOCUS-LA GRANDE RÉPLIQUE  
LES HERBES ROUGES-IMAGINE-INTERVENTION-JEU-LETTRE  
S QUÉBÉCOISES-LE MAGAZINE OVO-LA NOUVELLE BARRE  
DU JOUR-PARACHUTE-PARIURE-POSSIBLES-SOLARIS-SPIR  
ALE-LE TEMPS FOU-VIE DES ARTS-CAHIERS-COPIE ZERO-D  
ÉRIVES-ÉCRITURE FRANÇAISE DANS LE MONDE-FOCUS-LA GR  
ANDE RÉPLIQUE-LES HERBES ROUGES-IMAGINE-INTERVEN  
TION-LETTRES QUÉBÉCOISES-LE MAGAZINE OVO



RÉPERTOIRE  
DES PÉRIODIQUES  
CULTURELS  
QUÉBÉCOIS  
1980/1981

Pour une information complète  
sur l'art, la culture et la société  
pour connaître les nouvelles  
tendances créatrices,  
ici et ailleurs  
il faut lire les revues  
culturelles québécoises!

Pour recevoir gratuitement  
notre répertoire:

Association des éditeurs de périodiques  
culturels québécois (AEPQO)  
C.P. 786, succ. Place d'Armes  
Montréal H2Y 3J2

ou téléphonez-nous:  
(514) 523-7724

# autogestions

Revue trimestrielle - 16<sup>e</sup> année - nouvelle série

1982



- **Un travail sans emploi**  
la société duale en question. N° 8-9, 55F.
- **Avez-vous vu passer la gauche ?**  
N° 10, 35F.
- **Les utopistes du m<sup>2</sup>**  
mouvements et expériences d'habitat autogéré.  
N° 11, 35F.
- **Les passions pédagogiques**  
écoles et lycées en mouvement. N° 12-13, 55F.
- **L'entreprise: du muet au parlant**  
cercles de qualité, groupes d'expression,  
conseils d'atelier. N° 14, 37F

1983



Abonnement (4 num./an)	Individuel	Institutions
France	130F	157F
Etranger	150F	200F

**Vente au numéro en librairie**  
(distribution par Distique)

Demandes d'abonnement et de numéros à adresser à:  
**Editions PRIVAT** 14, rue des Arts 31000 Toulouse

Prochain numéro :  
L'éducation et la jeunesse

---

**Bulletin d'abonnement**

Nom.....

Adresse.....

Ville.....Code postal.....

Province.....

Occupation.....

Téléphone.....

ci-joint un chèque.....mandat-poste.....au montant de.....

- Abonnement d'un an (quatre numéros) : \$15.00
- Abonnement de deux ans (huit numéros) : \$30.00
- Abonnement institutionnel : \$25.00
- Abonnement de soutien : \$25.00
- Abonnement étranger : \$30.00

**Revue Possibles, B.P. 114,  
Succursale Côte-des-Neiges,  
Montréal, Québec, H3S 2S4**

---

Dépôt légal Bibliothèque Nationale du Québec  
D775 027

Dépôt légal Bibliothèque Nationale du Canada

Les manuscrits des articles ou textes présentés à la revue pour fin de publication ne sont pas retournés à leur(s) auteur(s).

Les articles parus dans la revue *Possibles* sont répertoriés dans RADAR (Répertoire analytique des articles de revues).

ISSN : 0703-7139

La revue *Possibles* est membre de l'Association des éditeurs de périodiques culturels québécois (AEPCQ).

Boîte postale 114, Succursale Côte-des-Neiges,  
Montréal, Québec

## ENCORE DISPONIBLES

### **Volume 1**

#### numéro 1 :

Spécial Tricofil ; Alfred de Vigny et le Québec ; Sciences sociales et pouvoir ; poèmes de Roland Giguère et Gérald Godin 110 p. \$3.00

#### numéro 2 :

Possibles Santé : Question nationale ; poèmes de Gilles Hénault, Luc Racine, Robert Laplante ; Campagne électorale vue par Gérald Godin 154 p. \$3.00

#### numéros 3/4 :

Les Amérindiens : politique et dépossession ; De l'artisanat comme instrument de conquête ; Sur le renouveau de la musique traditionnelle 249 p. \$5.00

### **Volume 2**

#### numéro 1 :

Fer et titane : un mythe et des poussières ; Nouvelles perspectives du roman québécois ; La sociologie : nouvelle conception du social ; nouvelle de Jacques Brossard 142 p. \$3.00

#### numéros 2/3 :

Spécial Bas du fleuve — Gaspésie ; le pouvoir régional ; poème de Françoise Bujold 240 p. \$6.00

#### numéro 4 :

Spécial Mouvements sociaux ; les syndicats ; Coopératisme et autogestion ; contribution d'Alexis Lefrançois 151 p. \$4.00

### **Volume 3**

#### numéro 1 :

Spécial : la ville en question ; à qui appartient Montréal ; poèmes de Pierre Nepveu 179 p. \$4.95

#### numéro 2 :

L'éclatement idéologique ; débattre, bâtir et rêver ; La poésie, les poètes et les possibles (enquête) ; Paul Chamberland : La dégradation de la vie 159 p. \$3.95

#### numéros 3/4 :

Possibles spécial éducation ; Sur les chemins de l'autogestion : Le J.A.L. ; poèmes de François Charron et Robert Laplante 292 p. \$5.95

**Volume 4**

numéro 1 :

Des femmes et des luttes

207 p. \$4.00

**Volume 5**

numéro 1 :

Qui a peur du peuple acadien ?

182 p. \$4.95

numéro 2 :

Élection 81 : question au P.Q.

Gilles Hénault : d'Odanak à l'Avenir

Victor-Lévy Beaulieu : l'Irlande trop tôt

157 p. \$4.95

numéros 3/4 :

Les nouvelles stratégies culturelles :

témoignages, régions, autogestion ;

Manifeste pour les femmes

328 p. \$6.95

**Volume 6**

numéro 1 :

Cinq ans déjà...

Le risque de continuer

L'autogestion quotidienne

Poèmes inédits de Marie Uguay

177 p. \$4.95

numéro 2 :

Abitibi

La voie du Nord

Café Campus

Pierre Perrault : Éloge de l'échec

195 p. \$4.95

numéros 3/4

La crise... dit-on

Un « écomusé »

en Haute-Beauce

Jacques Brault : leçons de solitude

274 p. \$ 5.95

**Volume 7**

Numéro 1 :

Les territoires de l'art

Régionalisme/internationalisme :

un rapport de force ?

Roussil en question(s)

206 p. \$ 4.95

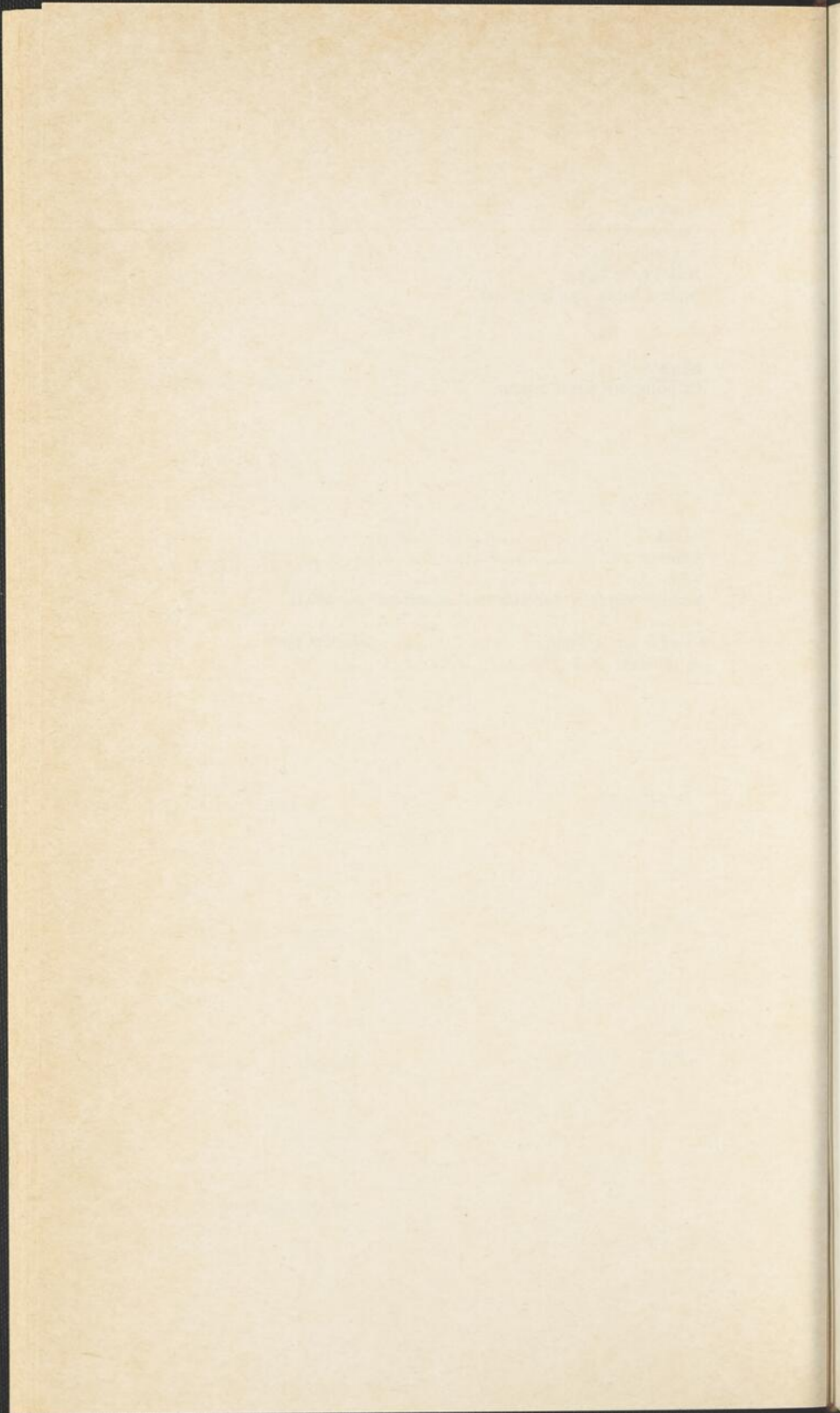
Numéro 2  
Québec, Québec  
À l'ombre du G  
Jean-Pierre Guay,  
Marc Chabot : un beau mal

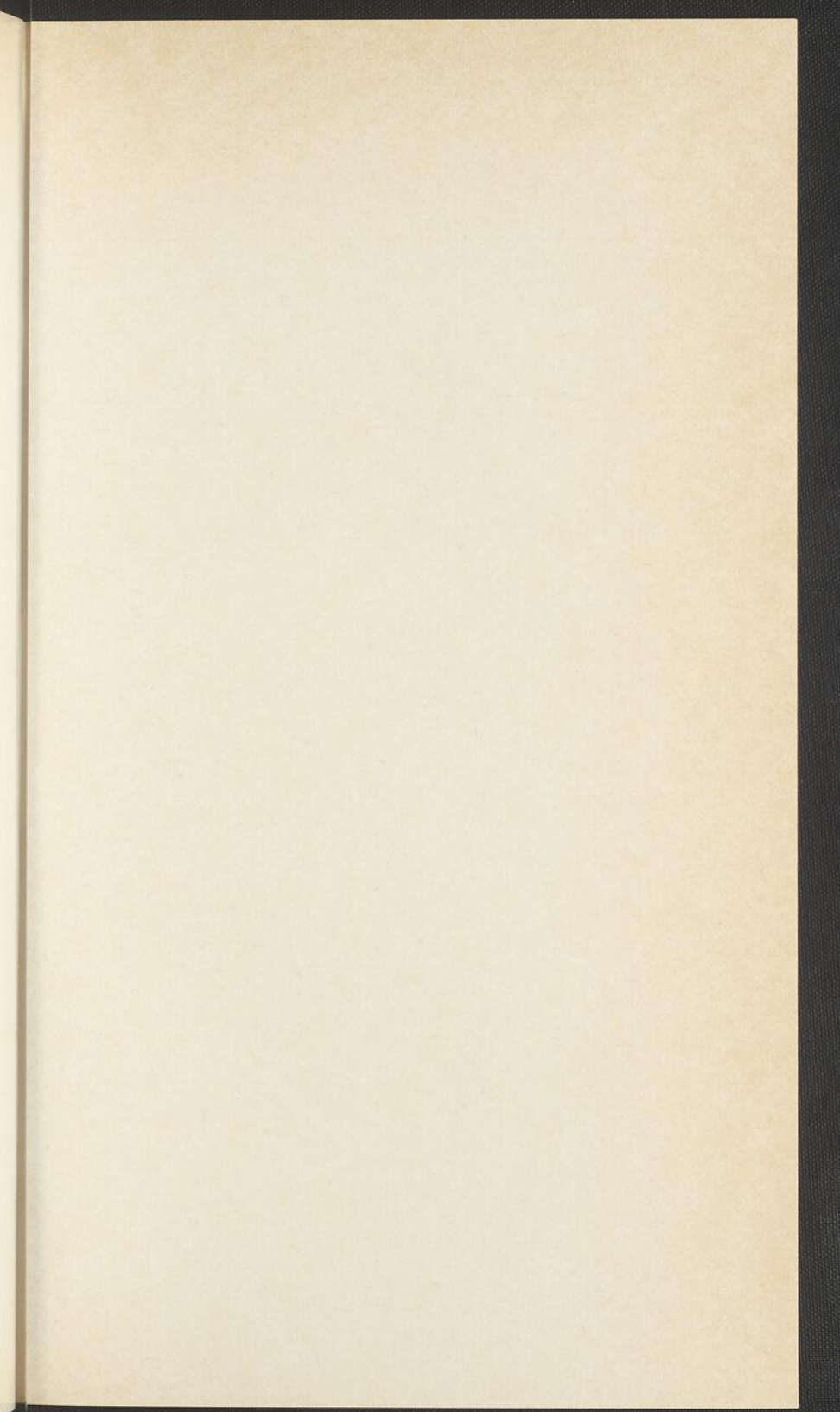
161 p. \$ 4.95

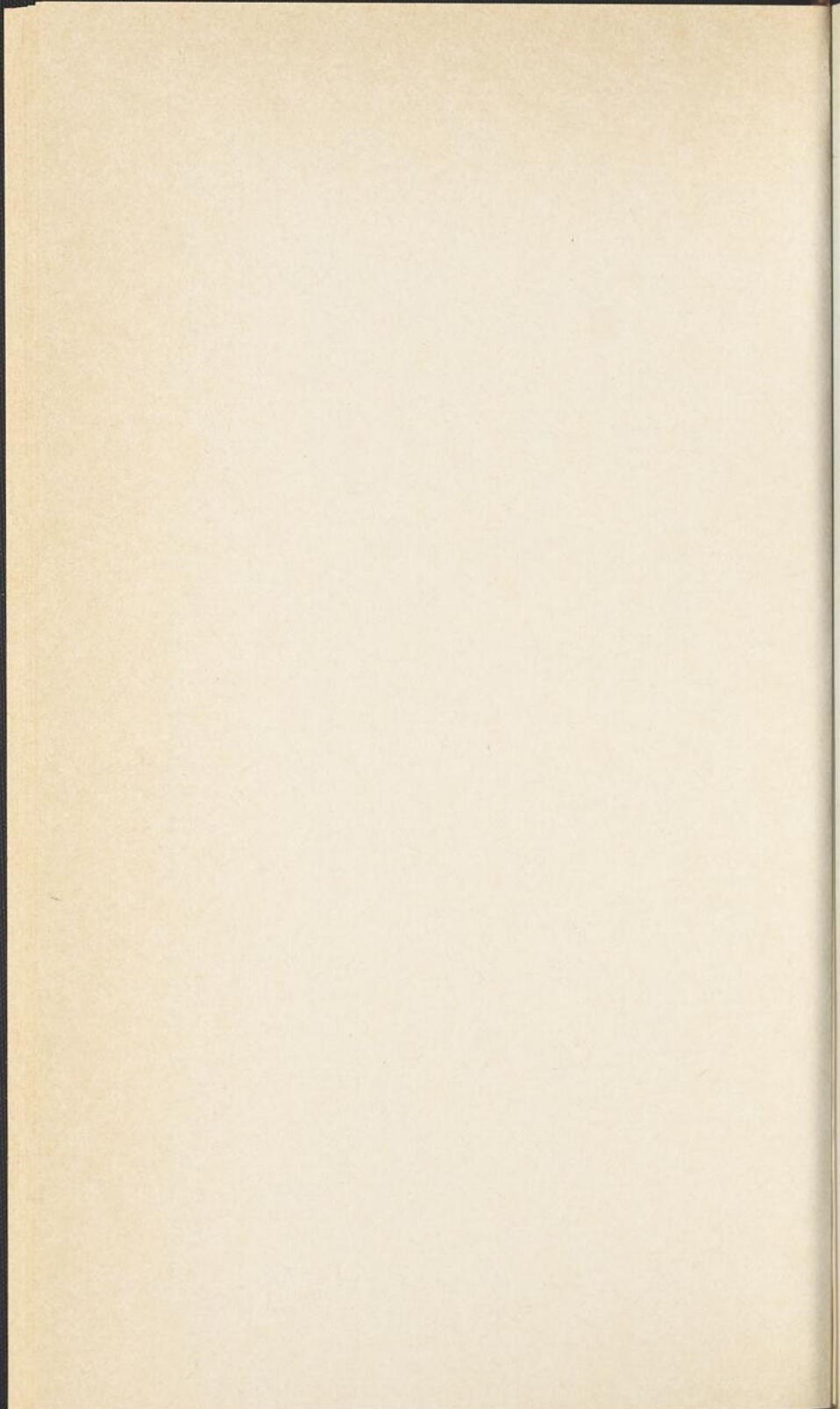
Numéro 3  
Et pourquoi pas l'amour

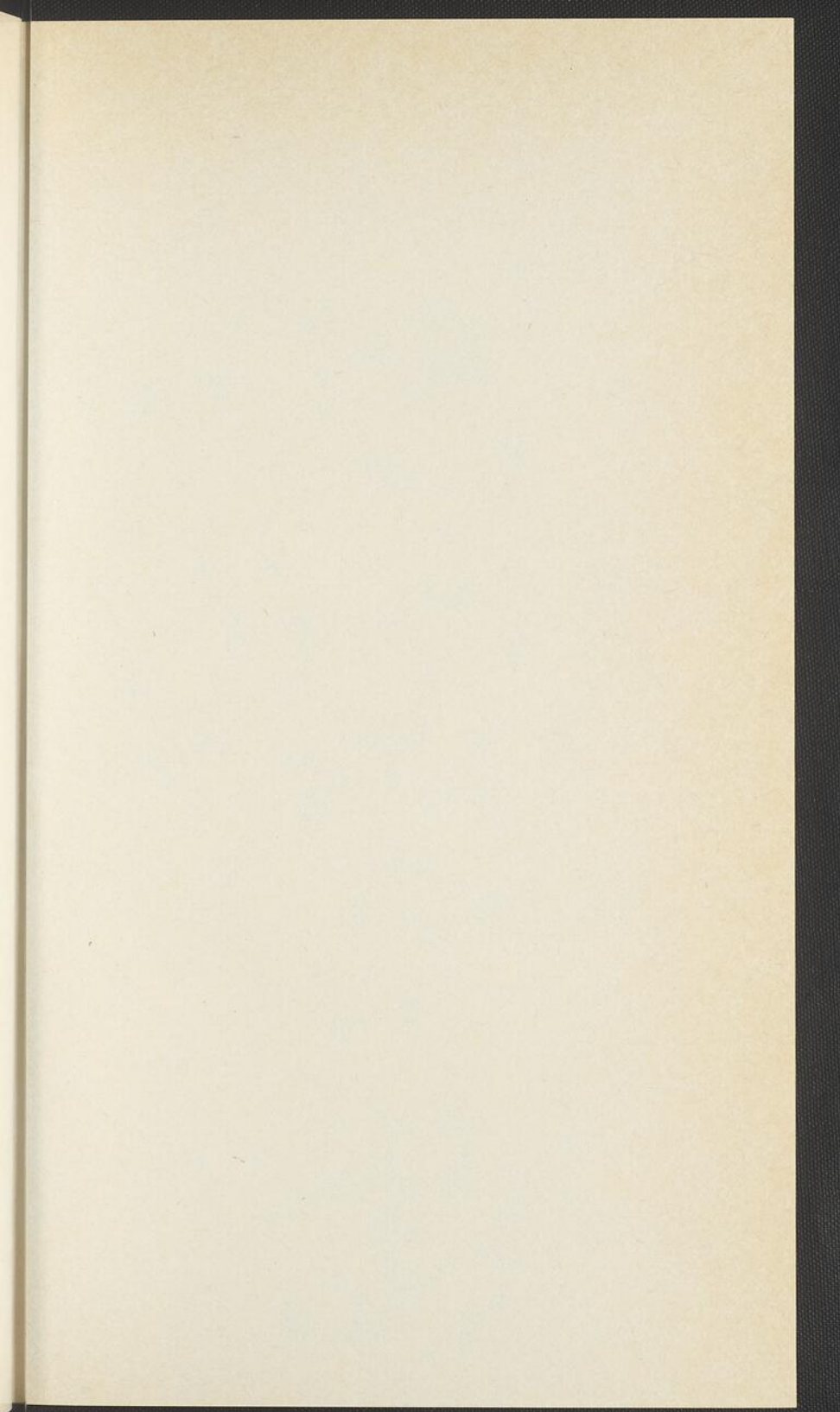
170 p. \$ 5.00

NOM.....  
Adresse.....  
Ville.....  
Veuillez me faire parvenir le(s) numéro(s) suivant(s) :  
.....  
Ci-joint un chèque.....mandat-poste.....  
au montant de \$.....















## DANS CE NUMÉRO

Éditorial		Constituons le peuple québécois	
Repenser l'indépendance . . . . .	7	Édouard Cloutier . . . . .	125
Journal intime (fragment)		Les nouveaux habits	
Yves Beauchemin . . . . .	15	de la souveraineté	
Une porte de plus		Gabriel Gagnon . . . . .	133
en plus étroite		Histoire-fiction	
Marcel Rioux . . . . .	19	Madeleine Gagnon . . . . .	149
Pour s'en sortir		SUR LES CHEMINS	
Jean-Jacques Simard . . . . .	23	DE L'AUTOGESTION	
Nationalisme et féminisme :		Les nouvelles technologies :	
impasses et coïncidences		plus qu'un virage	
Diane Lamoureux . . . . .	43	Henri Beauchemin . . . . .	163
C'était pour vous		COURTEPOINTES ET	
Gérald Godin . . . . .	63	POINTES SÈCHES	
Littérature et nationalisme :		Vadeboncoeur et le féminisme	
une question piégée,		Rose Marie Arbour . . . . .	181
pourtant inévitable		DOCUMENT	
Lise Gauvin . . . . .	71	Le refus de continuer . . . . .	193
Autour de la spécificité		ICONOGRAPHIE :	
Marcel Fournier . . . . .	85	Serge Lemoyne	
La geste du oui			
Suzanne Martin . . . . .	115		